

Eyes on Europe

Des Regards croisés sur l'Europe

4,00 € – May - October 2010

12



The Frontiers of Europe
Les Frontières de l'Europe

Editorial:
Isabelle Durant
«Bruxelles sans Frontières»

Eyes on Europe

Regards croisés sur l'Europe

Abonnez-vous
Subscribe now

Envoi National

1 an / 2 numéros **9 €**

2 ans / 4 numéros **16 €**

Frais de port inclus

Europe

1 year / 2 issues **13 €**

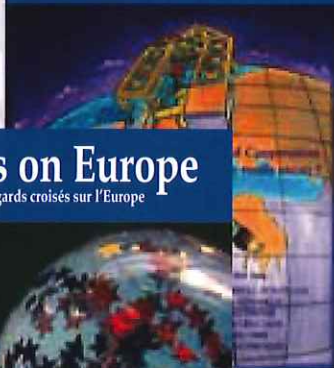
2 years / 4 issues **24 €**

Delivery costs included

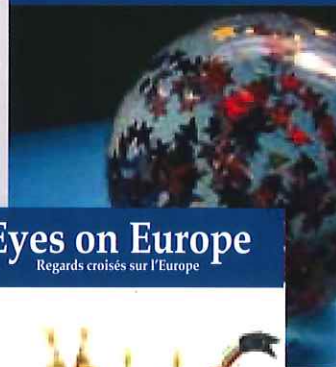
Your add here
administration@eyesoneurope.eu
Votre pub ici

Contact us : www.eyesoneurope.eu - administration@eyesoneurope.eu

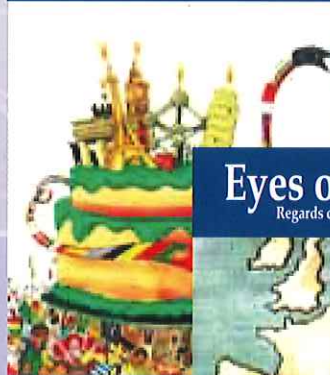
Eyes on Europe
Regards croisés sur l'Europe



Eyes on Europe
Regards croisés sur l'Europe



Eyes on Europe
Regards croisés sur l'Europe



Eyes on Europe
Regards croisés sur l'Europe



Bruxelles sans frontières

Isabelle DURANT, Vice-Présidente du Parlement Européen

Si la libre circulation des biens et des personnes a effacé les postes frontières entre les 27, les frontières elles-mêmes sont loin d'avoir disparu au sein de ce grand espace. Elles sont de toutes natures, et en cette matière, la capitale de l'Europe ne fait pas exception.

En plus des frontières entre les 19 communes, d'autres lignes de partage la traversent ou l'encerclent. Ces frontières sont institutionnelles ou linguistiques (ou les deux à la fois), sociales ou culturelles, urbanistiques. Et puis, il y a celles qui existent depuis toujours, comme par exemple le canal qui en les traversant sépare des quartiers et des communes. D'autres sont le fruit de choix politiques d'avant l'existence de la Région, prises par ceux qui ne vivaient pas à Bruxelles, et que l'on rassemble sous le joli vocable de « bruxellisation ». D'autres encore, comme le quartier de la gare du Midi, ont été réalisées après la mise en place de la Région mais ont néanmoins instauré de nouvelles frontières entre les quartiers. A cheval sur 3 communes, dépendant de multiples interlocuteurs, le quartier européen est de ceux-là. Du Berlaymont au Caprice des dieux, l'implantation des institutions européennes à Bruxelles a fait l'objet d'une gestion assez calamiteuse et mal coordonnée par l'ensemble des très (trop) nombreuses autorités concernées. On en paye le prix aujourd'hui : les habitants ayant à peu près tous été expropriés, ce quartier est devenu une sorte de réserve naturelle pour ceux qui travaillent, collaborent, fréquentent ou visitent ces institutions.

**« Beaucoup d'entre eux
[fonctionnaires européens]
sont devenus couleur locale »**



Sur la place du Luxembourg ou la place Jourdan, avec le retour du printemps, les terrasses redeviennent tous les jours de la semaine le point de rencontre de tous ces gens, mais de ceux-là seulement. Badge autour cou, laptop en bandoulière, portable à l'oreille et parfois valise à la main, vu de l'extérieur, ils se ressemblent. Ou plus exactement ils apparaissent comme tels aux bruxellois et à leurs décideurs qui quand ils parlent d'eux les rangent tous dans la catégorie d'eurocrates-qui-gagnent-plein-de-fric, et font augmenter le prix des logements sans jamais faire profiter Bruxelles de leur séjour à Bruxelles.

S'il n'est pas complètement faux de dire que le prix des logements est pour partie à attribuer aux hauts salaires d'expatriés que perçoivent les hauts fonctionnaires européens, tout cela est terriblement réducteur. Cette « faune » européenne et internationale est autrement plus variée. Il y a les 736 élus du Parlement qui ne sont là que 3 jours par semaine, 3 ou 4 semaines par mois et pendant 5 ans. Des personnes qui, comme nous les élus belges quand nous allons à Strasbourg, arrivent au Parlement tôt le matin, le quittent après 20 heures et ne voient pas trop bien où ils iraient ensuite si ce n'est regagner leur hôtel ou leur appartement. Si nous les guidions mieux dans la dé-

couverte de Bruxelles, comme je l'ai fait il y a quelques semaines en affrétant un autocar pour leur faire voir et leur commenter quelques grands enjeux urbanistiques, la grande majorité d'entre eux seraient preneurs et véhiculeraient, c'est sûr, une toute autre image de leur ville d'accueil. Il y a les milliers de fonctionnaires des institutions qui sont établis à Bruxelles avec leur famille, parfois depuis des dizaines d'années. Beaucoup d'entre eux sont devenus « couleur locale » et restent à Bruxelles une fois arrivés à l'âge de la retraite. Et puis il y a ces milliers de jeunes, stagiaires ou assistants, nomades dans l'Union Européenne, co-locataires à plus ou moins courte durée, usagers des transports en commun, de Cambio et de « villo's ». Ils aiment Bruxelles. Leur envie de sortir du carcan de la place Lux et de connaître de « leur » ville autre chose que ses lieux branchés pour sortir est proportionnelle à la durée de leur job, de leur stage.

A côté de cet apport humain, culturel, leur présence à tous est aussi un plus pour l'image de la ville, pour le tourisme urbain et ce qu'il génère (et si un jour il n'y avait plus les institutions européennes à Bruxelles, mesure-t-on bien ce que la Région perdrait ?)

Pourquoi les bruxellois, ceux-là mêmes qui sont les chantres de la diversité et du caractère multiculturel de leur ville et région ne prennent-ils pas le temps d'aller à leur rencontre, de leur en faire connaître les atouts, contrastes et avatars. Point de Manneken Pis, de Grand Place ou d'Atomium qu'ils trouveront bien tout seuls. Mais des découvertes et des invitations, des rencontres et des confrontations, sans façons. Bien mieux que les brochures, kit d'accueil, plan de ville, c'est cela qui fera l'intégration de ces européens au-delà du quartier qui porte leur nom, dans l'une de leur principale ville d'accueil. C'est la condition d'un regard croisé positif et ouvert des uns sur les autres. ■

Les frontières de l'Europe

Le débat sur les frontières de l'Union Européenne n'a pas été aussi vif qu'aujourd'hui avec la candidature de la Turquie. Les négociations avec la Turquie ont été suivies avec énormément de réactions venant des chefs d'Etats-membres de l'Union, ou même extérieur à l'Union, de la société civile ou encore d'universitaires. Des considérations autant géographiques que culturelles ont été avancées en opposition ou en faveur de la candidature turque. Certains commentaires ont parfois flirté avec la xénophobie prétextant qu'une culture musulmane n'avait rien d'européenne. Eyes on Europe donne ici l'occasion à différents auteurs de commenter ces réactions et de reposer le débat en terme plus objectif.

Les frontières de l'Europe sont aussi ses frontières internes. Dans l'histoire européenne, l'abolition des frontières, autant culturelles, que politiques ou économiques. L'abolition de ces frontières a pour conséquence indispensable la coopération politique entre Etats-membres ou régions européennes, comme le symbolise les INTERREG. L'évocation d'une entité territoriale européenne met aussi en exergue la coopération importante de l'Union avec ses plus proches voisins, dont la Suisse, enclavée dans l'Europe. ■

Who we are

“Eyes on Europe is a magazine is published twice a year by Eyes On Europe ASBL, a not-for-profit organization. It has a circulation of 2.500 copies. It is distributed in the European Parliament, as well as in lobbies, think tanks, NGOs, Universities and Public Institutions located in Brussels, Berlin and

Geneva. Eyes On Europe is aimed at the French speaking public as well as the English speaking public. Since November 2008, we have experimented the introduction of a few articles in German, the first step towards turning our magazine into the first ever trilingual European public affairs magazine. ■

ASBL new

Eyes on Europe web is our new project that we want to launch in may. We would like to propose to a group of motivated students from the K.U.Leuven to join our team and to provide short articles (2 pages maximum), to be discussed with the student of the Institute of Brussels, on topics that are relevant with the agenda of the EU. The articles will be published on our website. In fact, you can provide an interview, write the article yourself or ask a specialist of the EU (professors, ...) to write a contribution for our website. This experience is a good way to meet students from Brussels, to develop contacts in the institutions and with professors. This also the occasion to participate in a Non-profit organisation run by students from different countries but with the same goal: participating, in our way, to the European reflexion. ■

Call for papers

Eyes on Europe's next issue will have a focus on the new founding fathers of the European Union. The rationale of our next issue is to analyse the behavior of current EU leaders with the objective of providing a good image of the personalities will be remembered for their pro-European involvement or, in the contrary, for their lack of leadership. In this respect, Eyes on Europe redaction will strongly welcome any contribution going in this direction. ■

EYES ON EUROPE is published twice a year by the ASBL Eyes on Europe, which is an association formed in the Institut d'Études européennes de l'ULB (Institute for European Studies).

DIRECTOR GENERAL
François RANDOUR

VICE-PRESIDENT
Valentin GRAAS

CHIEF-EDITOR
Julien DEMOUSTIER

HONORARY CHIEF-EDITOR
Julien BÉCLAIRD

EDITORS
Elodie CHARRIERE
Quentin GUTIERRES
Silvia PALEARI
Yves PAQUET
Katja REUTTER
Danijela VULETIC

SECRETARY GENERAL
Milena MATHE

PUBLIC RELATIONS DIRECTOR
Corina VASILESCU
Mihai BARCANESCU

FINANCIAL DIRECTOR
Stephen JACKSON

COMMUNICATION
Etienne GOFFIN
Audric MITRAROS

DESIGN & LAY-OUT
Petra VUCINIC

ILLUSTRATORS
Johanna SN

EDITORIAL BOARD
Charline CAUCHE
Jean-François DELANGRE
Coraline GORON
Katharina HEKELE
Berit KOOP
Amaury MOUNGEL
John NIEUWENHUYIS
Jamil SOLTANI
Adrien VENIANT

EDITORIAL BOARD GENEVA
Dorina BOHANTOV
Matthieu CAMESCASSE
Louis LEPIOUFLE
Cenny NAGI

ACADEMIC BOARD
Giovanna BONO
Carlos CLOSA MONTERO
Ben CRUM
Jean-Michel DE WAELE
Klaus GOETZ
Christian LEQUESNE
Nicolas LEVRAT
Jean-Victor LOUIS
Paul MAGNETTE
Anand MENON
Kalypso NICOLAIDIS
Eric REMACLE
George ROSS
André SAPIR
Reimund SEIDELMANN
John-Erik SUSUM
Mario TELO
Takako UETA
Anne WEYEMBERGH

EXECUTIVE BOARD OF EYES ON EUROPE, A.S.B.L.

François RANDOUR (President)
Valentin GRAAS (Vice-President)
Milena MATHE (Secretary-General)
Stephen JACKSON (Treasurer)
Julien DEMOUSTIER (Chief-Editor)
Corina VASILESCU (Public Relations)
Mihai BARCANESCU (Public Relations)
Etienne GOFFIN (Communication)
Louis LEPIOUFLE (Geneva Delegation)

Eyes On Europe, c/o Institut d'Études européennes, Avenue Franklin Roosevelt 39, B-1050 Bruxelles.

E-MAIL: administration@eyesoneurope.eu
WEBSITE: www.eyesoneurope.eu

Le contenu des articles n'engage que leurs auteurs / Eyes On Europe authors contribute in their personal capacities.

Sommaire

Invited Language - Langue Invitée

- 6 AVRUPA'NIN SINIRLARI BIR « KIMLIK » SORUNSAI OLARAK MI ALGILANMALIDIR? *Esma BAYCAN*

Citoyenneté & Institutions - Citizenship & Institutions

- 10 KONTINUITÄT UND WANDEL DER GEMEINSAMEN AUSSEN- UND SICHERHEITSPOLITIK NACH DEM LISSABON-VERTRAG *Dr. Phil. Kolja RAUBE*
14 THE FACE OF EUROPE? *John NIEUWENHUIS*
16 LA CONSTRUCTION DES EUROPÉENS : À PROPOS DE BRONISLAW GEREMEK *Francisco Javier MENA*
19 COMITOLOGIE - LE POUVOIR EUROPÉEN CONFISQUÉ *Daniel GUEGEN*

Économie & Société - Economy & Society

- 20 VERS UNE NOUVELLE ARCHITECTURE FINANCIÈRE ? CRITIQUES ET COMMENTAIRES *Quentin GUTIERRES et Milena MATHÉ*
24 AN ECONOMIC GOVERNMENT FOR THE EURO-ZONE OR A STRICTER STABILITY PACT? *Jacques LE CACHEUX*
26 PUTTING THE EUROPEAN TRAIN BACK ON TRACK *Udo BULLMANN*
28 EASTERN EUROPE IN THE STARTING-BLOCKS *Dr. Cinzia ALCIDI, Julien DEMOUSTIER*

Relations Internationales - International Relations

- 50 EU'S TOP JOBS AND THE BRITISH MALAISE: A DIFFERENT READING *Dr. Theodoros G. KOUTROUBAS*
52 EUROPALIA.CHINA: A POLITICAL DIMENSION BEHIND A CULTURAL EVENT? *Coraline GORON*
54 CHINA AND THE UNITED STATES: RISE AND FALL OF GREAT POWERS *Pr. Douglas YATES*
56 ENGAGEMENT OF EU IN AFGHANISTAN *Bogdan DELEANU*

Forum - Tribune

- 58 LA RELIGION ET LES FRONTIÈRES INTERNES ET EXTERNES DE L'EUROPE *François FORET*
60 ANGELA MERKELS WIRTSCHAFTSNATIONALISMUS *Julien DEMOUSTIER, Katja REUTER*

Recommended Books - Lectures conseillées

- 62 UNE GAUCHE CONTRE L'EUROPE? *Sophie HEINE*
63 NACHKRISENZEIT *Daniel GROS, Sonja SAGMEISTER*
63 LE CONTRÔLE JURIDICTIONNEL DANS L'ESPACE PÉNAL EUROPÉEN *Stefan BRAUM, Anne WEYEMBERG*

Dossier

The Frontiers of Europe - Les Frontières de l'Europe

30	LES FRONTIÈRES NE SE TROUVENT PAS AUX CONFINS DE L'EUROPE, ELLES EN SONT LE COEUR <i>Martin DELEIXHE</i>
32	FRONTEX: ENTRE MILITARISATION ET SPECTACULARISATION DES CONTRÔLES AUX FRONTIÈRES <i>Denis DUEZ</i>
34	EUREGIO MAAS-RHEIN <i>Hans NIESSEN</i>
36	MIGRATIONS ET FRONTIÈRES: CONTRADICTIONS ET DÉFIS EUROPÉENS <i>Maximos ALIGISAKIS</i>
38	SOUS LES CIMES SUISSES, LA PLAINE <i>Cenni NAJY</i>
42	L'UKRAINE QUITTE-T-ELLE L'EUROPE? <i>Amaury MOUGEL</i>
44	LUXEMBOURG ET GRANDE RÉGION 2007 <i>Dorina BOHANTOV</i>
46	POLITIQUE EUROPÉENNE DE LA SUISSE <i>Louis LEPIOUFLE et Mathieu CAMESCASSE</i>
48	L'UNION EUROPÉENNE: QUELLES FRONTIÈRES? QUELLES LIMITES? <i>Alexandrina IREMCIUC</i>



Lid van de Unie van
de Uitgevers van de
Periodieke Pers



Lid van de Unie van
de Uitgevers van de
Periodieke Pers



Joh. Enschedé
Van Muyswinkel

- Offset Printing
- Digital printing
- Premedia department
- Multimedia solutions

50-54 Rue du Bon Pasteur - 1140 Bruxelles (Evere)

T +32 (0)2 240 44 11 - F +32 (0)2 240 44 00

info@enschede.be - www.enschede.be

Avrupa'nın sınırları bir « kimlik » sorunsali olarak mi algılanmalıdır ?

Esma BAYCAN, Master 2 uluslararası İlişkiler

« Hristiyanlığın da temel değerleri olan Avrupa'nın evrensel değerleri Türkiye gibi büyük bir İslam ülkesinin birliğe girmesiyle etkisini kaybedecektir. Türkiye Avrupa'nın bir parçası değildir ve hiçbir zaman da olmayacaktır. »

Herman van Rompuy

Herman van Rompuy bu açıklamayı 2004'te Belçika Parlamentosu'nda toplanan Avrupa Konseyi önünde yaptı. Bundan altı yıl sonra Avrupa'nın yüzü, yani ilk Avrupa Başkanı olduğunda kendi kişisel görüşlerinin yeni görevini gerçekleştirmesi açısından bir önem taşımadığını belirtti. Bu başkanlık seçimi, türk mediasında Avrupa'nın Türkiye'ye olan yaklaşımını somutlaştıran bir sembol olarak algılandı. Bununla birlikte Türkiye'de kamuoyu, genellikle MHP gibi milliyetçi partiler ya da dinci ideolojideki partiler tarafından yapılan ; Avrupa ile aramızdaki dini, kültürel ve kimlikle ilgili farklılıkların vurgulanmasına ilişkin açıklamalara alışık. Ankara Üniversitesi tarafından 1032 kişinin katılımıyla gerçekleştirilen ankete (ATAUM, 2010) göre Avrupa- Türkiye ilişkileri kapsamında algılanan en büyük problem "kimliksel ve dini farklılıklar" olarak

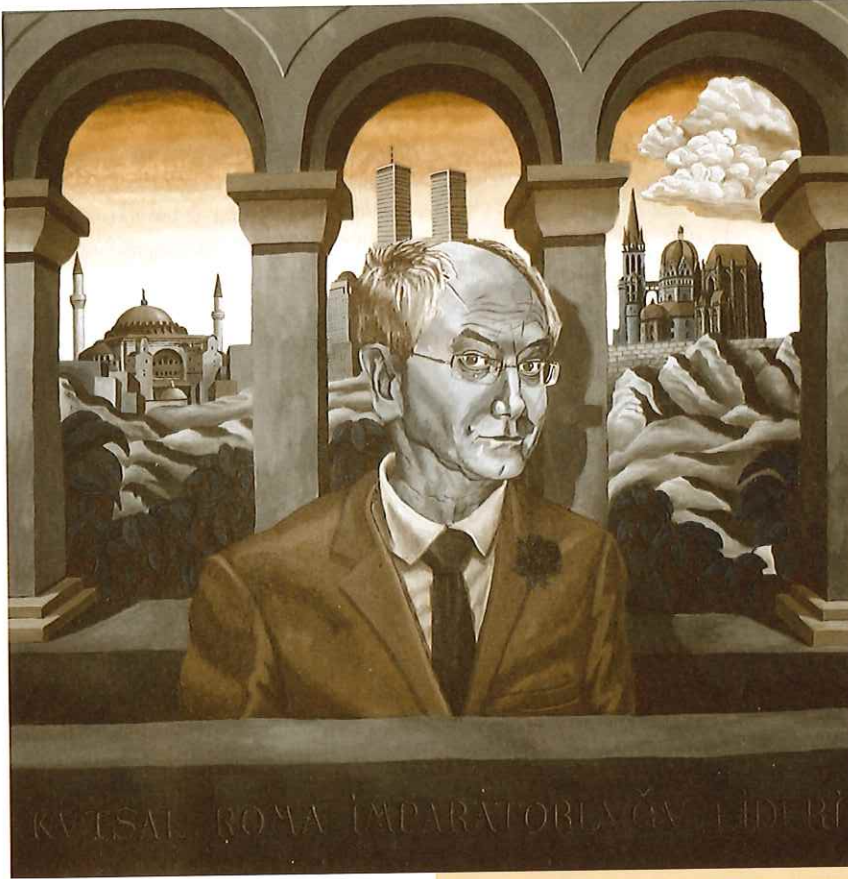
% 32'yle ilk sırada yer alıyor. Diplomatik ilişkiler açısından büyük bir engel teşkil eden Kıbrıs sorunu bile % 15.8'lik oranla ikinci sırada yer alıyor. Bu sonuçlara dayanarak söyleyebiliriz ki, her iki taraf açısından da kimliksel farklılık teması tamamen politik bir proje olan Avrupa Birliği'ne üyelik sürecinin merkezinde değerlendiriliyor.

Genişleme sorunsalı aslında somut olarak Avrupa'nın sınırları temasıyla ilgili olup, sınırlar ise "Avrupalı kimliği" temasına referans yapar görünmektedir. Bu açıdan yaklaşıldığında Avrupa'nın bazen "Avrupa medeniyeti" bazen ise "Avrupa Birliği" olarak tanımlanması kafa karışıklığı yaratıyor. Konuya coğrafi olarak yaklaştığımızda, Avrupa ve Asya arasında tam olarak bir coğrafi sınır olmamasının bir sonucu olarak, Avrupa'yı Asya'ya bağlı bir yarım ada olarak düşünebiliriz. Konuya kültürel olarak yaklaştığımızda, bazılarına göre "kimlik ve sınır kavramları birbirlerini düşündüren kavramlar olarak karşımıza çıkmaktadır" (Todorov, 2004). Bir Avrupa Birliği eksperisi olan ve Avrupa için bir Anayasa öngören Antlaşma'nın giriş bölümüne Hristiyanlık Dini'ne referans yapılması gerekliliğini savunan Joseph Weiler'in bakış açısı da bu düşüncenin bir uzantısı olarak değerlendirilebilir (Weiler, 2007). Türkler tarihsel olarak Avrupalılar

tarafından "öteki", "müslüman", "barbar" ya da tüm bunları kapsayan "türk" kelimesiyle adlandırıldılar. Bazı düşünürler Avrupa'yı kültürel, dini ve felsefi tarihinin bir toplamı olarak algılamaktadırlar. Bu yaklaşım Avrupa'yı bugünkü durumunda "Tarihsel Avrupa" konsepti çerçevesinde algılamaktan geçmektedir (Ferry, 2005). Peki, yarının Avrupa'sını oluşturmanın tek yolu bunu dünün Avrupa'sına referans yaparak mı gerçekleştirmektir?

Avrupa Birliği bir politik tasarım olarak "coğrafi veya ekonomik bir yaklaşımdan ziyade politik bir kararın meyvesidir" (Savidan, 2004). Bu politik tasarım içerisinde Türkiye 1999 Helsinki zirvesinden bugüne "aday ülke" statüsünde bulunmaktadır ki bu durum, bu dönemde kurulmuş olan yeni bir parti olan AKP'nin en büyük başarısı olarak değerlendirilmiştir. Türk kamuoyu bu senelerde Türkiye'nin AB'ye olan entegrasyonunu güçlü bir şekilde desteklemiştir ki bu durum bugün artık böyle görünmemektedir. Kopenhag kriterleri çizgisinde gerçekleştirilen Laeken Deklarasyonu'ndan bugüne AB, Anayasa mantığında entegrasyonunu geliştirme sürecine girmiştir. Ülke temsilcileri bu süreçte öncelikle Kopenhag kriterleri kapsamında yer alan demokrasi, hukuk devleti ve İnsan Hakları gibi kriterleri yeni üyelerini kabul

« böyle bir birlik fikri insanları yakınlaştırma ve onları kültürel, kimliksel veya tarihsel farklılıklarını unutacakları bir yapıya ulaştırma hedefi taşıyor mu ne anlamı var ki? »



etmek için esas şartlar olarak ilan etmişlerdir. Avrupa Anayasası kapsamında gerçekleştirilen müzakerelere başbakan Erdoğan da katılmıştır. Bu anayasal yaklaşım temelini, evrensel değerlerin post-nasyonal (ulus-ötesi) bir oluşum gerçekleştirmek konusunda esas alınacağını savunan Jürgen Habermas'ın "Anayasal yurttaşlık" kavramında bulmaktadır (Habermas, 1998). Aday ülke statüsünün tanınması sürecinden sonra, Türk kamuoyu AB'nin artık bir "Hristiyan kulübü" olmadığını, bunun yerine Türklerin kendilerini bir parçası hissedebilecekleri çok kültürlü bir yapı olduğunu kanıtladığına inandı. Diğer yandan, böyle bir birlik fikri insanları yakınlaştırma ve onları kültürel, kimliksel veya tarihsel farklılıklarını unutacakları bir yapıya ulaştırma hedefi taşıyorsa ne anlamı var ki? 2004 yılından

bu yana; üyelik süreci o denli yavaşladı ki bugün artık ankete katılanların %32.8'lik kısmı üyeliğin asla gerçekleşmeyeceğine inanıyor (ATAUM, 2010).

Sonuç olarak, Avrupa'nın sınırlarını açıklamakta olan birbiriyle çatışan iki yaklaşımın varlığından söz edebiliriz: "AB'yi geçmişin bir mirası olarak kabul eden yaklaşım ve AB'yi siyasi bir proje yani henüz yazılacak siyasi bir macera olarak kabul eden yaklaşım" (Kastoryano, 2005). Bu durumu "Tarihsel Avrupa" ile "Siyasi Avrupa" arasındaki ilişkiyle açıklamak mümkün olmaktadır. "Kimlik" kavramını millet ve vatandaşları kutsayan ve onları homojenleştirme görevinin bir parçası olarak gören milli sınırlar kavramının karşıtı olarak, AB'nin sınırları post-nasyonal olarak

nitelendirilmelidir. Farklı tipte sınırlar olan bu sınırların milli sınırlarla aynı görevleri taşımadığı ise doğal karşılanmalıdır. ■

Kaynakça:

- ATAUM, "Türk kamuoyu ve dış politikası anketi", Ankara Üniversitesi Avrupa Toplulukları Araştırma ve Uygulama Merkezi, Ocak 2010
- FERRY, Jean Marc, "Kant'ın Yolundaki Avrupa", Paris, Cerf, 2005
- HABERMAS, Jürgen, «Cumhuriyetçi Entegrasyon. Politik Teorisi Denemeleri», Fr. Çevirmen R. Rochlitz, Paris, Fayard, 1998
- KASTORYANO, Riva (dir.), Önsöz, "Hangi Avrupalı Kimliği? Çok kültürlülük tartışması", Paris, Presses de Sciences Po, 2e bski, 2005, ss.11-19
- TZVETAN, Todorov, "Avrupa'nın sınırları nasıl düşünülmelidir?, (dir.) SAVIDAN Patrick "Cumhuriyet veya Avrupa?", Paris, Le Livre de Poche, Coll. "biblio-essais", 2004, s.159, ss. 157-219
- SAVIDAN, Patrick, "Cumhuriyet veya Avrupa?", Paris, Le Livre de Poche, Coll. "biblio-essais", 2004, p.159, pp. 157-219
- WEILER, Joseph H.H., « Hristiyan Avrupa? », Paris, CERF, 2007

Traduction française:

Frontières Européennes : une question d'identité ?

Esma BAYCAN, Etudiante en Master Relations Internationales finalité Sécurité, Paix et Conflit

« Les valeurs universelles de l'Europe, qui sont aussi des valeurs fondamentales du christianisme, perdraient de leur vigueur avec l'entrée d'un grand pays islamique tel que la Turquie. La Turquie ne fait pas partie de l'Europe et n'en ferait jamais partie »

Herman van Rompuy

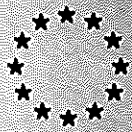
Herman Van Rompuy avait prononcé ce discours en 2004 devant le Conseil de l'Europe réuni au Parlement Belge. Six ans plus tard, il est devenu le visage de l'Europe. Suite à la prise de ses nouvelles fonctions, il a exprimé que ses idées personnelles n'étaient plus importantes pour sa nouvelle position. Ceci est perçu en tant qu'un événement symbolique exprimant l'opinion de l'Europe vis-à-vis de la Turquie. Pourtant, l'opinion publique turque est habituée à ces discours dignes de partis nationalistes (par exemple, le Parti du Mouvement Nationaliste, MHP) ou religieux, qui soulignent les différences identitaires, culturelles et religieuses de la Turquie avec les pays européens. Selon l'enquête (ATAUM, 2010) réalisée par l'Université d'Ankara sur 1032 personnes, le problème le plus important concernant les relations turco-européennes est « la différence religieuse et identitaire », citée par 32 % des personnes interrogées. Même la question chypriote obtenait que 15.8 % se plaçant ainsi en deuxième position. Ceci illustre bien que des deux cotés ; il y a une approche qui place la question identitaire au cœur d'un projet politique celui de l'Union Européenne.

La question de l'élargissement, intimement liée aux frontières de l'Europe fait, semble-t-il, référence à la question de l'identité européenne. La multiplicité des définitions de l'Europe en terme de « civilisation européenne » ou encore d'« Union Européenne » ne facilite pas sa compréhension. Géographiquement parlant, la non existence d'une délimitation précise entre l'Asie et l'Europe peut même amener à dire que l'Europe est une presqu'île de l'Asie. Quant à sa dimension culturelle, certains affirment que « l'identité et la frontière sont des termes qui s'impliquent mutuellement » (Todorov, 2004). Il s'ensuit naturellement la nécessité de souligner la récente inclusion du christianisme dans le préambule du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, défendu par un spécialiste de l'Union Européenne Joseph Weiler (Weiler, 2007). Historiquement, la population turque a souvent été désignée par rapport aux européens comme « musulmane », « barbare » ou en tant que « l'autre ». Une partie des intellectuels européens considère alors l'Europe en tant que accumulation d'histoires culturelles, religieuses et philosophiques, cette approche est appelé « l'Europe Historique » (Ferry, 2005). Mais en effet, l'Europe de demain doit-elle être nécessairement créée en référence à l'Europe d'hier ?

L'Union Européenne est un projet politique, « un fruit d'une décision politique bien d'avantage que d'une réflexion géographique ou économique ». (Savidan, 2004) Dans ce projet, la Turquie a sa place en tant que « pays candidat » depuis le sommet d'Helsinki en 1999, véritable succès pour le nouveau parti politique AKP (Parti de la Justice et du Développement). L'opinion publique s'était montrée très favorable à l'intégration européenne de la Turquie, ce qui ne plus le cas actuellement. En effet, depuis la Déclaration de Laeken, dans la ligne des critères de Copenhague, la construction européenne était

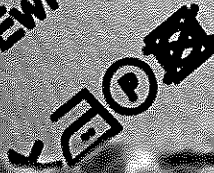
rentrée dans une logique constitutionnaliste. En effet, les dirigeants européens ont mis en exergue l'importance des critères de Copenhague (démocratie, Etat de droit et respect des droits de l'homme) concernant l'intégration d'un pays au sein de l'Union Européenne. Lors des discussions relatives au projet du Traité Constitutionnel, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan y participait activement. Cette approche constitutionnaliste trouve sa base théorique dans le concept de « constitutionnalisme patriotique » de Jürgen Habermas selon laquelle les valeurs universelles peuvent être le point commun pour une constellation post-nationale (Habermas, 1998). Suite à son statut de Pays Candidat, on pouvait entendre en Turquie que l'Union Européenne avait montré qu'elle ne se réduisait pas « un club chrétien » mais une véritable Union multiculturelle où les turcs y étaient les bienvenus. Déjà, à quoi sert l'idée d'union si elle ne servait pas à rapprocher les peuples et les mener à oublier leurs différences respectives, qu'elles soient culturelles, identitaires ou historiques. A partir de 2004, il y a eu un ralentissement du processus au point qu'aujourd'hui 32,8 % des turcs pensent que l'intégration de leur pays n'aboutira jamais.

Finalement, on peut extraire deux logiques principales en confrontation pour expliquer (aussi) les frontières européennes : « la logique de l'Europe en tant qu'héritage et la logique de l'Union en tant que projet donc une aventure politique à écrire » (Kastoryano, 2005) qui est expliqué par le lien entre « l'Europe Historique » et « l'Europe Politique ». Contrairement aux frontières nationales, qui soulignent l'identité en tant qu'un élément de homogénéisation qui sacralise le peuple et la Nation, les frontières de l'Union Européenne peuvent être caractérisées comme post-nationales. ■



100%

UE / EU
Unión Europea
Evropské unie
Europäischen Union
Euroopa Liidu
European Union
Union européenne
Unione europea
Europos Sąjunga
Európai Unió
Unjoni Ewropea



**Reprenez le fil du débat sur notre site
All debates... to be continued... at :**

www.eyesoneurope.eu

Citizenship & Institutions

Citoyenneté & Institutions

Kontinuität und Wandel der gemeinsamen außen- und sicherheitspolitik nach dem Lissabon-Vertrag

Dr. Phil. Kolja RAUBE, Postdoctoral Assistant, KU Leuven

2006; Majone 2006). Sie verdrängen den intergouvernementalen Charakter, der mit einer machtvollen Rolle der Mitgliedstaaten in der GASP einhergeht, nicht vollends, müssen jedoch bei der zukünftigen Analyse der Außenpolitik der Europäischen Union als einflussreicher Faktor in Betracht gezogen werden.

Intergouvernementalismus und transgouvernementalismus

Am 1. Dezember 2009 ist der Lissabon-Vertrag in Kraft getreten. Mit dem Lissabon-Vertrag werden auf der einen Seite zahlreiche institutionelle Änderungen im Bereich der Gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik (GASP) vorgenommen, die im Laufe der vertragsändernden Beratungen seit 2002 von transnationalen und intergouvernementalen Foren, wie dem Europäischen Konvent zur Zukunft Europas oder der Regierungskonferenz, vorgeschlagen und schließlich in das neue Vertragsgefüge eingefügt worden sind (Raube 2007). Auf der anderen Seite steht der Vertrag in der Kontinuität früherer Verträge. Jeglicher Wandel in Richtung einer supranationalen GASP bleibt aus. Im Folgenden soll herausgearbeitet werden, dass die institutionellen Neuerungen des Lissabon-Vertrages jedoch nicht unterschätzt werden sollten: Die hergebrachte Sichtweise, die GASP sei eine "intergouvernementale Insel" im Vertragsgefüge der Europäischen Union, muss hiernach überdacht werden. Der Lissabon-Vertrag verstärkt sogenannte transgouvernementale Beziehungen zwischen den im Entscheidungsverfahren der GASP verankerten administrativen und exekutiven Einheiten der Mitgliedstaaten, dem Rat und der Europäischen Kommission (Wallace

Die GASP lässt sich als intergouvernemental und transgouvernemental beschreiben (Hyde-Price 2005; Wallace 2005). Die erste -intergouvernementale- Sichtweise erkennt die GASP als von den mitgliedstaatlichen Ressourcen, Interessen und Entscheidungen dominiert an. Die "Leitlinien" und "Strategien" des Europäischen Rates, in dem sich die Regierungschefs der Mitgliedstaaten vierteljährlich treffen, bestimmen die Ausrichtung der GASP. Der Rat für auswärtige Angelegenheiten entscheidet über die Umsetzung dieser Leitlinien im konkreten Anwendungsfall durch sogenannte "Gemeinsame Aktionen" und "Gemeinsame Standpunkte". Einstimmige Entscheidungen im Europäischen Rat und im Rat, die damit einhergehende große Rolle einzelner Mitgliedstaaten, sind die Regel, Mehrheitsentscheidungen die Ausnahme. Die Rolle der Kommission ist, entlang der intergouvernementalen Sichtweise, in der GASP ebenso ein marginaler Akteur wie das Europäische Parlament und der Europäische Gerichtshof. Der Kommission obliegt nicht das Initiativmonopol im Entscheidungsverfahren der Politiken wie in den vergemeinschafteten Bereichen der Europäischen



Union. Das Europäische Parlament ist in seiner Funktion als Haushaltshüter auf die Kontrolle administrativer Ausgaben in der GASP begrenzt. Die intergouvernementale Sichtweise unterstreicht damit die Sonderstellung der GASP als eigenständige Säule im Vertragsgefüge der EU, die sich fundamental von den vergemeinschafteten Bereichen unterscheidet, indem sie den Einfluss der supranationalen Institutionen begrenzt und die Macht der (insbesondere großen) Mitgliedstaaten als konstante Größe anerkennt.

Die GASP als durchweg intergouvernemental zu begreifen, wird durch die transgouvernementale Sichtweise modifiziert. Während die parlamentarische und judikative Kontrolle der GASP durch das Europäische Parlament und den Europäischen Gerichtshof limitiert ist, stehen entlang der transgouvernementalen Sichtweise die Beziehungen zwischen

den Exekutiven der Mitgliedsstaaten und den Behörden in Brüssel im Vordergrund (Wallace 2005). Die verschiedenen Exekutiven nationaler und europäischer Ebenen sowie ihre Verflechtungen untereinander gelten als bedeutender Faktor, um Initiativen und Entscheidungen in der GASP zu verstehen. Die Beziehungen sind notwendig, weil die Außenpolitik der EU nicht nur die Politiken der GASP umfasst, und die GASP daher nicht losgelöst von anderen (Außen-) Politikbereichen verstanden werden kann. Die Kommission hat in anderen Politikbereichen wesentlich größere Kompetenzen und die EU wird in ihrer Außendarstellung nicht nach Leistungen in den einzelnen Kompetenzbereichen – Sicherheitspolitik, Entwicklung, Handel, etc. – betrachtet, sondern, wie sie auf der außenpolitischen Bühne auftritt. Diese externe Wahrnehmung der Europäischen Union als Ganzes erfordert eine kohärente Politik, die wiederum bedingt enge Absprachen und Koordinierungen der exekutiven und administrativen Einheiten über Kompetenzgrenzen hinweg. Das dabei entstehende Koordinierungsgeflecht ist nicht allein eines, in dem die Mitgliedstaaten eine zentrale Rolle spielen. In der Sichtweise von Anne-Marie Slaughter sind Mitgliedstaaten interessiert an der engeren Koordinierung, weil es ihr einzig verbliebener Weg ist, ihre Stimme in den internationalen Foren effektiv zur Geltung zu bringen (1999).

Der Lissabon-vertrag ändert nichts

Ein erster Blick auf den Lissabon-Vertrag suggeriert, dass sich nichts an der Feststellung ändere, die GASP sei eine "intergouvernementale Insel". Die Möglichkeit, im Europäischen Rat und im Rat mit qualifizierter Mehrheit zu entscheiden, bleibt eingegrenzt und ist hohen prozeduralen Kosten ausgesetzt (Artikel 22 I Abs. 3 Vertrag über die Europäische Union (EUV); Artikel 31 I EUV; Artikel 31 II EUV). Die Mitgliedstaaten müssen weiterhin über die ihnen verbleibende Machtstellung bei Eins-

timmigkeitsentscheiden hinaus erst einmal die Kooperation in der GASP selber wollen. Sie sind zwar nach Einschätzung europarechtlicher Expertise dazu verpflichtet, der gegenseitigen Kooperation ihrer Außenpolitiken nachzukommen (siehe Artikel 24 III EUV). Eine rechtliche verbindliche Regelung, der Kooperationsverpflichtung zu entsprechen, gibt es aber nicht. Der Europäische Gerichtshof bleibt, bis auf die Ausnahme, über die Nichteinmischung der GASP in Gemeinschaftspolitiken zu wachen (Artikel 40 I EUV i.V.m. Artikel 24 EUV), von der Überprüfung der GASP ausgeschlossen. Das Europäische Parlament gewinnt vorerst nur marginal an Kontrollrechten hinzu (Raube 2008; siehe auch Artikel 36 EUV). Die rechtlichen und parlamentarischen Kontrollmechanismen europäischer Außenpolitik finden eben nicht in Brüssel, Straßburg oder Luxemburg statt. – Und die Kommission? Nach intergouvernementaler Rechnung können auch die wenigen Änderungen, in denen der Kommission weiterhin nur ein Initiativrecht *inter pares* zugestanden wird (Artikel 30 EUV), nicht über die dominante Stellung der mitgliedstaatlichen Interessen in der GASP hinwegtäuschen. Sie kommt selbst dort zum Ausdruck, wo die Mitgliedstaaten Macht eingebüßt haben. Zwar verlieren sie die Rolle des externen Vorsitzes im Europäischen Rat durch die Einführung des Amtes des Europäischen Präsidenten, der auch die Außenpolitik nach außen vertritt und für die Formulierung der außenpolitischen Agenda zuständig ist (Artikel 15 VI EUV). Aber sein Mandat ist ein intergouvernementales: Nominiert und bestätigt aus dem Kreis der Mitgliedstaaten (Artikel 15 V EUV), wird Herman van Rompuy auf die Interesse der Mitgliedstaaten achten müssen, will er nicht isoliert werden.

Die intergouvernementale Rechnung geht sogar noch weiter: Die deutliche Verstärkung sicherheitspolitischer Instrumente im Bereich des zivilen und militärischen

Krisenmanagement verstärkt die intergouvernementale Ausrichtung der GASP. Der im Lissaboner Vertrag von Europäischer Sicherheits- und Verteidigungspolitik (ESDP) in Gemeinsame Sicherheits- und Verteidigungspolitik (GSVP) umbenannte Teil der GASP ist vollends intergouvernemental (Artikel 42 ff. EUV). Hier werden nicht nur die Entscheidungen einstimmig getroffen (Artikel 42 IV EUV), hier spielen auch insbesondere die Ressourcen der Mitgliedstaaten eine gesonderte Rolle. Keine internationale Mission mit zivilem oder militärischem Personal (Verwaltungsbeamte, Richter, Polizisten, Soldaten, etc.) findet ohne die Mitgliedstaaten statt, denen diese Personen unterstellt sind und die formell für die Missionen abgestellt werden müssen (Artikel 42 I EUV). Die EU hat keine eigene Armee, sie hat aber eben auch keine eigenen Polizisten und Zivil- und Strafrichter. Die Regierungen der Mitgliedstaaten sind es, die über das Personal unter europäischer Fahne zu entscheiden haben. Der Lissabon-Vertrag ändert daran nichts. Er verstärkt sogar noch den intergouvernementalen Charakter von GASP und GSVP, denn die EU kann hier nun auch bei Maßnahmen in Folge von Terrorakten und Umweltkatastrophen tätig werden (Artikel 222 Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV)). Hinzu kommt, dass die EU ihre verteidigungspolitische Dimension im Sinne der Verteidigung ihrer eigenen Grenzen nur aufgrund einer intergouvernementalen Entscheidung wahrnehmen kann: Mit dem Vertrag dient eine Verteidigungsklausel der Ermahnung der Mitgliedstaaten, zusammen das Territorium eines anderen Mitgliedstaates zu verteidigen, solange dies nicht einzelstaatlichen verteidigungspolitischen Bestimmungen widerspricht (Artikel 42 VII EUV). Es obliegt aber allen an dieser Verteidigungsunion teilnehmenden Staaten, eine solche Position einstimmig einzunehmen. Insofern unterscheidet sich die EU keinesfalls von anderen Verteidigungsbündnissen wie der NATO. Bes-

timmungen hinsichtlich eines gemeinsamen Rüstungsmarktes der EU bleiben ebenfalls dem Einfluss supranationaler Institutionen entzogen: Zwar wird durch Lissabon formal die Einrichtung der Europäischen Verteidigungsagentur per Mehrheitsentscheidung bestätigt, aber sie bleibt einzig dem Rat unterstellt (Artikel 45 EUV).

Der Lissabon-vertrag ändert einiges

Der Sichtweise, der Lissabon-Vertrag ändere im Grunde nichts an der intergouvernementalen Konstitution der GASP, kann entgegengesetzt werden, dass durch den Vertrag und insbesondere die Einsetzung des Hohen Repräsentanten der GASP und die Errichtung des Europäischen Auswärtigen Dienstes (EAD) die transgouvernementale Struktur der GASP verstärkt werde. In der Tat sehen die Änderungen, die mit dem Inkrafttreten des Lissabon-Vertrages und seiner

Implementierung wirksam werden, eine Fusionierung exekutiver und administrativer Strukturen der Kommission und des Rates

vor. Durch die Fusionierung (Wessels 2005) werden vormals mehr oder weniger miteinander kooperierende Einheiten der Kommission und des Rates miteinander verzahnt. Während die Änderungen insbesondere die Exekutive und Verwaltung der GASP betreffen, ergibt sich aus dem Lissabon-Vertrag zunächst keine unmittelbare Ausweitung der Aufgaben für das EP oder den EuGH (siehe oben). Die Fusion von Kommissions- und Ratsstrukturen ist eine Stärkung der Exekutive in Brüssel und im Ausland. Diese Stärkung einer europäischen Exekutive der GASP in Brüssel entsteht durch Verfestigung transgouvernementale Beziehungen.

Die Verfestigung transgouvernementaler Beziehungen erfolgt durch zweierlei Neuerungen des Lissabon-Vertrages: den Hohen Repräsentanten (Artikel 27 EUV) und den Europäischen Auswärtigen Dienst (EAD) (Artikel 27 EUV). Die Hohe Repräsentantin, Lady Ashdon, hat bereits ihr Amt in Brüssel bekleidet. Gemäß den neuen Bestimmungen des Lissabon-Vertrages ist sie sowohl die Vize-Präsidentin der EU-Kommission als auch Vorsitzende des Rates für außenpolitische

Angelegenheiten. Sie übernimmt die Aufgaben des früheren Hohen Repräsentanten der GASP, Javier Solana, und der ehemaligen Außenkommissarin, Benita Ferrero-Waldner. Ihr Portfolio umfasst nicht den Bereich der Handelspolitik. Ob sie in Zukunft auch für den Bereich der Entwicklungspolitik und den der Erweiterungspolitik zuständig ist, ergeben die derzeitigen Beratungen über die Aufgaben des EAD. Die entsprechenden Portfolios bleiben, offensichtlich in der Hand anderer Kommissare und ihrer Direktionen innerhalb der Kommission, aber nachzeitigem Stand der Beratung über die Implementierung des EAD würde der EAD und die Hohe Repräsentantin demnach auch ein zusätzliches Mitspracherecht in diesen Bereichen erhalten (siehe den "Proposal for a Council Decision establishing the organisation and functioning of the European External Action Service, 25 March 2010").

«Die hergebrachte Sichtweise, die GASP sei eine "intergouvernementale Insel" im Vertragsgefüge der Europäischen Union, muss hiernach überdacht werden».

Die erzielte Fusion der Aufgaben des Hohen Repräsentanten führt jedoch nicht zu einer einheitlichen Entscheidungspraxis in der europäischen Außenpolitik. Wie oben bereits angedeutet, regelt sich das Entscheidungsverfahren je nach Entscheidungsgegenstand. Die Einstimmigkeit verbleibt in der Regel das (intergouvernementale) Entscheidungsverfahren der GASP. Jedoch gewinnt der Hohe Repräsentant die Möglichkeit, entweder allein oder zusammen mit dem Kommissionskolleg Vorschläge für Entscheidungen in der GASP zu unterbreiten (Artikel 30 EUV). Da die Hohe Repräsentantin zugleich Teil der Kommission ist und ein Interesse daran haben dürfte, kohärente Vorschläge zusammen mit ihren Kollegen zu erarbeiten, wird sie von der letzteren Option Gebrauch machen. Sollte sie es jedoch hauptsächlich mit Fragen der GASP und dem Zuständigkeitsbereich der ehemaligen Direktion RELEX zu tun haben, bleibt abzuwarten, wie groß ihr Interesse tatsächlich ist, intra-institutionelle Kohärenzen zu erzielen und transgouvernementale Beziehungen zu pflegen. Es kann jedoch bereits jetzt angenommen werden, dass Lady Ashton insbesondere

die intra-institutionellen Konflikte zwischen ihren Zuständigkeitsbereichen und denen der anderen mit außenpolitischen Themen befassten Kommissare lösen muss, um eine kohärente Außenpolitik der EU zu präsentieren. Die Differenzen der unterschiedlichen außenpolitischen Zuständigkeitsbereiche werden daher einen deutlichen Einfluss auf die GASP entwickeln können. Dies bedeutet, dass transgouvernementale Beziehungen zwischen der Kommission und der Hohen Repräsentantin nicht zu unterschätzen sein dürften.

Diese Vermutung verdichtet sich, sobald man sich die neue Struktur des EAD vor Augen führt. Die endgültige Struktur des EAD wird vom Rat, dem Hohen Repräsentanten, der Kommission entschieden, wobei das Europäische Parlament konsultiert werden soll (Artikel 27 EUV). Aufgrund des von der Ho-

hen Repräsentantin vorgelegten Berichts über die zukünftige Struktur des EAD steht bereits fest, dass der EAD sich aus einer internen Struktur

in Brüssel und einer externen Struktur, die die ehemaligen Delegationen der Kommission in der Welt umfasst, zusammensetzen wird. Bei der internen Struktur handelt es sich nachzeitigem Stand des Berichts auch hier auf der administrativen Ebene um eine Verschmelzung der Funktionen der ehemaligen Direktion RELEX und Einheiten des Generalsekretariats. Die neue Administration wird den Zuständigkeiten Lady Ashtons entsprechend aufgebaut werden. Dies umfasst, dass die Generaldirektion RELEX und wesentliche Einheiten des Generalsekretariats in den EAD integriert werden. Es entsteht, nach dem derzeitigen Vorschlag Lady Ashtons, die thematische Abteilung (Direktion) "Crisis-management", die der Hohen Repräsentantin direkt untergeordnet wird. Die weiteren Abteilungen, die sich zum einen aus geographischen und multilateralen Referaten, aber auch Rechtsreferaten und Referaten für inter-institutionelle Aufgaben zusammensetzen, werden dem Generalsekretär des EAD und seinen zwei Vertretern unterstellt. Der EAD wird insgesamt aus der Kommissionsadministration ausgegliedert und kann als eine Institution "sui generis"

oder als "functionally autonomous body" verstanden werden ("Bericht des Vorsitzes an den Europäischen Rat zum Europäischen Auswärtigen Dienst, 14930/09, 23. Oktober 2009 "und" Proposal for a Council Decision establishing the organisation and functioning of the European External Action Service, 25 March 2010"). Der EAD arbeitet aber auf das engste mit dem Generalsekretariat des Rates, den Abteilungen der Kommission und den Auswärtigen Diensten der Mitgliedstaaten zusammen ("Bericht des Vorsitzes an den Europäischen Rat zum Europäischen Auswärtigen Dienst, 14930/09, 23. Oktober 2009 "und," Proposal for a Council Decision establishing the organisation and functioning of the European External Action Service, 25 March 2010.,).

Es steht fest, dass auf der Grundlage des Artikels 27 EUV der EAD aus Kommissionsmitarbeitern, Mitarbeitern des Generalsekretariats und den mitgliedstaatlichen diplomatischen Diensten besetzt werden soll. Es handelt sich damit um die Fusion unterschiedlicher Exekutiven und Mitarbeiter in eine neue Verwaltungsstruktur. Für die externe Struktur des EAD gilt nach derzeitigem Stand der Dinge, dass sie die neu zu schaffenden Delegationen der EU in der Welt umfasst (Artikel 221 AEUV) und dass nach der Umwandlung der Kommissionsdelegationen in EU-Delegationen ebenfalls Mitglieder der Kommission, des Generalsekretariats und der Mitgliedstaaten für die Delegationen rekrutiert werden und dem Hohen Repräsentanten unterstellt sind (Artikel 221 AEUV, "Bericht des Vorsitzes an den Europäischen Rat zum Europäischen Auswärtigen Dienst, 14930/09, 23. Oktober 2009 "und," Proposal for a Council Decision establishing the organisation and functioning of the European External Action Service, 25 March 2010.,). Nach derzeitigem Stand wird die Hohe Repräsentantin zusammen den Mitgliedstaaten, dem Generalsekretariat und der Kommission ausgewählt.

Die schwierige Frage, wer, wann und wo in den internen und externen Strukturen des EAD arbeiten sollte und wie das Personal in Zukunft rekrutiert wird, umfasst auch, ob in Zukunft nationale Diplomaten anteilig von ihren Personaldiensten in den EAD entsandt werden können. Egal, ob der EAD

nach nationalen Schlüsseln oder objektiven Qualifikationskriterien besetzt wird, er wird bereits auf der Ebene der Human Resources zu einer Intensivierung der transgouvernementalen Beziehungen führen. Fest steht nach dem Bericht von Lady Ashton, dass "when the EEAS has reached full capacity, staff from Member States should represent at least one third of all EEAS staff at AD level" ("Proposal for a Council Decision establishing the organisation and functioning of the European External Action Service, 25 March 2010"). Auch operativ dürften die neuen Delegationen zu einer Intensivierung der transgouvernementalen Beziehungen zwischen nationalen Repräsentationen und den EU "Botschaften" führen. Die Repräsentanz der EU in Drittstaaten oder bei internationalen Organisationen wird durch die neue EU-Rechtspersönlichkeit unterstrichen: Die EU erhält beispielsweise in jenen internationalen Organisationen einen eigenen Beobachtersitz (bislang hatte dies nur die Europäische Gemeinschaft). Herausragendes Beispiel ist, dass Lady Ashton in Zukunft auf der Grundlage des neuen Vertrages im UN Sicherheitsrat die EU vertreten kann (Artikel 34 II EUV). Solange die Mitgliedstaaten ihrer Verpflichtung nachkommen wollen, eine gemeinsame Position in internationalen Organisationen zu finden, werden sie ihre Koordinierung mit den EU Delegationen vor Ort intensivieren müssen (obligatorisch ist dies schon: Artikel 221 II AEUV). Die Stellung des neuen EAD dürfte daher nicht nur zu einer Verfestigung der Beziehung zwischen der Kommission und der neuen Behörde führen, sondern ebenfalls zwischen dem EAD und den nationalen Exekutiven.

Auch auf die Entscheidungsfindung in der GASP dürften die neuen Strukturen des EAD sich auswirken: Dies ist insbesondere zu erwarten, weil die Ressourcen des Dienstes in Brüssel und der Welt zu einer Informationsdichte aus Fact-Finding und politischer Analyse führen, die von den nationalen Außenministerien nicht unterschätzt werden wird. Der Dienst hat damit das Potenzial, auf die Planungen, Entscheidungen und Ausführungen der GASP einzuwirken und dem Hohen Repräsentanten bei seiner Aufgabe, aktiv in die Außenpolitik einzuwirken, zu dienen.

In den diversen Entscheidungsgremien des Rates dürften somit innerhalb transgouvernementaler Beziehungen Vertreter des EAD, der Mitgliedstaaten und der Kommission zunehmend mehr auf Augenhöhe beraten.

Kontinuierlicher Wandel der GASP

Die GASP wandelt sich nicht in eine supranationale Politik. Aber der institutionelle Wandel, den der Lissabon-Vertrag herbeiführt, sollte nicht unterschätzt werden. Die transgouvernementalen Beziehungen, die mit dem stetigen institutionellen Wandel der GASP einhergehen, werden den Intergouvernementalismus der GASP nicht vollends überlagern. Um die GASP in Zukunft zu verstehen, bedarf es allerdings mehr als der bloßen Analyse mitgliedstaatlicher Interessen und Macht. Die sich ankündigenden transgouvernementalen Beziehungen sind ein Faktor, der in Zukunft zum Verständnis der GASP unabdingbar werden könnte. ■

Literatur:

- Hyde-Price, Adrian (2005): Decision-Making under the Second Pillar, in: A. Arnall and D. Wincott (eds.), *Accountability and Legitimacy in the European Union*. Oxford: Oxford University Press, 41-61.
- Majone, Giandomenico (2005): *Dilemmas of European Integration – The ambiguities and pitfalls of integration by stealth*. Oxford/Oxford University Press.
- Raube, Kolja (2008): *Parliamentary Oversight in EU Crisis Management*, in: Steven Blockmans (ed.), *EU Crisis Management – Policy and Legal Aspects*. The Hague: Asser Press, 181-198.
- Raube, Kolja (2007): *Die Verfassungsaussenpolitik der Europäischen Union – Die Gemeinsame Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik im Konvent zur Zukunft Europas*. Baden-Baden: Nomos.
- Slaughter, Anne-Marie (1999): *The New World Order*, in: *Foreign Affairs*, 76:5, 183-197.
- Wessels, Wolfgang (2005): *Keynote Article: The Constitutional Treaty – Three Readings from a Fusion Perspective*, in: *Journal for Common Market Studies*, 43:s1, 11-36.
- Wallace, Helen (2005). "An Institutional Anatomy and Five Policy Modes", in: Wallace, Helen; William Wallace; Mark A. Pollack (eds.), *Policy-Making in the European Union*, Oxford: Oxford University Press, 48-90.

The face of Europe

John NIEUWENHUIS, Master Student in European Culture and History at the Institut d'Etudes Européennes (ULB)

Loads of passengers to whom a picture of the new President of the European Council and the Vice President of the Commission are shown in the street, swear their faces look familiar, but are unable to recall just where they have seen it. As the Lisbon Treaty enters into force, experts help us to understand European institutional complexity, which is unmistakably related to the abovementioned phenomenon. Amongst these experts, Belgian State Secretary for European Affairs Olivier Chastel agreed to meet us and answered our questions.

Kissinger wanted to know who he was supposed to call if ever he wanted to speak with Europe. With the Lisbon Treaty, it only seems like there are two additional phone numbers from which to choose, as MEP Charles Goerens commented in a conference: "the Lisbon Treaty has not made things appear clearer, but we have an obligation of result towards its spirit." The Lisbon Treaty has indeed brought modifications in the institutional landscape – by reinforcing the EU's external representation, amongst other improvements – which can seem a bit blurry to the public. In fact, even the protagonists concerned confess that they are not sure of what lies ahead, although they are determined to define it. Indeed, consensual laws seldom achieve more than an empty framework, whose content is ultimately defined by the personalities in charge. Powers of the European Council

presidency, as briefly outlined in Article 16 of the TEU and Article 237 of the TFEU, should be regarded, generally speaking, as "The ability to set EU's agenda, provide its structure and propose compromise solutions." The fact that these powers were given to Herman Van Rompuy "reflected a majority view among member states that a newly elected president should foremost facilitate Council discussions, at a time when the EU's agenda for the next decade will be set" said Caroline Wunnerlich, managing director of *Fleishmann-Hillard Europe*.

In an effort to deflect the criticisms of those who consider as antagonistic their respective positions, Zapatero (presently holding The presidency of the Council of the EU) and Van Rompuy jointly drafted a letter to major European newspapers in which they identified their priorities as: firstly, implementing the Treaty; secondly, reaffirming the EU's role as *a leader within a multipolar world, setting itself out as a secure reference point for democracy, human rights and social progress for the world*. They concluded by mentioning the great part that the High Representative for Foreign Affairs, Catherine Ashton, was to play in giving a *stronger and more united* voice to Europe, by developing and commanding the European External Action Service. In short, the Lisbon Treaty has given the 27 everything they needed to speak with one voice on the international stage. One doubt still remains: *What if Europe was talking to the world and nobody was listening?* asked David Rennie, chief of the Brussels office of *The Economist*. A question that has only shown more relevance in light of the recent UKIP controversy: even though Farage's outburst told us more about major differences between the adversarial politics of the British Chamber of Commons and the consensual politics of the EU's Parliament, the argument invoked is nonetheless of in-

terest: what attributes helped Van Rompuy win the presidency of the Council? Was the hope for a *giant global figure* unrealistic or irrelevant? In other words, what does Wunnerlich's aforementioned majority refer to?

New key roles

Van Rompuy's new role must also be understood through its interaction with those of the figureheads of the other key positions. Similarly created to give a face to Europe, the posts of President of the European Council and High Representative are confusing when it comes to defining their respective tasks. Most observers agree that the answer will be given by the incumbent's personalities: their powers *will depend on what they make of the job*, said Elaine Cruishanks, CEO of *Hill & Knowlton*. Now, if it seems acknowledged by most that Van Rompuy's position is of greater importance than that of Catherine Ashton, opinions vary on whether this will still be true in terms of external representation.

In fact, even though Farage regrettably expressed his discontent in such a disparaging way, he did not choose his arguments at random: one must concede that Van Rompuy has probably been appointed President of the Council for his ability to achieve compromise at a more internal level, rather than for the popular image he embodies. His role could then be seen as more of a chairman than a *visionary leader*. This *chairmanship*, as understood by Caroline Wunnerlich, is the part of *A President who could provide continuity in the management of the EU's business [...] and build long-term relationships on the international stage*. The external part appears in second position, which reminds us that the hope of expressing ourselves in a single voice is false if we do not focus first on agreeing about the content. *The rejection of Tony Blair as a candidate for the presidency suggests that*

it is exactly how France and Germany see the role [i.e. one that is mainly inward-looking], Wunnerlich added.

In the same spirit, it might seem wise to think first about consolidating the EU, before further developing its influence on the world. During a few feverish months, at the beginning of the world-wide economical crisis, the Europeans might have felt like they were ruling the world, according to David Rennie. The failure of some of their initiatives, such as the Copenhagen summit, is a warning: in 2010, Europe's dreams of greatness have many chances of disappointing. Nonetheless, it can try to impose itself as an entity that cannot be discounted when dealing with important issues, a goal which Spanish Prime minister Zapatero highlighted. This year will then be a crucial test for the new system that the Lisbon Treaty has implemented.

However, Van Rompuy's role cannot be reduced to one that is exclusively internal. As Olivier Chastel reminded us *The Lisbon Treaty sets clear rules regarding the way The President of the European Council will preside over every summit*. His voice must then be the synthesis of those of other member States. *It is Herman Van Rompuy's personality that won him this job, which calls for the ability to reconcile the diverging views of the heads of the different States*, added the Belgian State Secretary for European Affairs.

On the question of whether Van Rompuy is more or less likely to emerge as the *face of Europe* than Catherine Ashton, observers are then divided. Some consider, beside the aforementioned arguments, that the High Representative holds a stronger position, "with the added benefit of significant human and budgetary resources at her disposal", as George Ellis Ruano, Director of *Gellis communications*, commented. One could think, however, that developing that External Action Service, which starts almost from scratch, is likely to take most of her time. In any case, competition is more likely to arise in her relationship with Barroso than with Van Rompuy, with whom interaction should end up being positive. *There is no interference between the President of the Council and the High Representative, the latter being*

in charge of the meetings on the ministerial level, commented Olivier Chastel. What remains vague at this time is Herman Van Rompuy's interaction with the President of the Commission or with the presidency of the Council of the European Union. *The Press likes to mention a possible rivalry between these figures, although sometimes it is merely a journalistic exercise: these people are in permanent contact with each other; they sort out their issues and define the limits of their role on a daily basis*, Chastel added.

The spirit of the Treaty

Even before the implementation of the Lisbon Treaty, Spain, Belgium and Hungary decided to start working together according to the spirit of the text. The Belgian State Secretary for European Affairs, Olivier Chastel, has given us further explanation of what it meant in this precise case.

Spain, who had been duly preparing its presidency for a long time, started in the difficult context of the implementation of the Lisbon Treaty. This period is necessarily one of trial and error. *The way Catherine Ashton has been represented in the Montreal ministerial meeting of January 24 about Haiti says a lot: Bernard Kouchner showed up on behalf of both France and the High Representative. The Canadians were also surprised to see a double Spanish delegation, which represented their country as well as the holder of the presidency*, Chastel illustrates. One must admit that the conditions surrounding the representation of Catherine Ashton have not been that favourable. *This aspect is under our watchful eye, because, in Belgium, we consider that the Lisbon Treaty must rid itself of the conditions of the Nice Treaty*. Chastel added that the message Belgium wanted to send in this regard was that Catherine Ashton was fully in charge of foreign affairs, and that Belgium would only be on hand. In fact, everyone must be ready to give up some prerogatives according to a logical distribution of the tasks, if we want the mandates we entrust our leaders with to appear clearer in the near future. This assessment tends to confirm David Rennie's forecast that Belgium had the firm intention to part with the concept of influence of the rotating presidency. *It is about giving a chance to the new treaty, explain Belgian diplomats*.

The new President and the High Representative have to become the sole legitimate spokespersons of Europe – on condition that someone will listen to them.

Overall, every actor must think about what he can bring to the job. Whether Spain and Hungary share the Belgian opinion about the High Representative and the President of the European Council is not certain, but they constantly keep in touch and are more than aware of their common challenge: to ensure continuity between their respective presidencies, but also between their trio and the following one.

What Van Rompuy has already made of the job shows that his role is not of a symbolic nature. Olivier Chastel highlighted lastly the way the latter has methodically prepared every session since he has taken over his new role, even though Greece has twice imposed itself on the agenda. A value has unmistakably been added, and the President of the European Council must keep on working in the same spirit, knowing that factual events can always interfere. ■

Bibliography:

- CRUIKSHANKS, E.; DANELL, G.; HARRISON, J.;
- KACZYNSKI, P.; RUANO, G. E.; SPENCER, T. & WUNNERLICH, C., "Top job" uncertainty reigns as Lisbon enters into force, Euractiv, 03/12/2009
- RENNIE, D. (2009), *Test crucial pour le traité de Lisbonne*, The economist, Trends-Tendances n°52, Brussels, 24/12/2009
- ZAPATERO, J. L. R., VAN ROMPUY, H. (2010), *A stronger Europe*, The Guardian, 03/01/2010
- MAHONY H., *Fresh UKIP controversy strikes EU parliament*, EU observer, Brussels, 1/03/2010
- Conference of MEP Charles Goerens for IEE at the EU parliament on the 17 March 2010.
- Interview of Belgian State Secretary for European Affairs Olivier Chastel on the 30 March 2010.

La Construction des Européens : à propos de Bronislaw Geremek

Francisco Javier MENA. Étudiant en Master complémentaire en droit européen à l'Institut d'études européennes (ULB)

Comme l'eurodéputé Bronislaw Geremek décédé en 2008 l'affirma, à côté d'un cadre juridique commun, l'Union européenne a besoin d'un cadre éducatif et culturel commun mettant en valeur l'héritage culturel que l'on partage, ce qui doit se traduire notamment par une éducation européenne qui suscite la réflexion sur notre histoire et notre avenir, ainsi que sur le sentiment d'une identité commune. Or, les politiques de l'Union à cet égard jusqu'à présent ne répondent pas aux défis que la diffusion de cet héritage commun implique. Face à la désaffection croissante des citoyens vis-à-vis du processus d'intégration, des politiques favorisant la construction d'une identité européenne, comme par exemple l'introduction d'un programme commun d'étude de l'histoire de l'Union dans les programmes scolaires de tous les États membres, s'avèrent aujourd'hui indispensables afin d'apprendre l'Europe pour s'en sentir co-responsable.

Le mardi 10 novembre 2009, sous le titre de *Bronislaw Geremek: Tribute to a Great European Intellectual*, et à l'occasion de l'inauguration de la Salle Geremek, eut lieu à l'Institut d'études européennes à Bruxelles un colloque auquel participa l'actuel président du Parlement européen, M. Jerzy Buzek. Dans le cadre du colloque, plusieurs participants remarquèrent la figure d'euro-

péen convaincu de Bronislaw Geremek et soutinrent l'idée de l'intellectuel polonais décédé en 2008 à propos de la nécessité de l'identité européenne.

D'après l'analyse de Geremek, le succès de l'Union est incontestable. Or, le processus d'intégration européenne n'a pas été accompagné des politiques efficaces favorisant la construction de l'identité européenne; ces politiques devraient permettre aux citoyens de prendre conscience de l'idée européenne et de les rapprocher davantage de l'activité des institutions de l'Union. Ce rapprochement est tout à fait indispensable à la lumière de la distance entre les institutions et les citoyens dans le processus d'intégration européen; à titre d'exemple, le taux de participation aux dernières élections européennes de 43%, le plus bas de l'histoire des élections au Parlement européen. On peut résumer l'idée de l'ancien eurodéputé polonais par sa célèbre phrase selon laquelle *après avoir construit l'Europe, il faut maintenant construire les Européens*.

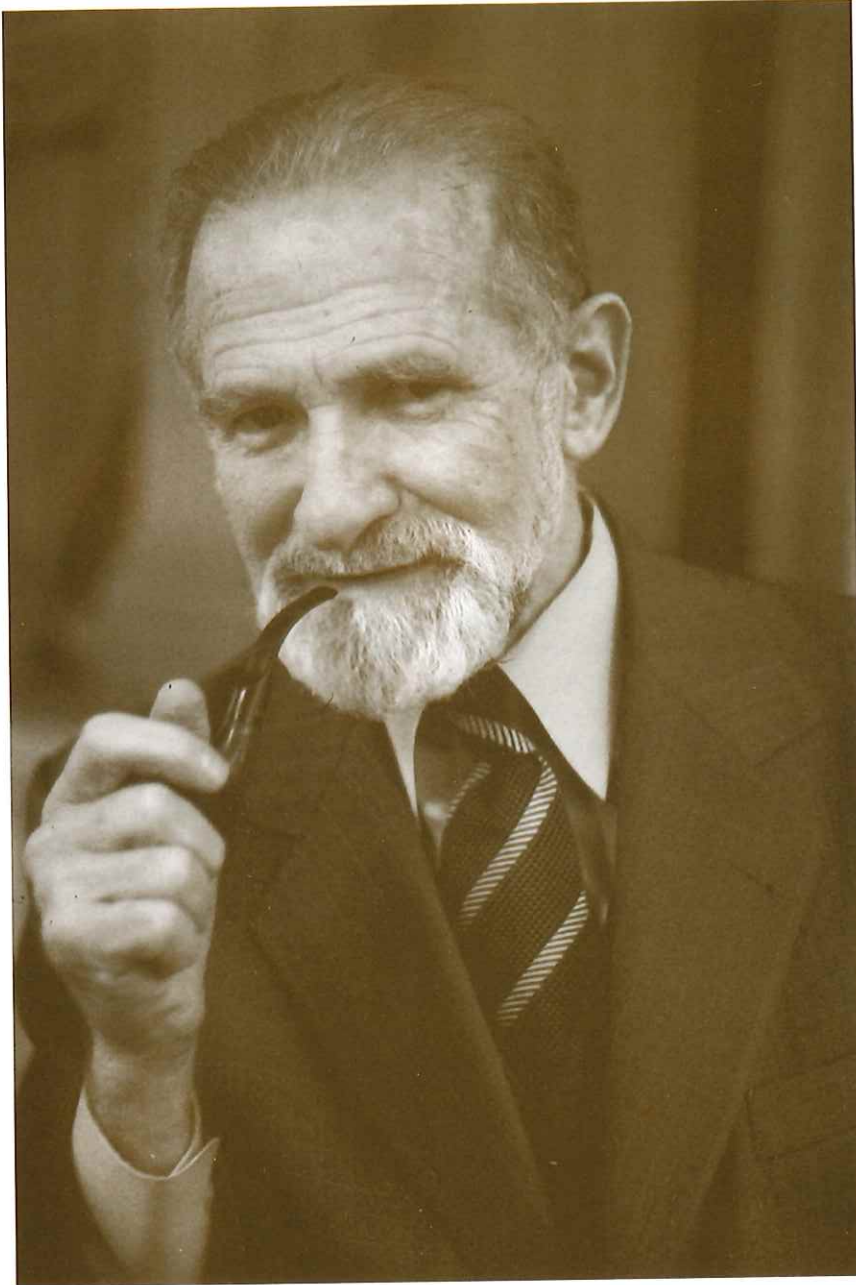
La politique de l'Union dans les domaines de culture et éducation à l'égard de l'héritage culturel commun

On peut lire dans l'article 167, par. 1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne que *l'Union contribue à l'épanouissement des cultures des États membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun*. Concernant le cadre juridique de l'action de l'Union à l'égard du patrimoine culturel commun (tel qu'il est prévu dans les articles 165 et 167 du TFUE), des recommandations ou des actions d'encouragement peuvent être proposées par la Commission dans le cadre de *l'amélioration de la connaissance et de la*

diffusion de la culture et de l'histoire des peuples européens et développer la dimension européenne dans l'éducation; et ce, malgré la seule possibilité de *mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres* dans les domaines de culture et éducation, *à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres*.

Unis dans la diversité, les États membres ont été historiquement réticents vis-à-vis des politiques de l'Union dans les domaines d'éducation et de culture, notamment en ce qui concerne l'héritage culturel commun. Ces réticences, on les trouve déjà dans la nature des compétences de l'Union et les limites juridiques imposées par les traités ainsi que l'impact du principe de subsidiarité dans ces domaines, ce qui se traduit selon Geremek par la crainte que *l'unification européenne ne se fasse au détriment des spécificités nationales*.

Certes, quand on analyse la politique de l'Union à cet égard, on constate plusieurs initiatives importantes promouvant la diversité culturelle, mais on ne peut pas en dire de même en ce qui concerne la diffusion du patrimoine culturel commun et de l'idée de l'Europe. D'après le Parlement européen, dans sa résolution du 10 avril 2008 sur un agenda européen de la culture à l'ère de la mondialisation, *les programmes communautaires actuellement disponibles dans le secteur de la culture ne répondent pas complètement à la situation liée au patrimoine culturel commun des Européens*. Malgré le fait que le mandat contenu dans le TFUE soit le fondement de l'objectif général du programme Culture (2007-2013) de l'Union de *mettre en valeur l'espace culturel partagé par les Européens*, les initiatives de l'Union à ce propos s'avèrent insuffisantes.



Selon Geremek, les problèmes de l'éducation et culture [...] doivent inévitablement être considérés dans la dimension européenne quand on pense à l'Europe politique. Dans le cadre des efforts pour faire connaître aux citoyens l'idée européenne, il remarque qu' à côté d'un cadre juridique commun, l'Europe a besoin d'un cadre culturel et éducatif commun, situé au-dessus de la diversité des langues. Comme il le souligne, il ne suffit pas de limiter les cultures des peuples européens à leur aspect de particularité et de diversité. Surtout, face au risque d'un

retour au national, il faut envisager un travail sur le rapprochement des cultures, un travail sur la mémoire européenne, un travail sur le contenu et sur le programme de l'éducation européenne, et cela afin de combler la nécessité d' apprendre l'Europe pour s'en sentir coresponsable, dans le cadre d'une notion de citoyenneté liée à la prise de responsabilité dans le domaine public. Plus particulièrement, une éducation européenne souhaitable devrait susciter la réflexion sur les valeurs fondamentales et sur le sentiment d'identité commune.

Récemment, la Commission européenne a présenté un projet de décision du Parlement européen et du Conseil afin d'instaurer un label du patrimoine européen, qui a pour objectifs généraux de renforcer le sentiment d'appartenance à l'Union européenne chez les citoyens européens, en s'appuyant sur l'histoire et le patrimoine qu'ils partagent de même que sur la valeur de la diversité, et d'encourager le dialogue interculturel. Cette proposition est le prolongement d'un projet intergouvernemental de 2006 auquel participent déjà 17 États membres en réponse au fossé qui sépare l'Union de ces citoyens. Cette initiative vise, maintenant à l'échelle européenne, des sites qui ont joué un rôle essentiel dans l'histoire de l'Union européenne. Dans le cadre du programme existant soixante-quatre sites ont reçu ce label, parmi lesquels il faut remarquer la maison de Robert Schuman, l'un des pères fondateurs de l'Union européenne, à Scy-Chazelles (en Lorraine), ainsi que les chantiers navals de Gdansk où a été créé Solidarność, premier syndicat indépendant d'un pays membre du Pacte de Varsovie, qui a contribué au déclenchement des événements dont l'aboutissement a été l'union du continent après la fin de la Guerre froide. Sans doute, il s'agit d'une heureuse initiative qui contribue à la construction de l'identité européenne et facilite aux citoyens, comme la Commission le remarque, une meilleure compréhension du patrimoine culturel qu'ils ont en commun.

D'autres initiatives à envisager dans la politique de l'Union?

Malgré cette dernière proposition de la Commission que l'on doit saluer, d'autres initiatives doivent être mises en place, notamment celles visant à diffuser l'héritage culturel commun, ayant un impact majeur sur l'éducation, si l'on veut construire effectivement une identité européenne fondée sur les valeurs communes, telles qu'énoncées dans l'article 2 du traité sur l'Union européenne et en cohérence avec l'institution d'une union plus étroite entre les peuples de l'Europe. Car, comme Geremek l'affirma, l'Europe ne pourra se réaliser comme une communauté de destin entre peuples d'origines et de cultures différentes sans assumer ce qui a fait son histoire et sans

transmettre les valeurs qui ont été communes à ces peuples.

À l'égard du principe de subsidiarité, en vertu duquel l'intervention des institutions européennes ne doit avoir lieu qu'en présence d'une plus grande efficacité de ces initiatives à l'échelon supranational, et cela en raison des dimensions et des effets de l'action envisagée, et uniquement quand les objectifs de ladite action ne sauraient être atteints de manière satisfaisante par les États membres, ces initiatives à niveau européen se justifient en raison de leur nature même, ainsi que par la subsistance à l'intérieur de l'Union d'une *profonde méconnaissance réciproque des modalités nationales selon lesquelles l'héritage culturel commun s'est concrétisé dans les États membres et dans d'autres pays européens au fil des siècles*, comme le souligne le rapport de la commission parlementaire de culture

et éducation portant sur le projet de la résolution précitée du Parlement européen.

Parmi de possibles mesures, il est nécessaire de remarquer d'abord celle contenue dans la résolution précitée du Parlement européen, qui propose d' *introduire dans les programmes scolaires de tous les États membres un programme commun d'étude de l'histoire de l'Union européenne*. Également, on pourrait mettre en œuvre au niveau européen la proposition franco-allemande de la naissance d'un *manuel scolaire commun sur l'Europe et l'histoire de la construction européenne*, mesure adoptée dans le cadre du programme de coopération franco-allemand présenté en février dernier. Finalement, comme l'envisageait lui-même Bronislaw Geremek, on devrait étudier la nécessité de la création d'une *Université de l'Europe* qui aurait une *visée européenne propre en proposant notamment une formation à l'histoire de l'Europe et de l'esprit européen*, ainsi que la mise en place d'un *réseau européen d'universités, constitués d'universités déjà existantes, réseau qui se verrait attribuer une étiquette européenne*.

Conclusions:

La politique européenne à l'égard de la culture et de l'éducation européenne est insuffisante car elle vise essentiellement la promotion de la diversité culturelle. Or, des politiques concernant notamment le patrimoine et l'héritage culturel commun sont aujourd'hui indispensables pour la construction d'une identité européenne commune et pour une plus grande implication des citoyens dans le processus d'intégration européen, surtout les jeunes citoyens.

Face à la désaffection croissante des citoyens vis-à-vis du processus d'intégration qui est, selon Geremek, *l'expression d'une crise d'identité qui d'une manière ou d'une autre secoue tous les peuples européens*, on a besoin d'une éducation européenne qui

concernerait non seulement notre histoire commune, mais aussi la

vision com-

mune de l'avenir, c'est-à-dire, un ensemble d'aspirations, de projets et des rêves communs. Et cela, dans le cadre d'une Europe qui, comme l'actuel président français l'a affirmé, *est sans doute la plus belle idée qui ait été inventée au XXème siècle*, et dont on a plus que jamais besoin. La construction des Européens après la construction de l'Europe est donc essentielle pour l'avenir de l'Union parce que, comme Bronislaw Geremek le souligna, *sinon, nous risquons de la perdre*. ■

Bibliographie:

- GEREMEK, Bronislaw, «L'Europe en crise?» in Visions d'Europe, B. GEREMEK et R.PITCH (dir.), Odile Jacob, 2006, p. 9-26
- P6_TA(2008)0124 : Résolution du Parlement européen du 10 avril 2008 sur un agenda européen de la culture à l'ère de la mondialisation (2007/2211(INI))
- A6-0075/2008 : Rapport sur un agenda européen de la culture à l'ère de la mondialisation (2007/2211(INI)), 13 mars 2008
- Décision n° 1855/ 2006/ du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre

2006 établissant le programme Culture (2007-2013), JOUE, L 372/1

- Commission Européenne: Proposition de Décision du Parlement européen et du Conseil établissant une action de l'Union européenne pour le label du patrimoine européen, COM (2010) 76 final: http://ec.europa.eu/culture/our-programmes-and-actions/doc/label/EHL%20decision_FR.pdf
- Communiqué de presse du 9 mars 2010: Culture – La Commission propose un label du patrimoine européen pour l'ensemble de l'Union: http://ec.europa.eu/culture/our-programmes-and-actions/doc/label/citizen_summary_fr.pdf
- Commission européenne: Proposition de l'UE pour un «label du patrimoine européen» Résumé pour les citoyens: http://ec.europa.eu/culture/our-programmes-and-actions/doc/label/citizen_summary_fr.pdf
- Le plan de Merkel et Sarkozy pour 2020: <http://www.euractiv.fr/priorites-de-lue-elections/article/plan-merkel-et-sarkozy-pour-2020-002451>
- Discours de M. le Président de la République – Parlement européen, Strasbourg, 16 décembre 2008: http://www.ambafrance-pt.org/IMG/pdf/Discours_Sarkozy_Parlement_europeen_16.12.2008_FR.pdf
- Notre Europe: Rencontre européenne n°9 – Bronislaw Geremek – Juillet 2008: <http://www.notre-europe.eu/fr/axes/visions-deurope/travaux/publication/rencontre-avec-bronislaw-geremek-depute-europeen-et-historien-polonais/>
- Sur la figure de Bronislaw Geremek: http://www.ouest-france.fr/actu/actuDet_-Bronislaw-Geremek-notre-Ami_3632-667149_actu.Htm
- Pour une Université de l'Europe à Strasbourg: <http://www.taurillon.org/Pour-une-Universite-de-l-Europe-a>

Comitologie - le pouvoir européen confisqué

Daniel GUEGEN, Chief Executive Officer de Clan Public Affairs – Groupe ESL&Network

Avec l'élargissement, l'Union européenne s'est diluée. Faute de projet politique entre les 27, les directives deviennent de simples cadres déléguant les mesures techniques à la Commission européenne assistée de Groupes d'experts nationaux. Le Traité de Lisbonne achève ce processus en transférant l'essentiel du pouvoir européen du politique vers les fonctionnaires européens. L'équilibre institutionnel s'en trouve rompu

Qu'est-ce que la comitologie?

Le processus de décision communautaire peut-être décrit comme un iceberg avec une partie visible adoptant en codécision Parlement/Conseil ± 50 directives par an. Et une partie opaque – la comitologie - produisant chaque année 2.500 mesures techniques. Ainsi 98% des lois et règlements communautaires sont adoptés via la comitologie !

Inventée en 1962 pour la gestion des marchés agricoles, la comitologie prend son essor dans les années 90 comme instrument de réglementation pour la mise en œuvre du Marché unique de 1993.

Avant l'adoption du Traité de Maastricht, le Conseil des Ministres - à l'époque seul législateur - confie à la Commission, encadrée par des Groupes d'experts nationaux, le soin d'adopter les mesures techniques d'accompagnement des directives qu'il adopte.

Devenu co-législateur dans la période post-Maastricht, le Parlement exige d'être associé aux mesures d'exécution. Ainsi, au cours des 15 dernières années, la comitologie fait l'objet d'une guérilla permanente entre la Commission, le Parlement et le Conseil, chacun essayant d'accroître son pouvoir au détriment des deux autres. En 1999, le Parlement européen obtient une sorte de droit de regard sans influence réelle sur les décisions.

La réforme de Juillet 2006

Elle marque une évolution majeure dans les procédures de comitologie avec la création d'un nouvel acte juridique (les actes quasi-législatifs) et d'une nouvelle procédure (la Procédure de Règlement Avec Contrôle - PRAC) qui offre un droit de veto au Parlement et au Conseil des Ministres. Cette importante réforme donne lieu à une révision de l'acquis communautaire (soit plus de 250 directives!) pour les adapter au nouveau système.

La comitologie post-Lisbonne

A peine entrée en vigueur, la réforme de 2006 se voit remise en cause par la ratification du Traité de Lisbonne. Les observateurs les plus avertis pensent qu'il s'agira d'une réforme cosmétique. Il n'en est rien. En réalité le Traité de Lisbonne transforme radicalement les procédures de comitologie.

Il introduit d'abord une distinction entre les actes délégués (qui correspondent plus ou moins aux actes quasi-législatifs) et les actes d'exécution (qui correspondent plus ou moins à la comitologie stricto sensu de la période pré-Lisbonne).

Les actes délégués

Lisbonne donne à la Commission le pouvoir de proposer et d'adopter les actes

délégués avec une simple consultation « du réseau des experts nationaux ». C'est seulement après leur adoption par la Commission que les actes délégués peuvent - éventuellement - faire l'objet d'un veto par le Conseil des Ministres et le Parlement européen.

A souligner, en outre, que les Groupes d'experts nationaux chargés de voter sur les projets d'actes quasi législatifs proposés par la Commission n'existent plus !

Les actes d'exécution

Pour les mesures d'exécution rien n'est encore décidé car elles doivent faire l'objet d'un règlement en codécision dont la Commission vient seulement de déposer la proposition.

Dans ce projet de règlement qui lui est très favorable, la Commission propose la fusion des Comités de gestion et de réglementation. Et demande l'abandon du recours au Conseil des Ministres dans les cas où une mesure d'exécution proposée par elle serait mise en minorité. Ce projet exclut, enfin, le Parlement de toute action dans les actes d'exécution.

L'équilibre institutionnel est rompu

Le nouveau système s'appliquera en parallèle de l'ancien car le système mis en œuvre par la réforme de juillet 2006 continuera à s'appliquer pour les actes quasi-législatifs pré-Lisbonne, soit une extrême confusion !

Les États-membres et le Parlement découvrent la main mise de la Commission sur les actes délégués et les actes d'exécution et donc la rupture de l'équilibre institutionnel. ■

Cet article est basé sur le livre de Daniel Guéguen « La comitologie – le pouvoir européen confisqué ». Pour plus d'informations voyez <http://www.e-t-i.be/publications.asp>.

Vers une nouvelle architecture financière? Critiques et Commentaires

Etienne DE CALLATAY, Chief economist et responsable du département d'analyse financière à la Banque Degroof
Ivan LATHOUDERS, Analyste Financier à la banque Degroof

Denis STOKKINK, Economiste, Président du think-tank «Pour la Solidarité»

Propos recueillis par Quentin GUTIERRES et Milena MATHÉ, Etudiants en Master à l'Institut d'Etudes Européennes (ULB)

A la suite de la crise financière, le monde s'est tournée vers les problèmes frappant le secteur financier. Rapidement, une nouvelle régulation s'est avérée être la solution envisagée. Idées tout azimut, nouvelles taxations, ou lancement de longues discussions pour de nouveaux accords de Bâle ; nous avons demandé à M. Lathouders, M. de Callatay et M. Stokkink de répondre à nos questions.

Eyes on Europe: Les établissements financiers continuent-ils d'exploiter l'effet de levier? Pensez-vous qu'il soit opportun de proposer une régulation européenne dans ce domaine? Est-ce qu'une meilleure supervision intervient si elle a lieu à des échelles plus grandes?

Ivan Lathouders: La réponse à votre première question est «oui», il y a du «leveraging», même si il faut se rendre compte que ce dernier a diminué dans tout le secteur, que ce soit au niveau des hedge funds, des banques ou bien des compagnies d'assurance.

Il y a différents facteurs explicatifs: tout d'abord, le coût de levier –le coût d'endettement– a augmenté. Ceci du fait de son caractère trop bas par le passé. Ainsi, le prix du

levier est plus cher ce qui, mécaniquement, le rend moins intéressant.

Ensuite, l'aspect prudentielle joue un rôle non négligeable: pour les banques par exemple, le Comité Bâle régule l'effet de levier en imposant des obligations de fonds propres. Avec la crise financière, ces règles prudentielles ont été accrues et la quantité de fonds propre exigés a également augmenté.

Pour votre seconde question, je tiens à dire que les accords de Bâle représentent d'ores et déjà une normalisation européenne des règles bancaires. Néanmoins, il est vrai que les institutions de contrôle se situent encore au niveau des États Mais à vrai dire peu importe que l'on régule au niveau de «Bruxelles-Belgique» ou «Bruxelles-Europe». Tant que les règles ne changent pas, le niveau d'action ou de contrôle n'est pas un sujet d'intérêt. C'est la façon dont on regarde les institutions qu'il faut modifier, l'approche des problèmes doit se faire de manière différente.

Etienne de Callatay: On peut constater à ce titre que les règles comptables ont été harmonisées et pourtant cela n'a pas été très heureux

I.L.: Selon moi, même si on harmonisait les règles comptables à un niveau mondial (cf. IFRS en Europe, UIGS aux États-Unis et autres), l'harmonisation ne réglerait en elle-même aucun des problèmes sous-jacents ayant amené à la crise financière. Une régulation incitant les acteurs à modifier

leur comportement économique serait, en ce sens, beaucoup plus efficace.

La solution n'est donc pas d'internationaliser les règles, les normes, mais bel et bien de créer un ensemble de règles qui modifieront les comportements des agents en leur faisant comprendre, par exemple, qu'ils ne seront pas gagnants à tous les coups.

De plus, pour prendre l'exemple du soutien aux banques européennes en difficultés et répondant aux mêmes règles et normes: dans le cas de Dexia ou d'autres, une intervention à un niveau européen aurait été judicieuse mais l'Europe ne disposait des structures ou moyens financiers nécessaires pour la réaliser. C'est donc aux États qu'ait revendu la charge d'aider leurs établissements.

Des règles européennes communes mais un partage du risque inexistant entre les États, est-ce vraiment logique?

Denis Stokkink: Il est indéniable que les établissements financiers exploitent aujourd'hui l'effet de levier. Ils le font pour deux raisons: un tel mécanisme leur permet, simultanément, de vendre leurs crédits et de proposer leurs services de soutien/montage financier. Ce double gain ne pose en soit aucun problème. Il faut cependant analyser si ce mécanisme est utilisé dans l'intérêt de l'économie réelle. On ne peut clairement répondre à une telle interrogation. En effet, l'effet de levier peut parfaitement servir à



Etienne DE CALLATAY



Ivan LATHOUDERS,



Denis STOKKINK

soutenir le développement des entreprises à moyens financiers limités. Comme pour tout mécanisme, son bien fondé dépend des externalités observables ainsi que des limites qui y sont attachées. L'approche à adopter vis-à-vis d'un tel mécanisme doit donc être nuancée, il ne faut pas être manichéen.

Quant à la régulation européenne, elle est sans aucun doute nécessaire. Bien évidemment, elle devrait s'effectuer en respectant le principe de subsidiarité: à un niveau national, sous l'égide d'une coordination européenne.

Actuellement, le principe même de régulation est vague, sans forme. On peut raisonnablement considérer qu'il s'agira de l'énonciation d'une règle. Se pose dès lors le problème de savoir s'il faut privilégier une «hard law» ou bien une «soft law». Même si elle ne désire pas laisser la situation du secteur financier inchangée, l'autorégulation ayant prouvé son inefficacité, la Commission Européenne semble privilégier la «soft law», via des recommandations. On peut simplement espérer qu'une telle initiative sera suffisante ou qu'elle aura à tout le moins un effet désincitatif. Je serais

davantage partisan d'une régulation plus forte (de type «hard law») qui serait, selon moi, beaucoup plus efficace.

Pour ce qui est d'une supervision à de plus grandes échelles, je pense que les acteurs politiques et économiques partisans du statu quo favoriseraient une solution mondiale justement parce qu'elle serait par nature floue et générale. Dans l'utopie, des règles devraient être établies à tous les niveaux de décision possible: national, européen, mondial; sachant que plus le niveau s'élargit, plus il est difficile d'obtenir une solution contraignante vis-à-vis des pratiques financières à risque et qui ont mené à la crise actuelle.

EOE: Que ce soit dans certains laboratoires d'idées, au Parlement Européen, ou encore dans certains États-Membres, une taxe sur les transactions financières fait l'objet d'âpres discussions. Êtes-vous favorable à l'instauration d'un tel instrument?

E.d.C.: Une telle taxe s'apparente à ce que les économistes appellent la taxe Tobin. Elle aurait deux objectifs: empêcher certains

comportements en matière financière et financer la coopération au développement. Aujourd'hui, on observe des variantes proposant que toute transaction financière soit taxée, sans condition de franchissement de frontières.

On peut dans un premier temps s'interroger avant tout sur le lien fait entre taxation et coopération au développement. Il vaut mieux être honnête et dire taxons plus et coopérons plus, mais n'établissons pas de relation directe entre ces deux orientations politiques. Une telle mesure serait en outre contraire au principe démocratique d'unicité budgétaire. Imaginons que la taxe soit à ce point une réussite qu'ils n'y aient plus de recettes fiscales attendantes. Pourtant, les besoins d'aide au développement ne disparaîtraient pas pour autant. Il s'agit d'une faiblesse intellectuelle forte de la théorie de Tobin. On a l'impression qu'on se focalise plus sur la «vente» de cette nouvelle taxe auprès de l'opinion qu'aux différents objectifs souhaités (changement des comportements et davantage de coopération au développement).

Deuxièmement, et c'est peut-être l'élément le plus important: est-ce une bonne base d'imposition? Étant donné que la finance est amoral, on peut en douter. La spéculation pour l'un peut représenter juste de la couverture pour l'autre. Bien et mal ne peuvent être aisément dissociés car les mêmes comportements peuvent connaître une intention différente. La même réalité peut servir le bien et le mal. Il existe sans aucun doute des bases d'imposition plus légitimes du fait de leur nocivité avérée. Cependant, on peut observer qu'une telle taxe sera plus facile à implémenter du fait de la non-visibilité sur les revenus des ménages. Néanmoins, les effets de cette taxe les affecteront nécessairement à posteriori: quand ils voudront effectuer une transaction financière tel un emprunt structuré. Je réfute cette idée comme quoi la transaction financière serait, en soit, domageable et qu'il faudrait donc la taxer.

J'imaginerais d'autres solutions plus légitimes: soit une taxation des banques du fait de la garantie

d'État dont elles bénéficient, les taxer de manière spéciale parce qu'elles disposent d'un traitement spécial. La limite de mon raisonnement est que les États ont prouvé leur soutien à d'autres secteurs de l'économie, tel l'automobile. Ces derniers seront-ils prêts à soumettre à ce même traitement fiscal spécial toutes les entreprises jugées «too big to fail»? Et d'ailleurs, comment déterminer cette notion d'une importance vitale d'une entreprise à l'économie, peut-on réellement dresser une liste?

Soit, autre possibilité, une modification du statut fiscal des rémunérations par stock-options. En effet, un tel principe de rému-

nération lié à un statut fiscal avantageux a poussé à des prises de risque inconsidérées. A la base, les stock-options ont été inventé pour stimuler les agents en réalignant les intérêts du management avec ceux des actionnaires. Ce processus a été imaginé pour inciter les managers à la prise de risque. En soit, le risque n'est pas une mauvaise chose; il le devient s'il est excessif ou en présence d'asymétrie dans le pay-off.

Il ne faut pas que la leçon de la crise soit un lynchage des agents économiques preneurs de risques raisonnables, mesurés, diversifiés: ils sont essentiels à la vitalité de l'économie, ils vont être les stimulateurs de la reprise.

D.S.: Je suis favorable à une telle taxe, cela fait déjà plusieurs années que j'appelle à son instauration. Bien sûr, il faut éviter toute démagogie dans cette affaire. Une

telle taxe doit être fortement réfléchi quant à sa nature, sa cible et ses objectifs. Des discussions techniques seraient donc nécessaires

mais quelques règles fondamentales pourraient d'ores et déjà se dégager: obtenir un accord général (avec pour possibilité d'avoir des pays en avant-garde et d'autres en attente), fixer un taux non dissuasif afin de ne pas pénaliser le développement économique, rendre cette taxation variable en fonction de la durée (les opérations de court-terme davantage taxées que celles de long-terme).

Ce nouvel outil devrait être obtenu après des débats pluripartites entre les différents acteurs politiques, économiques et de la société civile. Acteurs de bonne foi ne souhaitant pas saboter le processus.

EOE: Pour certains académiques, une taxe sur les transactions financières ne serait qu'une solution à court-terme afin de palier l'absence d'accord politique concernant une nouvelle régulation du secteur financier. Quel est votre sentiment par rapport à ces déclarations?

E.d.C.: A priori, j'aurais tendance à dire qu'il vaut toujours mieux aller vers le «first best». Comme dit précédemment, il n'est certes pas évident de bien réguler. En effet, la régulation aura des conséquences sur l'économie. Tous les modèles prédisent pour l'instant moins de croissance après la crise: c'est sans doute du fait de la diminution du leveraging induite par de nouvelles normes de régulation car ces dernières induisent moins de crédits, moins d'investissements et ainsi moins d'emplois. On veut un monde plus sûr mais il faut se rendre compte que c'est donc un monde avec moins de croissance économique. Il faut réfléchir fortement et bien avoir à l'esprit qu'il n'existe pas de solution facile: annoncer «demain, je veux moins de levier» sous-tend moins de croissance et moins d'emplois.

Réguler davantage signifie interdire certaines catégories de la population d'accéder à des crédits hypothécaires, est-ce juste? Dans le cas des subprimes, le niveau de défaut (27%) prouve qu'une erreur a été faite. La seule solution pour ne pas connaître de défaut est la tolérance zéro, c'est-à-dire ne plus accorder de crédits hypothécaires à ces catégories. Le principe des subprimes est conceptuellement bon car il ressort qu'il s'agit d'un mécanisme de mutualisation des risques. L'erreur a été dans le cas présent de ne plus savoir où se situait le risque, qui le détenait.

L'interdiction des subprimes priverait de crédits hypothécaires une certaine partie de la population. Il serait plutôt judicieux de regarder à augmenter la traçabilité du produit pour éviter une contagion insoupçonnée.

D.S.: Je pense que la question ne peut être posée de la sorte. En effet, on forge nécessairement un outil une fois que la réflexion générale a été faite et qu'un objectif de politique économique

a été dégagé. C'est en dégageant cet objectif que l'on peut ensuite analyser quel est l'en-

semble des moyens d'actions à disposition et ainsi faire des choix parmi eux pour atteindre l'objectif fixé. Déblatérer sur des considérations techniques de certains outils de politique économique est le meilleur moyen de noyer le poisson.

L'objectif étant d'éviter de nouvelles crises et de faire en sorte que le développement économique soit le plus égalitaire possible entre les agents, on définit par la suite un cadre de régulation ainsi qu'une politique fiscale, industrielle et économique cohérente (et les moyens d'actions et les outils s'y rattachant).

EOE: Quelles sont vos réactions vis-à-vis du débat ayant lieu à propos des bonus des traders ?

E.d.C.: La question qu'il faut se poser est qu'il y a certes un problème dans le fonctionnement du secteur financier mais que les traders n'en sont pas la cause première. Il existe un problème concernant les rémunérations, à deux niveaux: leur montant et leur mode de détermination. On peut raisonnablement penser que le niveau des rémunérations est trop élevé et qu'il est indéniable que ces derniers peuvent mettre à mal la cohésion sociale mais il ne s'agit pas là d'un problème pour les économistes ou alors, à tout le moins, ils ont des difficultés à comprendre que certains travailleurs aient une telle valeur ajoutée et ainsi que des rémunérations à ce point élevées soient justifiées.

Les modalités de fixation des rémunérations posent davantage problème. Elles sont aujourd'hui biaisées, poussent à la prise de risques inconsidérés et surtout ne prennent pas en

«Je réfute cette idée comme quoi la transaction financière serait, en soit, dommageable et qu'il faudrait donc la taxer» (E.d.C.)

compte l'apport indéniable de la collectivité à l'activité des traders. Ils ne pourraient en effet pas réaliser leur « coup » s'ils ne se trouvaient pas dans une banque pour le faire. Banque qui dispose des fonds des clients de la banque en plus d'une garantie de la collectivité par le biais de l'État. Ces deux éléments doivent être pris en considération et méritent rétribution. La rémunération du trader doit être fonction de ses performances positivement et de filet de sécurité étatique négativement.

Nonobstant la volonté politique de voir changer les règles, réformer prend du temps. En outre, il faut se rendre à l'évidence qu'il est difficile d'évaluer exactement la prise de risque d'un établissement bancaire.

La réforme doit-elle nécessairement signifier une régression des pratiques bancaires, revenir à des modes de fonctionnement antérieurs? Une régulation plus sophistiquée a, au contraire, un fondement: elle permet, par exemple, de capturer davantage d'informations sur les risques systémiques.

L'homme politique s'inscrit dans la sphère de l'immédiat: il doit montrer qu'il agit, il ne peut pas attendre plusieurs années de voir Bâle III émerger. Il parle donc de la rémunération des traders et des paradis fiscaux, thèmes facilement identifiables par les citoyens.

Pour moi, il s'agit d'un épiphénomène. Même si l'existence de telles rémunérations

peut être considérée comme scandaleux. Une politique de taxation pourrait être mise en place afin de palier les écarts entre les revenus moyens de certaines professions. Il s'agirait d'une politique de redistribution égalitariste.

Il faut avant tout bien comprendre que les personnes concernées, les traders ou même certaines autres professions, ne sont pas à blâmer. Il faut remettre en cause le système permettant à de telles rémunérations d'exister. Ainsi, il ne faut pas confondre l'effet et la cause. Actuellement, on observe que la classe politique, en se focalisant sur les bonus des traders, contribue à ce que les effets cachent les causes.

Relativement à cette problématique des revenus des agents économiques, il faut noter que, en repartant du début de l'ère industrielle, nous n'avons jamais observé des disparités de rémunérations aussi importantes. Il existe donc certainement un problème structurel du système concernant les rémunérations. ■

An Economic Government for the Euro-Zone or a stricter Stability Pact?

Jacques LE CACHEUX, Director, Economic Research Department, OFCE/Sciences Po, Paris & Professor of Economics, CATT/Université de Pau et des Pays de l'Adour

The new Lisbon Treaty, painstakingly ratified in 2009, has immediately demonstrated its limits and weaknesses in the field of economic and financial policymaking. Speculation on the possibility of default on the Greek public debt has been successful in at least one respect: it has proved that the euro zone is not stronger and more cohesive after the financial crisis and the enactment of a new treaty that was supposed to improve decision-making in the EU, than before. It may be argued that the idea of an economic government for the euro zone, long ostracized by many, and most prominently by the successive German governments, is now being discussed openly; but what is emerging behind this new fashion might well be no more than a new attempt at constraining national fiscal policies, yet another remake of the time-old debate between rules versus (collective) discretion.

During the last quarter of 2008, under the French presidency, the management of the banking and financial crisis had the appearances of a strengthening of economic cohesion and collective action. By convening

a summit of euro zone countries, not as Eurogroup, i.e. finance ministers, but as an “enlarged euro council”, with heads of states and governments, and with the British Prime Minister, the French presidency seemed to win approval on some form of common economic government. But in spite of public declarations in favor of a coordinated banking rescue and fiscal stimulus plan for the EU, what came out was merely a collection of national initiatives with little if any collective dimension: the old reflex to first put your home affairs in order. Arguably, it did save the EU from the worst-case scenario of beggar-thy-neighbor policies; and the mere existence of the euro and of a single monetary policy did prevent the kind of speculative attacks and divergences that had prevailed in earlier times. For some time, it was understood that the Stability and Growth Pact, with its 3%-of-GDP ceiling on national public deficits, was suspended, though the Commission soon after launched procedures for “excessive deficits” against 20 out the 27 EU members!

«National governments are reluctant to openly assist those that are facing speculation and short-term difficulties»

A few quarters later, ballooning public debts everywhere make financial markets, European authorities, and national governments nervous, and the difficulties facing some of the worst-hit members of the euro zone dominate the debates over an “economic government”. Because government bail-outs have been banned from the outset by the Maastricht Treaty, national governments are reluctant to openly assist those of them that are facing speculation and short-term difficulties, even though everybody realizes that not doing it would open up the Pandora box threatening

the mere existence of the euro. All kinds of devices may be imagined to reassure financial markets about default prospects, as amply demonstrated in the case of private banks during the 2008 financial crisis; and such devices do not necessarily cost taxpayers' any money. But obsession with moral hazard – and, in the case of Greece, the feeling of not having been sufficiently careful tough on government reporting – is turning this debate on new solidarity instruments into a search for stricter fiscal discipline in the future.

Once again, the temptation to impose more stringent rules, and more coercive controls and punishment mechanisms prevails over the necessity of coordinating fiscal policies, and economic policies in general, at a time when the greater danger for the euro zone is a prolonged period of extremely low growth, or even deflation. Clearly, the lack of trust and mutual understanding, along with institutions that are not conducive to collective decision-making, may cost the EU a very high price. ■



EPP Group
in the European Parliament

EPP Group **no frontiers**

Breaking down barriers

to freedom to work

to innovate,

to move and to communicate



*L'europeïanisation ne dé-
tait pas*

Find out more about our policies on www.eppgroup.eu

Putting the European Train back on track

Udo BULLMANN, spokesman for economic and monetary affairs of the S&D group in the European Parliament
Christin FRÖHLICH, parliamentary assistant to Udo Bullmann

More than 50 years after the European success story began, the course for a sustainable European development needs to be set. Some policymakers seem to be clear about the future direction to take. However, externalizing internal challenges and denying the need to rebuild a Social Europe is not a sustainable approach to maintaining the European model. Instead, the EU's economic and monetary policy deficits urgently need to be addressed. To adapt its obsolete economic governance structures to the challenges of the internal market in a globalized economy is today key to overcoming the crisis. Only in this way the heritage of the founding fathers - the European spirit of solidarity - can be preserved.

Against all odds, Europe can look back to more than half a century of economic success and prosperity - notwithstanding the fact that a common market and a common currency have been facing largely decentralized decision-making in economic policy. The European model has been modest in asking member states for concessions. Besides from paying about 1% of the European GDP to the Community budget, member states could act autonomously when defining their fiscal policies.

But today, in light of significant budgetary problems Europe finds itself at the crossroads. The plunging of several member states

into deep crisis is not only a consequence of an erroneous development of financial markets, undisciplined fiscal behaviour and in some cases accounting fraud. A more revealing fact of the current situation is that the national design of Europe's economic crisis management is doomed to failure. The combination of European economic integration and predominantly national economic policies has led to a scenario in which the trade-off between a robust economic model and national sovereignty seems to have been decided for the latter. At this stage, the European project demands a more sophisticated governance structure that is able to pave a sustainable way forward.

Solidarity at the crossroads

The founding principles of the European project were the reconciliation between the states of Europe and the fostering of economic prosperity on the continent. Over the past 50 years all member states have in their own way benefitted from the single market. Small countries received important funding and investments to support their economic development while large states gained new markets.

Asking single member states to jump off from the high-speed train - as demanded by German chancellor Merkel - fosters needlessly a hostile spirit within the Community. Besides, the Treaties provide no legal basis for a Eurozone expulsion. The adoption of the common currency is part of the *acquis communautaire*. Another proposal put forward to tackle debt crises is the involvement of the IMF. However, recurring to international aid raises severe

questions to the strength of the Economic and Monetary Union. Is the scepticism vis-à-vis the EU institutions that pronounced that the interference of the IMF is the lesser evil? Or asked differently, do member states trust the IMF more than their own ability of renovation?

The demands to exclude members from the Eurozone or to fall back on the aid of international institutions should not be used to hush up the fact that the main source of the problem lies within the outdated architecture of the Economic and Monetary Union. Granting bilateral loans to member states in difficulties can only be thought of as an emergency solution. In order to reduce moral hazard a robust European system needs to be put in place.

Bold governance structure needed

The design of the Stability and Growth Pact - as the most binding legal framework of the European economic model - seemed adequate at the time of its adoption. Now it needs to be complemented by other binding instruments. Setting up a «European Mechanism for Financial Stability»

or a European Monetary Fund would not only allow the Euro member states to defend the common currency but also to stand

up to speculative attacks. Aligning the loans to economic and employment criteria would gear investments towards the right direction. Playing more on the carrot option than on the stick is also the idea behind the Commission's proposal to employ EU instruments to encourage sustainable investments. This element is crucial since

«The main source of the problem lies within the outdated architecture of the Economic and Monetary Union»

once a country enters into the European Union a clear incentive structure is missing. EU funds could therefore not only be attributed according to the solidarity principle but also combined with a stronger shift to good governance. Such a long-term reflection is needed to promote smart investment strategies.

EU2020 Europe's new development strategy

The Lisbon Strategy established in 2000 provided the right intellectual exercise to steering member states' structural reforms towards important growth fields such as R&D, education, highly qualified services and the greening of the European economy. However, the high expectations of making Europe "the most competitive and dynamic knowledge-based economy in the world, capable of sustainable growth with more and better jobs and greater social cohesion" by 2010 were not met. Much of the blame can be laid on member states' bearish attitude to implementing the strategy but also the non-binding nature of the strategy and the absence of an effective incentive system presented major weaknesses. According to the Commission's proposal presented beginning of March 2010, Europe's new development strategy entitled "EU2020" should confine itself to five quantitative targets to be attained within the next ten years.

Firstly, the employment rate of people aged 20-64 years is suggested to increase from the current average of 69% to at least 75%. Secondly, R&D spending should amount to 3% instead of the current 1.9%. Moreover, the EU climate and energy package should be implemented allowing a CO2 emission reduction of 20%, increasing the share of renewable energy to 20% and fostering energy efficiency by the same amount. The share of population with tertiary education attainment is proposed to reach 40%. Last but not least, the share of people living at risk of poverty should be reduced by 20 million.

Does the Commission draw the right conclusions from the crisis? The targets put forward clearly lack ambition and underestimate the need for profound policy changes. The R&D level of 3% has already been suggested 10 years ago and the environmental objectives

refer to measures already adopted by the European institutions which are due to be implemented. The social dimension of the EU2020 strategy is not on an equal footing as the economic one. Furthermore the poverty level does not capture deteriorating working conditions, such as low wages and temporary employment. The indicators for measuring progress should not rely on quantity only but ask for quality. Yet, despite the modest nature of the proposal conservative forces consider the draft proposal too ambitious. Their call for removing the poverty and education target shows how little importance they attach to creating a Social Europe.

The EU2020 strategy needs to go beyond the lowest common denominator. Strengthening member states' commitment is crucial for the success of Europe's new development strategy. Its former design known as the open method of coordination relied mainly on peer review and benchmarks to exert disciplining pressure. These governance instruments proved to be too weak. The limited number of corrective alterations to the former structure will not help to deliver on the set of goals. What is needed is an ex ante budgetary coordination to commit member states to adopt a growth and sustainability oriented fiscal policy. Moreover the feasibility of linking the Stability and Growth Pact to the EU2020 strategy should be further discussed and not blocked per se.

Act now or risk falling behind

If getting back on the prosperous path is the common ground amongst member states, acting courageously and making concessions is the only possible answer. Even if member states are currently struggling to escape from the debt spiral and do not have enough room for manoeuvre, focussing on fiscal consolidation only will make things even worse. In spite of the strong fiscal stimuli, unemployment rates are projected to increase further to 12% by 2011, leaving 29 million Europeans unemployed. Pooling our resources to an entry strategy that addresses labour market problems effectively will be a crucial growth driver. In addition it will contribute to alleviating budgetary pressures in the mid- and long-term. Innovative fiscal instruments such as the introduction of a financial transaction

tax and European guarantees for fair conditions on the bonds markets could present valuable tools to driving recovery. If profound policy changes are not decided promptly, the effects of a malfunctioning system will persist and aggravate public finances further. The current crisis has caused a paradigm shift in the way we assess systems and has put into question economic fundamentals. Using such momentum for acting courageously is the only way forward. ■

Eastern Europe in the Starting-Blocks

Dr. Cinzia ALCIDI, CEPS Research Fellow
Julien DEMOUSTIER, Editor-in-Chief of Eyes on Europe

The financial and economic crisis has hit countries worldwide. In Europe, most of the Member States have been severely affected, some of them, especially the Baltic countries, have seen their economy collapse. However, for one country, the crisis has not been translated into negative growth rate: Poland. In this article, the reasons for which Poland has resisted to the crisis will be sketched. Moreover, following the comments of some scholars, the structural effort made by the Polish government will be pointed out. In this contribution, the economic situation in Eastern Europe will be presented through the examples of Poland and the Baltic countries, and to which extent they are catching-up with, and may outperformed Western European economies.

It is well-known that the two tools exist to increase a country's competitiveness: labour costs (mainly wage) moderation or currency devaluation. However, in a monetary union with independent central bank, like in the EMU, the latter is not a possible option. Many European countries have not used the first option and are now losing their competitiveness. Germany is one of the few countries that have acted in opposite direction. Nevertheless, in the longer term their effort might not be sufficient to counter the rise of other European Member States like Poland, for instance.

As one may have observed, countries which were severely hit by the crisis were those with a large external imbalances. This is true for many western European member States and in particular for the Mediterranean countries. These countries are characterized, not only by a high level of debt, and in particular with respect to the external world, i.e. those countries have been borrowing heavily from foreigners. In the case of Poland for instance, this was not true and at the same time its competitiveness has been improving. As long as one country's economy remains competitive, the country keeps the ability to repay its debt, even if the latter is high. By contrast many countries have seen their debt growing and their competitiveness falling, as consequence once market conditions and risk perception changes they find in big trouble to repay the accumulated debt. This was not the case of Poland.

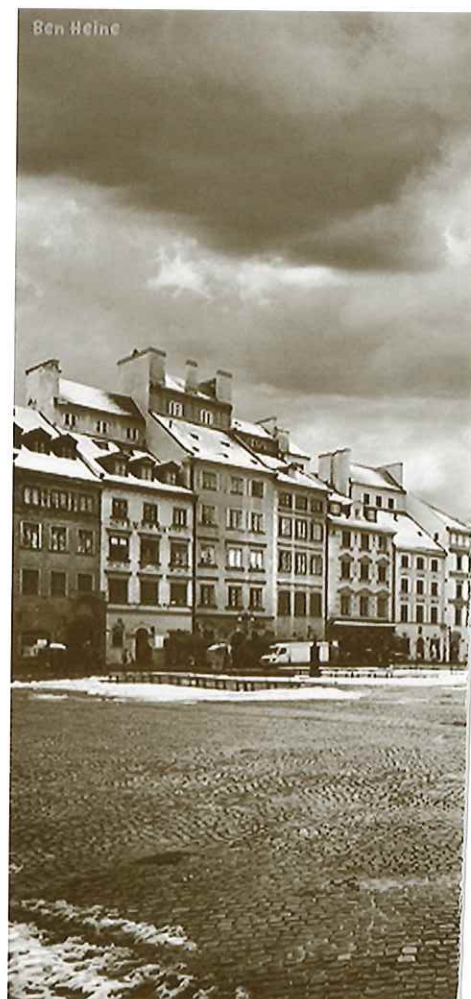
Low labour cost and no bubbles

The main reasons of the competitiveness of the Polish economy are low labour cost and significant investment in human capital. Unlike in Poland, in some EMU member States, like Spain, Greece Portugal or even Italy, the cost of labour has increased faster than the ability to produce and 'misbehavior' in terms fiscal discipline dominated since the adoption of the Euro. In some of these countries economic growth has been boosted by consumption or housing boom fed by cheap credit rather than higher income stemming from higher competitiveness.

In Spain or in Ireland, growth was mostly based on a construction bubble. Once the latter bust, the economic recovery takes a long time. In this sense, the cost of a fast growth may be quite high on the long

term. In this respect Poland seems to be in a different situation. First of all, the Polish financial system is far to be as complex as it was in Ireland and consumption increase is mostly based on higher income stemming from better competitiveness.

In the case of Poland, the increase of the construction sector is a reality, but its level remains lower than it was in Ireland. For the time being, we have no sign of such a bubble. Furthermore, the fundamentals of



the Polish economy are quite sound. Compared to other European countries, Polish government debt level is lower than 50% (47% - Eurostat data), which is more than 20% lower than the average for the Euro area countries. However, we do not have any guarantees of that will remain the case in a few years. Poland must continue to invest to ensure its long-term competitiveness.

Poland is beyond a catching-up phase

One of the major growth driver and factor of competitiveness is certainly the ability of an economy to innovate. In this respect, Poland has been considered, in a recent report, as a *moderate innovator, with an innovation performance considerably below the EU 27* (Pro-Inno Europe, p.44). However, due to efforts made in the past, especially in human capital formation, Poland has a rate of improvement above the average.

This fact has a central role in Daniel Gros analysis in which he sees Poland outperforming Germany's economy in 20 years. In his recent contribution, Gros (Gros & Sagmeister, p. 149) proposes to analyze data reflecting human capital formation to assess future growth. Human capital is a crucial element on which sound growth can be fixed on. Poland spent much more on education and receive much better academic scores than Germany for instance (Gros & Sagmeister, p. 151). If one compares the situation between Germany and Poland, it seems that Poland is on a better path than Germany. No new investments are made in education in the former, whilst Poland is very active in this regard.

«it seems that Poland is on a better path than Germany»

Hit hard but will recover soon

In Europe, no other countries have been hit harder than the Baltic states. While growing at a very fast pace for the last 10 years, Lithuania, Latvia and Estonia, were literally blown by the crisis – all three countries had a growth rate of at least 7% which dropped to – 10% in 2009. In these countries, growth collapsed whilst unemployment exploded. Even though, the effects are not yet to be seen, these countries have reacted appropriately. They are now in a much better situation than many more mature economies, as Mediterranean countries for instance.

The Baltic countries have two main advantages. First of all, they are small open economies. Second, unlike other European fellows, before the crisis, they did not have government debt. During the crisis, many European countries had to rescue their banks at huge costs. In the case of the Baltic countries, banks are foreign owned so, even though economic growth has collapsed, banks were not to be saved by Baltic governments. The latter represents a huge burden on the shoulder of taxpayers that many European must cope with. When economic growth is low it is even more difficult to gather political consensus on tough fiscal policy and in particular tax increase. Once more, competitiveness has a major importance here.

Conclusions

As Daniel Gros put it: *Not many do see how fast Eastern Europe is catching-up with the old EU countries* (Gros & Sagmeister, p. 150). Competitiveness through labour cost will hinder Western European countries if they do not reform their education system or they do not act appropriately. In Belgium for instance, the tax wedge is as high as 30%, which represent an important hurdle for foreign investors. Furthermore, qualified workers are badly needed in many countries, as the Opel case in Germany has shown. Old Member States must take the case of Nokia, *child of the crisis* (Gros & Sagmeister, p.147) as an example. Countries need to take important structural reforms into account in their future economic strategy if they wish to remain competitive and save their social systems. ■

Bibliography :

- GROS, D. & SAGMEISTER, S.(2010), *Nachkrisenzeit. Wie die erfolgreichste Denkfabrik Europas unsere Welt für die nächste Generation sieht* Ecowin Verlag, Salzburg
- PRO-INNO EUROPE (2009), *European Innovation Scoreboard 2009, Comparative Analysis of Innovation Performance*, Brussels



Les frontières ne se trouvent pas aux confins de l'Europe, elles en sont le cœur

Martin DELEIXHE, Aspirant-FNRS et Doctorant à l'ULB

Avant d'étréner son tout nouveau costume de président du Conseil Européen, Van Rompuy s'est offert le temps de la réflexion. Présenté au cours des négociations qui ont précédé sa nomination comme un homme de compromis, il a tenu - une fois coopté - à respecter cette image en se tenant à distance de toutes déclarations tapageuses et en contrôlant soigneusement sa communication. Son intervention dans les médias afin de rappeler à qui veut l'entendre que les racines de l'Europe sont bel et bien chrétiennes (Le Soir, 26/01/2010) est d'autant moins anodine et se doit d'attirer vivement notre attention. Car il ne s'agit ni d'un lapsus, ni d'un dérapage mais d'une démarche politique réfléchie.

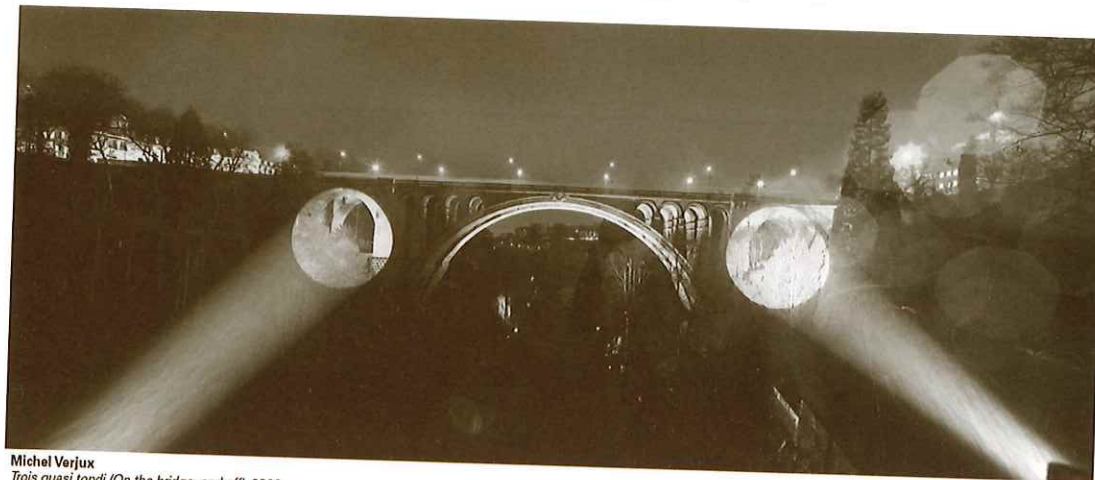
La rengaine sur le lien entre identité et frontières est connue et son application politique immédiate se laisse deviner sans peine. La définition d'une identité collective se fait sur base de certains prédicats. Selon qu'un individu ou un groupe possède des caractéristiques définies comme constitutives de l'identité collective, il est inclus (ou pas) dans celle-ci. L'identité agit dans ce cadre comme le principe de clôture

de l'espace politique. Elle définit les frontières de l'appartenance (MILLER, 1995). La manœuvre de Van Rompuy peut dès lors se déchiffrer aisément. Si l'Europe fait de la chrétienté un critère d'appartenance, elle ne peut accepter la Turquie comme Etat-membre (ce qui ravit Sarkozy qui, incidemment, a soutenu la candidature du premier ministre belge). Les frontières définitives de l'Union Européenne se profilent à l'horizon et ne surprendront guère. Elles vont de l'Oural à la Méditerranée en passant par les Balkans mais en prenant soin de maintenir à l'extérieur les Etats qui ne partagent pas l'héritage chrétien. En clair, l'UE ne comprendra jamais le Maghreb ni l'Asie Mineure.

Ce débat, qui n'a rien de neuf ni d'original, porte sur la forme de l'Union Européenne. Il s'agit de savoir quels sont les contours d'une entité politique en formation. En tant que tels, les termes du débat existent virtuellement depuis la fondation de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier qui, comme son nom le laissait entendre, a toujours eu vocation à s'étendre au-delà des six Etats qui ont participé à sa création. L'UE contient dans son ADN politique une dynamique d'expansion qui ne peut faire l'économie de la question des frontières de l'élargissement. Dans cette perspective, l'intervention de Van Rompuy n'est jamais qu'une pique de rappel, le retour d'une discussion que la demande d'accession de la Turquie au statut d'Etat-membre rend plus prégnante mais qui est présente depuis la fondation du projet européen.

Mais à se focaliser sur le débat en ces termes (relation entre identités et frontières), on court le risque de masquer un dilemme politique encore plus fondamental. La question des frontières ne se pose pas qu'en marge du projet européen, comme une question sur les confins de l'Europe, sa forme et ses contours. En réalité, les frontières se trouvent au cœur même de l'interrogation européenne, comme une question sur le but et la nature de l'UE. A y regarder de plus près, ce qui rend la question de l'accession de la Turquie aussi sensible n'est pas tant la trajectoire historique turque, bien plus imbriquée dans l'histoire intellectuelle et culturelle de l'Europe que l'insistance sur les différences religieuses ne nous le laisse croire. Ce qui angoisse les élites européennes, c'est la crainte d'établir une jurisprudence, de créer un précédent qui redéfinisse les buts fondamentaux de l'UE. Car laisser les turcs joindre un identité collective sans en partager les traits supposément constitutifs, c'est reconnaître l'originalité radicale du projet européen et l'impossibilité d'en fixer des frontières définitives. Ce débat souterrain sur le devenir de l'Europe oppose l'Europe envisagée comme un corps et l'Europe conçue plutôt comme un idéal (LACROIX, 2008).

Dans le premier cas - l'Europe de Van Rompuy - un ordre politique ne peut se maintenir sans un appui communautaire. Il lui faut une identité partagée, un ancrage culturel et une histoire commune pour soutenir l'adhésion à ses institutions. Tout cela requiert un corps, un demos européen circonscrit par la reconnaissance d'un noyau de traits communs qui comprend, entre autres, la



Michel Verjux
Trois quasi tondi (On the bridge, and off), 2006
projection lumineuse (3 projecteurs)
pont Adolphe / Luxembourg
dans le cadre de l'exposition ONOFF, Casino Luxembourg, 2006/07 \ photo : Rémi Villaggi

chrétienté (propos aussi partagés par d'autres personnalités tels que Lech Walesa ou Valérie Giscard d'Estaing, de plus certains y ajoutent l'héritage des Lumières ou l'expérience traumatisante des deux guerres mondiales réinterprétées sous les traits de guerres civiles européennes). Ce corps politique, à l'instar d'un corps physique, ne peut s'étendre sans se diluer. Sa construction passe par la définition de ses frontières.

A en croire la seconde approche, l'Europe n'est pas tant une entité politique structurée qu'un projet. Cette Europe, forme d'utopie réalisée, est la concrétisation de la paix kantienne (par exemple, voir HABERMAS, 2000). Elle n'est pas la reproduction à un étage supérieur de l'ordre étatique mais le principe d'une régulation pacifique des relations internationales. Mais cette paix ne sera perpétuelle que le jour où son principe sera universellement reconnu. Qu'un seul Etat refuse de se plier à l'universalité du droit et le recours à la guerre n'est plus exclu. En d'autres termes, le cœur normatif européen est un projet et son succès ne peut advenir que s'il ne connaît pas de limites. Paradoxalement, l'Europe ne peut et ne doit pas connaître de fins.

Ces deux conceptions de l'Europe se construisent le long d'oppositions qui paraissent taillées à la serpe : corps/projet, communautarisme/universalisme, territoire/idée. Mais leur apparente hostilité réciproque ne doit pas masquer un point commun. Tant l'Europe de Van Rompuy que l'Europe de Kant voient dans la frontière une institution absolue. Alors que Van Rompuy l'appelle de ses vœux comme le réceptacle du corps européen et le rempart contre la dissolution de l'identité, Kant veut la dépasser. L'alternative se pose en termes

définitifs : soit en faire une ligne hermétique de partage du monde, soit la rendre obsolète. La Turquie sera soit rejetée hors du territoire européen, soit intégrée dans l'orbite grandissante des relations internationales pacifiées par l'accroissement de la coopération. Bref, on est encore dans des registres relativement classiques de la science politique avec d'une part une Europe-corps qui ressemble curieusement à un macro-Etat et d'autre part un projet européen qui n'est pas loin d'être une idéologie. Mais ces deux approches, chacune à sa façon, oblitérent une partie de l'originalité du processus politique européen.

Un des aspects les plus singuliers de la construction européenne est d'avoir réintégré les frontières au centre de la délibération démocratique. Sous la pression de l'intégration européenne, les frontières sont en passe d'opérer la transition du statut de données politiques à celui de variables démocratiques. La construction européenne, avec tout ce qu'elle implique en termes de libéralisation interne, a libéré la parole sur les rôles des frontières, leurs existences, leurs fonctionnements. Et avec le début de succès que l'on sait puisque les frontières intérieures sont, depuis les accords de Schengen, devenues poreuses sans pour autant avoir disparu. Pour éviter toute confusion, qu'il soit bien clair que lorsque l'on parle d'un débat démocratique sur les frontières, il ne s'agit pas d'un irrédentisme d'un autre siècle où la recherche de puissance des nations passaient par une remise en cause permanente des frontières existantes mais plutôt d'une appropriation démocratique d'un des derniers vestiges de l'absolutisme politique. L'Europe nous a permis de problématiser les frontières, de les voir comme des constructions politiques qui ne vont pas

de soi, puis de progressivement relativiser leurs rôles (Les analyses les plus fines sur le bouleversement du rôle des frontières par la construction européenne se trouvent dans BALIBAR, 2001). Dans l'espace intérieur européen, la question des frontières n'est pas celle de leur disparition mais bien celle de leur perméabilité et de leurs rôles.

L'Europe peut se targuer d'avoir forcé la serrure du débat sur les frontières. Mais l'on aurait tort de se satisfaire de si peu. Les accords de Schengen ne sont pas un aboutissement en soi et de nombreux chantiers restent à ouvrir. Si les frontières intérieures ont été relativisées, le cas de la Turquie nous enseigne que c'est encore loin d'être le cas pour les frontières extérieures. La question reste absolue : être ou ne pas être européen. Par ailleurs, alors que les flux de capitaux et de biens franchissent allègrement les frontières, les individus qui n'ont pas la chance de détenir ce sésame administratif qu'est le passeport européen continuent de faire l'expérience quotidienne des barbelés, des expulsions et du rejet. C'est aussi pour eux qu'il est urgent de remettre les frontières au centre de la délibération démocratique. ■

Bibliographie :

- BALIBAR, Etienne, Nous, citoyens d'Europe ? Les frontières, l'Etat, le peuple, La Découverte, Paris, 2001
- LACROIX, Justine, La pensée française à l'épreuve de l'Europe, Grasset, Paris, 2008.
- HABERMAS, Jürgen, Après l'Etat-nation : une nouvelle constellation politique, Fayard, Paris, 2000.
- MILLER, David, On Nationality, Clarendon Press, Oxford, 1995

FRONTEX: entre militarisation et spectacularisation des contrôles aux frontières

Denis DUEZ, Chargé de Cours à l'Institut d'Etudes Européennes des Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles
Christin FRÖHLICH, parliamentary assistant to Udo Bullmann

Le 13 février 2008, la Commission européenne présentait un « paquet frontières » comprenant trois communications relatives à la gestion intégrée des frontières extérieures de l'Union. Deux de ces textes, à savoir la communication sur l'évaluation et le développement futur de l'agence FRONTEX et la communication portant sur l'examen de la création d'un système européen de surveillance des frontières (EUROSUR), suggéraient des évolutions conséquentes eu égard au rôle joué par l'Agence pour la gestion des frontières extérieures des États membres de l'Union européenne. Le troisième texte, à l'ambition plus englobante, proposait quant à lui diverses pistes afin de préparer les prochaines avancées en matière de gestion des frontières de l'Union européennes.

Un peu moins de trois ans après le début des activités de l'Agence, le 1er mai 2005, la Commission menait donc une première évaluation de cette structure opérationnelle, mais aussi, plus largement, du projet de gestion intégrée des frontières de l'Union (*Integrated Border Management* ou IBM). Conformément au programme de La Haye qui lui enjoignait de procéder à cette évaluation, et en dépit d'un évident manque de recul sur les activités de FRONTEX, la Commission lui discernait à cette occasion un satisfecit global. Plus encore, elle recomman-

dait d'élargir le rôle de l'agence FRONTEX autant que ses besoins concrets l'exigeraient, et ce afin de lui permettre d'occuper une place centrale dans la stratégie de gestion intégrée des frontières de l'Union.

De fait, le renforcement de FRONTEX n'a pas attendu l'évaluation positive de la Commission. Alors que le budget initial de l'agence s'élevait en 2005 à 6,2 millions d'euros, il était déjà passé à 19,2 millions en 2006 et à 22,2 millions (plus 13 millions d'euros de réserve additionnelles) en 2007. Pour l'année 2009, il s'élevait à quelque 83,2 millions d'euros, soit plus de 13 fois le montant alloué à l'origine.

Combien de divisions ?

Cette confiance dans le développement futur de l'agence n'est pas sans soulever quelques interrogations. Un constat s'impose en effet à la lecture des documents de la Commission : ils ne contiennent aucune évaluation un tant soit peu critique des activités de FRONTEX pour la période 2005-2007. S'appuyant sur une approche essentiellement quantitative, l'évaluation souligne principalement l'accroissement du nombre d'opérations conjointes conduites aux frontières terrestres, maritimes et aériennes de l'Union ; le nombre de personnes

appréhendées ou interdites d'entrée aux frontières au cours de ces opérations

; ou encore le nombre de bateaux, avions, hélicoptères et autres équipements de surveillance (radars, véhicules, caméras thermiques et détecteurs mobiles) recensés dans l'inventaire central des équipements techniques disponibles (CRATE).

Cette lecture purement statistique – qui est également la lecture que l'on retrouve dans les rapports d'activités annuels de l'agence – n'offre qu'une vision partielle du travail de FRONTEX. Elle ne dit rien des obstacles rencontrés sur le terrain. La difficulté de l'agence à mobiliser de manière effective les moyens humains et matériels mis théoriquement à disposition par les États membres dans le cadre des opérations conjointes est ainsi passée sous silence. Pourtant, on se rappellera que l'opération NAUTILUS de patrouilles en Méditerranée centrale avait, par exemple, été interrompue plusieurs semaines durant au cours de l'été 2007 faute de moyens mis à disposition par les États membres. Dans la réalité, la solidarité et la détermination de façade se voit donc bien souvent contredite par les réticences des États membres et l'activité de l'agence achoppe sur la délicate question de la répartition des charges financières, mais aussi sur celle de la responsabilité en termes d'accueil des migrants interceptés en mer.

En fait, les rapports de l'agence FRONTEX, de même que sa stratégie de communication, semblent relever pour une grande part d'une sorte de spectacularisation de ses activités. Il s'agit de mettre en scène les actions qui sont entreprises ainsi que les succès locaux

– parfois indéniables – sans jamais proposer the big picture. À ce titre, on ne peut que souligner la

symbolique de la militarisation régulièrement mobilisée par l'agence pour rendre compte des opérations menées. Tout dans la communication de FRONTEX laisse à penser qu'une action vigoureuse, mobilisant des moyens conséquents, est actuellement

«Accorder la priorité au contrôle et à la surveillance des frontières»

engagée sur le front de la lutte contre l'immigration clandestine. Qu'il s'agisse du champ lexical utilisé pour décrire les opérations conjointes ou le réseau européen de patrouilles (EPN) – champ qui fait la part belle aux termes issus du monde de la défense –, de l'iconographie présentant les forces engagées (présentations chiffrées des hélicoptères, avions et navires repris dans CRATE) ou encore du recours récurrent aux représentations spatiales et à une cartographie qui n'est pas sans rappeler des plans de batailles, les exemples sont nombreux de ces connexions avec l'univers militaire. La récente participation de FRONTEX à la dernière conférence de l'Agence européenne de défense à conforter cette impression.

Une tendance lourde au contrôle et à la surveillance

Si elle correspond à la stratégie de communication de FRONTEX, la mise en avant des moyens matériels et humains, de même que l'approche essentiellement quantitative du contrôle des flux migratoires, témoignent aussi d'une tendance lourde de la lutte contre l'immigration clandestine qui consiste à accorder la priorité au contrôle et à la surveillance des frontières au détriment d'autres types de réponses qui viseraient, par exemple, à prévenir la migration irrégulière dans les pays d'origine ou encore à renforcer les possibilités de migration légale.

Le développement du projet EUROSUR est révélateur, pour ne pas dire symptomatique, de cette tendance. Ce projet doit en principe permettre aux États membres d'acquérir une parfaite connaissance de la situation à leurs frontières extérieures et d'accroître la capacité de réaction de leurs services répressifs. Fondé sur le principe de l'interconnexion des systèmes de surveillance déjà existants dans les différents États membres, EUROSUR devrait fournir un cadre technique commun permettant de rationaliser la coopération et la communication entre les autorités nationales compétentes. Ce « système des systèmes » vise en particulier à faciliter l'emploi de technologies de pointe aux fins de la surveillance des frontières.

En termes d'objectifs politiques, EUROSUR répond à une triple finalité. Il s'agit en effet

d'empêcher le franchissement non autorisé des frontières de l'Union, de renforcer la sécurité intérieure de l'Union européenne en contribuant à la prévention de la criminalité transfrontalière et, enfin, de réduire le nombre de migrants illégaux qui perdent la vie en mer. Quoique régulièrement mise en évidence, cette problématique du sauvetage des migrants en difficulté apparaît toutefois comme la pièce rapportée d'un dispositif d'abord et avant tout pensé comme un instrument du contrôle migratoire. Par ailleurs, la capacité d'un système tel que EUROSUR à rencontrer les deux autres objectifs mentionnés peut être questionnée. L'expérience espagnole au large des côtes de l'Andalousie et des Canaries a montré la grande efficacité locale de ce type de dispositif, mais elle a aussi souligné son échec au niveau global. En d'autres termes, chaque renforcement de la surveillance des frontières tend à entraîner non pas un tarissement des flux irréguliers mais plutôt une réorientation de l'activité des passeurs vers des zones moins surveillées. Or, si la possibilité de mettre en œuvre une surveillance électronique tout au long des frontières de l'Union est techniquement envisageable, la mise en place d'un réseau de patrouilles à cette même échelle l'est beaucoup moins tant en raison de son coût que de la symbolique politique qu'une telle décision supposerait.

En définitive, les discours actuels sur les stratégies et sur les techniques de surveillance des espaces frontaliers, discours qui sont logés au cœur de la stratégie IBM, nourrissent un fantasme, celui d'un contrôle absolu sur les entrées et les sorties dans l'espace européen. Ils accèdent à l'idée qu'il est possible de promouvoir les mobilités légitimes – qui se traduisent en centaines de millions de franchissements des frontières de l'Union chaque année – tout en contraindant efficacement les mobilités jugées illégitimes, à savoir celles des migrants des pays du Sud qui cherchent, quelque en soit les conditions et le prix, la chance d'une vie meilleure en Europe.

Ces discours, lorsqu'ils tendent à concentrer en eux l'essentiel de la politique européenne en matière d'immigration clandestine, oublient un paramètre fondamental de l'équation migratoire : la grande majorité des

sans-papiers n'ont pas franchi illégalement les frontières de l'Union. Ils y sont entrés munis d'un titre de voyage valide et sont devenus illégaux, soit à l'expiration de ce titre, soit en enfreignant les conditions de leur séjour, par exemple en exerçant une activité rémunérée. Un projet de lutte contre l'immigration clandestine qui ferait de la gestion des frontières extérieures sa seule priorité ne pourrait dès lors que rater sa cible. ■

Bibliographie :

- Duez, Denis, L'Union européenne et l'immigration clandestine. De la sécurité intérieure à la construction de la communauté politique, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, coll. Études européennes, 2008.
- Jeandeboz, Julien, « Reinforcing the Surveillance of EU Borders: The Future Development of FRONTEX & EUROSUR », Challenge Research Paper, n°11, August 2008.
- « Rapport sur l'évaluation et le développement futur de l'agence FRONTEX », Communication de la Commission du 13 février 2008, COM (2008) 67 final.
- « Examen de la création d'un système européen de surveillance des frontières (EUROSUR) », Communication de la Commission, le 13 février 2008, COM (2008) 68 final.
- « Préparer les prochaines évolutions de la gestion des frontières dans l'Union européenne », Communication de la Commission du 13 février 2008, COM (2008) 69 final.

Euregio Maas-Rhein

Hans NIESSEN, Directeur de la EUREGIO Maas-Rhein

Die Euregio Maas- Rhein ist eine der ältesten grenzüberschreitenden Kooperationsstrukturen in der EU. Trotz der Komplexität der Region mit drei Nationalstaaten, drei Sprachen und fünf Kulturen hat sich die EMR durch ihre kreativen und richtungweisenden grenzüberschreitenden Projekte

auf europäischer Ebene einen Namen als Vorreiterin auf dem Gebiet der grenzüberschreitenden Kooperation gemacht.

Des Europäische INTERREG-Programm, Teil der Europäischen Fonds für regionale Entwicklung ist für die Europäischen Grenzregionen eine äußerst wichtige Unterstützung bei der Finanzierung von Projekten, die das Zusammenwachsen der Grenzregionen fördern sollen. In nunmehr 4 Förderphasen sind seit 1992 mehrere hundert Millionen Fördermittel in die EMR geflossen. Daraus sind ganz entscheidende Impulsprojekte im Bereich Wirtschaft-

sentwicklung, Bildung, Arbeitsmarkt, Kultur und Tourismus sowie im Bereich der Gesundheitsversorgung der Bürger der Grenzregion EMR gefördert worden. Exemplarisch seien hier nur drei richtungweisende Projekte genannt, die wegen ihres innovativen Charakters in anderen Teilen Europas Nachahmung gefunden haben.

Das Projekt EPICC Euregional police information and communication center

Bei diesem Projekt handelt es sich um eine Einrichtung, in der belgische, deutsche und niederländische Polizeibeamte gemeinsam Dienst tun. Sie haben jeweils Zugriff auf ihre nationalen Informationssysteme und



können, weil sie im selben Büro und sogar am selben Tisch sitzen, auf sehr einfache Art und Weise Informationen austauschen. Ein in Aachen Dienst tuender Streifenbeamter kann durch einen Anruf beim EPICC-Zentrum in Heerlen sehr schnell erfahren, ob ein belgisches Fahrzeug, das er gerade überprüft, polizeilich gemeldet ist oder nicht. Das EPICC-Projekt zeichnet sich vor allen Dingen dadurch aus, dass es nach einer Anschubfinanzierung durch INTERREG nicht beendet wurde, sondern durch die zuständigen Behörden weiterfinanziert wird.

Das Projekt Zorg over de Grens

Die europäische Union hat in ihrer Verordnung 1408/71 geregelt, welche Gesundheitsleistungen die Bürger in anderen EU-Mitgliedsstaaten in Anspruch nehmen können. Im Projekt „Zorg over de Grens“ haben sich deutsche, belgische und niederländische Krankenkassen darauf verständigt, die Prozedur der Abrechnung solcher Leistungen wesentlich zu vereinfachen. Für Bürger der Euregio Maas-Rhein ist eine vorherige Genehmigung von Facharztbesuchen jenseits der Grenze nicht mehr erforderlich. Entsprechende Überweisungen werden auf einfache Anfrage zugestellt. Besonders für die Bewohner der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens eröffnet sich durch dieses Projekt die Möglichkeit, in der eigenen Sprache fachärztlich besser betreut zu werden.

Das Projekt Taskforce Grenzgänger

Für die ca. 20.000 Arbeitnehmer die in der EMR täglich die Grenze überschreiten um zu ihrem Arbeitsplatz zu gelangen, sind die wichtigsten Fragen bezüglich Sozialversicherung und Steuern geregelt. Der Teufel steckt aber im Detail. Sobald die Situation des betroffenen Arbeitnehmers aus der Reihe fällt, treten Probleme auf, die nicht selten einen Spießrutenlauf durch die Behörden nach sich ziehen. Im Projekt Taskforce Grenzarbeiter Bemühen sich Juristen darum solche Fälle genau zu analysieren und durch Interventionen bei den zuständigen Behörden Lösungen zu bewirken. Im Projekt Taskforce Grenzgänger geht es um einen ganz grundsätzlichen Gedanken bei der grenzüberschreitenden Kooperation. Es soll erreicht werden, dass die zuständigen

nationalen Behörden in den Grenzregionen Flexibilität an den Tag legen. Die am Arbeitsmarkt relevanten nationalen Gesetzgebungen werden in den kommenden Jahrzehnten mit großer Wahrscheinlichkeit nicht europäisch harmonisiert werden. Die unterschiedlichen Rechtsrahmen werden also in den Grenzregionen auch künftig immer wieder zu besonderen Mobilitätshürden führen. Dieses strukturelle Problem muss strukturell gelöst werden, indem besondere flexible für die verschiedenen Grenzregionen angepasste Werkzeuge zur Überbrückung der nationalen Systemunterschiede eingesetzt werden. Die Taskforce Grenzarbeiter kann als Modell eines solchen Werkzeugs dienen.

Was tut Europa?

Die Europäische Union hat erkannt, dass die Grenzregionen in Europa wichtige Laboratorien für die europäische Integration sind. 30% alle Europäer leben in Grenzregionen die 40% des EU-Territoriums darstellen. Sie hat daher im Rahmen ihrer vierten Programmierungsphase ihrer Kohäsionspolitik den Fonds für territoriale Zusammenarbeit (bisher INTERREG) eingerichtet und für den Zeitraum 2007-2013 mit 7,75 Milliarden Euro ausgestattet.

Um INTERREG-Mittel gewährt zu bekommen, müssen die Programmgebiete sich äußerst komplexen Regeln unterwerfen. In einem s.g. Operationellen Programm müssen auf der Grundlage einer SWAT-Analyse die Entwicklungsperspektiven des Programmgebietes aufgezeigt werden. Diese Entwicklungsziele müssen sich darüber hinaus in die großen politischen Schwerpunkte der EU (Lissabon und Göteborg) einordnen.

Die EMR Vision

Wo Grenzen nicht durch geographische Merkmale, sondern durch politische und kriegerische Prozesse gezogen worden sind, gleichen die Grenzregionen manchmal einem fruchtbaren Acker, der von einem Zaun durchquert wird, und deshalb nicht optimal bestellt werden kann. In der Euregio Maas-Rhein durchqueren gleich zwei Staatsgrenzen ein Gebiet, das mit seinen 3,9 Millionen Einwohnern und 10.000 km², mit vier Hauptzentren, Aachen,

Lüttich, Maastricht und Hasselt, mit 5 Universitäten, 19 Hochschulen und 200.000 Unternehmen eigentlich ein beachtliches sozioökonomischen Potenzial hat. Die Öffnung der Grenzen und die einheitliche Währung haben viele Bürger neugierig gemacht, ob sie ihren Aktionsradius nun entsprechend vergrößern können. Politiker und Unternehmer prüfen, ob die Voraussetzungen für eine starke sozioökonomische Regionalentwicklung hin zu einem „grenzüberschreitenden polyzentrischen Metropolraum Maas-Rhein“ gegeben sind.

Die Formel „grenzüberschreitender Entwicklungsraum“ könnte zu einer dynamisierenden Vision für die EMR werden. Wenn es gelingt, bedeutende Potenziale für die sozioökonomische Entwicklung der EMR aufzuzeigen, dann ist es sicher möglich, die Protagonisten aus Wirtschaft, Kultur, Dienstleistung und Politik dafür zu gewinnen, stärker zusammenzuarbeiten um diese Potenziale zu erschließen. ■

Migrations et Frontières: Contradictions et Défis Européens

Maximos ALIGISAKIS, Chargé de Cours à l'Institut européen de l'Université de Genève

Actuellement, 200 millions de personnes (3% de la population mondiale) vivent dans un autre pays que celui de leur naissance. Ce taux reflète l'augmentation régulière, depuis plusieurs années, des flux migratoires dont le continent européen constitue une destination privilégiée. Dans le cas de l'Union européenne (UE), il convient de signaler la double nature des mouvements migratoires : la relativement faible mobilité intra-européenne (autour de 2%) et la migration extra-européenne (l'étranger non européen, le requérant d'asile, le clandestin, ...), qui est deux à trois fois supérieure à la précédente. Dans ce contexte, il s'agit d'examiner le lien entre l'immigration et la problématique des frontières.

La première remarque concerne l'accord de Schengen lequel crée un grand paradoxe depuis 1985. En effet, la liberté de circulation interne devient une entrave pour la circulation libre de toute personne venant de l'extérieur, avec des contrôles forts aux frontières et une tendance vers la criminalisation potentielle de l'étranger. Ces pratiques, qui semblent se banaliser, posent un problème grave pour nos valeurs fondamentales et nos principes moraux : nous construisons deux humanités, une qui a droit de circuler librement et une autre qui n'a pas ce droit. A l'ère de la globalisation et dans le continent des droits de l'Homme, la contradiction est frappante.

La deuxième observation concerne l'euro-péanisation des politiques migratoires. Même si plusieurs études démontrent les limites et les difficultés, nous pouvons avancer l'hypothèse, du moins depuis le Traité d'Amsterdam, que l'euro-péanisation de la politique migratoire est en marche. Certes, ce processus est lent et fortement influencé par les marchandages intergouvernementaux. Il convient surtout de souligner le fait que les applications des principes migratoires passent par les Etats. Ce qui atténue les orientations communes.

Toutefois, cette euro-péanisation, même à géométrie variable, accentue quelques tendances lourdes : la lutte contre l'immigration clandestine devient prioritaire ; la politique d'immigration choisie domine ; les politiques communes de retour (volontaire ou forcé) des requérants déboutés se généralisent ; la coopération du contrôle des frontières (Frontex) avance vite tandis que l'aide au développement stagne. Le Pacte européen sur l'immigration et l'asile (approuvé par le Conseil européen des 15 et 16 octobre 2008 à Bruxelles, sous la présidence française) est largement imprégné de cette philosophie sécuritaire du contrôle des frontières. La limitation des régularisations des travailleurs illégaux est imposée. Les accords bilatéraux conclus entre les Etats-Membres et les pays tiers ou les coordinations multilatérales initiées par l'UE, visant à externaliser la gestion des flux migratoires vers la périphérie de l'Europe, complètent le tableau.

En somme, l'euro-péanisation ne détruit pas les frontières. Elle les déplace. Dans le cas des

migrations, l'UE prendrait tendanciellement un certain poids par rapport aux Etats ; mais on peut aussi dire que l'UE est la prolongation des Etats et de leur souveraineté.

A ce propos, le clivage entre Etats frontaliers et non frontaliers est un élément extrêmement intéressant du point de vue de la théorie et de la pratique politiques. Avec Schengen, les pays sans frontières extérieures, ou sans contact avec les flux migratoires, cèdent formellement une partie de leur souveraineté aux pays ayant des frontières extérieures ou en contact avec l'immigration. Par exemple, l'Autriche dépend du travail qui est fait à Malte et les Allemands sont les obligés des Italiens. D'une certaine manière, la Grèce ou l'Espagne ont une sur-souveraineté par rapport à la République tchèque ou le Luxembourg (sous-souverains, car sans frontières avec l'extérieur).

La réalité est, bien évidemment, beaucoup plus complexe, voire plus perverse. En cédant le contrôle des frontières (une marque de souveraineté), les pays non frontaliers (pays intérieurs) cèdent aussi une charge

lourde. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les pays du sud de l'Europe commencent à demander

de l'aide matérielle et technique pour faire face à ce fardeau. Puis, et cela est encore plus sournois, les pays frontaliers essayent d'une manière plus ou moins informelle d'extérioriser le problème des flux des clandestins ou des requérants d'asile vers les pays tiers (par exemple, ce que fait l'Italie avec la Libye).

En dernier lieu, il s'agit d'examiner la position européenne par rapport au scénario des migrations sans frontières (MSF), lancé

«L'euro-péanisation ne détruit pas les frontières. Elle les déplace»



par un groupe de réflexion de l'UNESCO (PECOUD & GUCHTERNEIRE, 2009). Dans ce cadre, nous partons de l'idée que les migrations constituent un bien public mondial (BADIE & Al., 2008) et que le droit de partir (émigration) doit se conjuguer avec le droit de s'installer ailleurs (immigration). De toute évidence, si l'UE offre à ses citoyens les deux droits, l'immigration n'est pas garantie pour les extracommunautaires. Cependant, le scénario de la MSF n'est pas complètement à exclure étant donné que l'UE a promu sur son territoire la libre circulation des personnes et que la société européenne en construction est de facto multiculturelle.

Pourtant, d'autres difficultés semblent pour l'instant insurmontables pour la MSF au niveau européen. Il s'agit, pour l'essentiel,

de la citoyenneté européenne qui exclut tous ceux qui n'ont pas la nationalité d'un pays de l'Union. Cette dernière offre toujours une citoyenneté exclusive, reproduisant le modèle de la frontière à l'échelle de l'Europe forteresse. Un autre obstacle à la MSF est celui de l'Etat social. Comment faire pour insérer l'étranger, surtout quand il vient sans trop de ressources, au(x) modèle(s) social(aux) européen(s) ? En effet, pour que la MSF puisse fonctionner un certain nombre de pré-conditions sont nécessaires : une identité ouverte liée à une citoyenneté inclusive et la distribution d'une allocation universelle ce qui semble, du moins actuellement, fort improbable. En attendant, le couple migration – frontière aura encore un bel avenir en Europe. ■

Bibliographie :

- BADIE Bertrand et al., Pour un autre regard sur les migrations. Construire une gouvernance mondiale, Paris, La Découverte, 2008.
- PECOUD Antoine et Paul de GUCHTENEIRE (dir.), Migrations sans frontières, Paris, Unesco, 2009.

Sous les cimes suisses, la plaine

Cenni NAJY, Etudiant en Master, Institut européen de l'Université de Genève. Rédacteur Eyes on Europe, Genève

A l'heure des vols «low-cost», de l'automobile reine et même de la possible introduction de gigantesques poids lourds de 60 tonnes sur les routes européennes, il reste un moyen de transport encore relativement peu considéré: le train. En effet, même si d'aucuns estiment souvent que le tour de la question a déjà été fait, tant les rapports émanant de la Commission comme d'un certain nombre de gouvernements nationaux ont été nombreux sur ce sujet, il n'en demeure pas moins que le grand public comme un certain nombre de spécialistes sont encore loin d'apprécier son réel potentiel. A ce sujet, les implications bénéfiques qu'il pourrait procurer aux Sociétés du Vieux Continent, à long terme, ont-elles aussi été délaissées. Celles-

ci s'articulent principalement autour de deux champs: l'environnement et la réduction des temps de parcours c'est à dire, in fine, la disparition de «frontières pratiques». Dans ce cadre, il paraît opportun de s'intéresser à un projet qui, de par ses dimensions et sa position centrale dans le système européen des transports, présente une véritable «plus-value» pour l'UE: la nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes. Et, plus particulièrement, la clé de voûte de ce projet: le tunnel de base du Saint-Gothard. En effet, même si ce chantier ne se trouve pas sur le territoire de l'Union (exception helvétique oblige), il ne fait aucun doute qu'il revêtira une importance tout à fait stratégique pour Bruxelles.

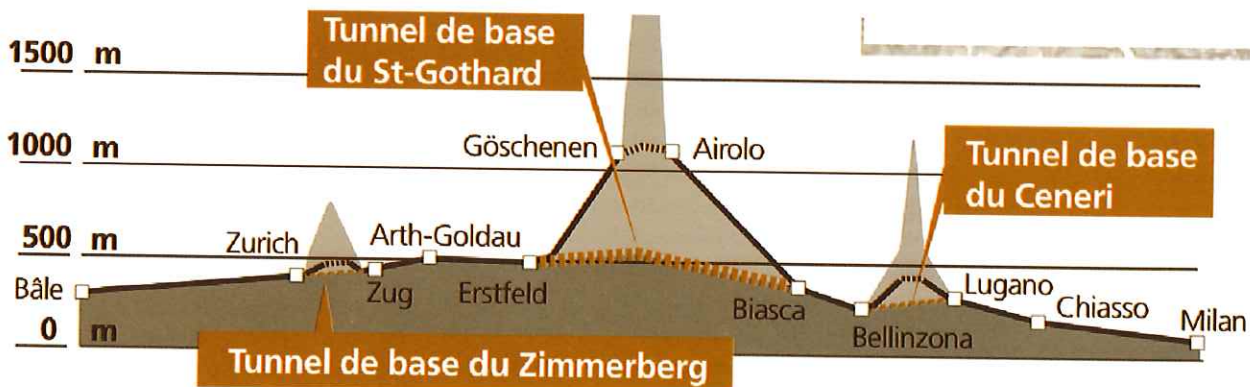
De l'utopie à la réalité: la longue histoire d'un projet pharaonique

L'idée de creuser une véritable tranchée ferroviaire rapide à travers les Alpes suisses, pouvant relier le nord de l'Europe à son sud à hauteur du massif du Saint Gothard notamment, ne découle pas d'une réflexion récente. De fait, dès la fin des années 1940,



un certain nombre d'experts en transports avait déjà préconisé sa réalisation. Quelques années plus tard, le Conseil Fédéral suisse s'était même saisi directement de l'affaire et plusieurs études de faisabilité avaient démontré que le franchissement était possible (à un coût qui semblait raisonnable).

En effet, même si un tunnel existait déjà à l'emplacement même du massif du Saint-Gothard (entre les localités de Göschenen dans le canton d'Uri et celle d'Airolo dans celui du Tessin), son franchissement de-



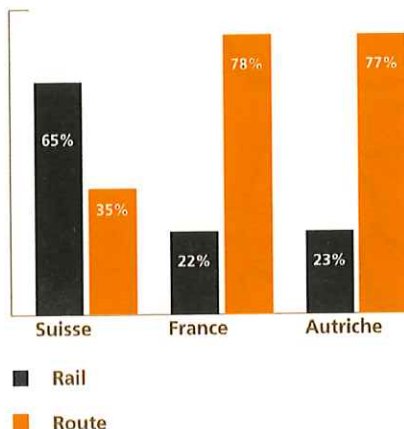
meurait malaisé. Ceci pour une raison toute simple: les trains devaient gravir de nombreuses portions pentues avant de pouvoir accéder à la galerie elle-même (construite en 1881 à une altitude de près de 1200 mètres et sur une longueur de 15 km). Ainsi, les coûts en énergie ainsi qu'en temps de parcours se chiffraient à un montant élevé pour les chemins de fer fédéraux suisses. Et, ceci se répercutait donc, mécaniquement, sur le transit européen des marchandises et des voyageurs. En outre, l'accès au tunnel à des convois très lourds était impossible. Il fallait donc les fractionner. Ce qui induisait naturellement une augmentation significative d'un certain nombre de nuisances (sonores, risque de collision etc.).

Ainsi, après de nombreux d'avatars, y compris devant le peuple suisse, démocratie directe oblige, un projet est retenu au début des années 1990. Devisé à plusieurs milliards d'euros actuels, il comprenait notamment le percement de plusieurs tunnels à travers deux axes de franchissement des Alpes: Berne-Milan et Zürich-Milan:

L'un d'entre eux fut nommé «tunnel de base du Saint-Gothard». Comportant deux tubes d'environ 57 kilomètres chacun, un record mondial absolu, ce dernier devait permettre aux automotrices de franchir les Alpes à grande vitesse (environ 250 km/h), contribuant ainsi à réduire de manière significative l'importance de l'une des dernières grandes frontières naturelles d'Europe de l'Ouest. En effet et, c'est ici un point capital, son tracé se trouvait à une altitude dite «de plaine» (soit environ 500 mètres au dessus du niveau de la mer).

Cela étant, les difficultés ne manquaient pas. En effet, même si les premiers sondages et autres forages s'étaient montrés plutôt optimistes, il n'en demeurait pas moins que les deux tubes étaient hors normes à bien des égards. Car, jamais l'homme ne s'était aventuré à creuser si loin et si profond dans une roche d'une grande dureté (granit de Medel) pour y faire passer des trains. De

Trafic marchandises traversant les Alpes



même, on pourrait aussi évoquer les obstacles issus des impératifs de sécurité pour les différentes rames (signalisation, stations multifonctions etc.) et les risques encourus sur le chantier pour les ouvriers (problèmes de température élevée sur le chantier). Bref, la tâche s'annonçait ardue.

Néanmoins, les travaux d'excavation des deux tubes débutent en 1998 et avancent normalement jusqu'à ce qu'une série de difficultés techniques très variés (notamment liées à des infiltrations d'eau chaude) ne viennent retarder les efforts du consortium mis sur pied pour la réalisation du tunnel: *Alptransit*. Toutefois, travaillant d'arrache-

«C'est bien la Suisse, vers lequel l'UE et ses pays membres devrait aujourd'hui se tourner»

piéd, ce dernier réussi à partir de 2007 à rattraper une partie du retard. De telle sorte que le percement final (entre les points d'attaque de Sedrun et de Faido) devrait avoir lieu au début de l'automne de cette année déjà. Quant à l'inauguration elle-même, *Alptransit* la prévoit aujourd'hui aux alentours de 2017 (alors que le premier agenda tablait sur 2015). Ce qui, somme toute, est plutôt remarquable face à l'ampleur du projet (et notamment aux milliards de mètres cubes de roches extraits de la montage).

Implications pour l'UE

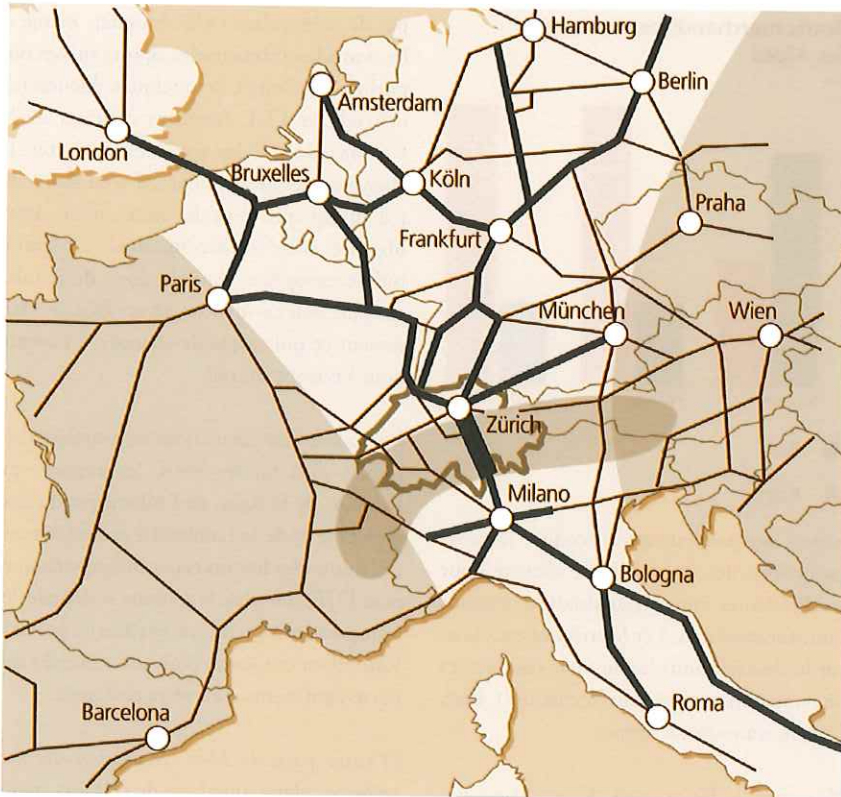
Si les conséquences du projet ont déjà été maintes fois discutées sur l'espace public suisse, force est de constater qu'il n'en est

pas de même dans l'UE. En effet, même si les nouvelles transversales alpines suisses ont parfois fait l'objet de quelques documents officiels de l'UE (certains officiels de la Commission daignant même visiter le chantier sporadiquement), il n'en demeure pas moins que le projet reste encore assez obscure voire même inconnu du grand public européen. Tentons donc de réduire quelque peu ce «déficit» en soulignant clairement ce qui risque de changer, à l'avenir, pour l'Europe du rail.

Prima facie, les circulations de marchandises seront plus faciles entre les espaces du Benelux, de la Ruhr, de l'Allemagne du Sud d'un côté et de la Lombardie et du Piémont de l'autre (des bassins économiques critiques pour l'UE). De plus, la colonne vertébrale des transports européens, située entre les ports de Rotterdam et Gênes, pouvant accueillir des porte-conteneurs, s'en verra renforcée.

D'autre part, *la libre circulation des travailleurs*, pierre angulaire de certains traités communautaires et pourtant encore faible (du moins comparativement à celle étasunienne), sera facilitée entre ces grands pôles d'emploi. Ainsi, il ne faudra plus qu'environ quatre heures pour relier Karlsruhe, Stuttgart et Strasbourg à Milan par exemple, contre six à sept actuellement.

A vrai dire, c'est là un point nodal de ce projet: rendre plus aisées les circulations de toute sorte au sein de l'UE, par delà les «frontières pratiques» restantes. En effet, pour l'Europe d'hier comme d'aujourd'hui les diverses circulations qui y prennent régulièrement place à son niveau «micro» demeurent vitales. Or, mettre en contact les européens n'entraîne pas que des conséquences économiques ou sociales, bien que la libre circulation des travailleurs revêtisse aujourd'hui une certaine importance face aux chocs asymétriques dont est parfois victime la zone euro. En effet, il s'agit aussi d'un moyen de faire prendre conscience à chacun d'entre eux de *la proximité qui les lie*. Proximité dont les circulations virtuelles, liées aux nouvelles technologies de l'information, n'arriverons jamais à faire aussi bien état. Ceci, du fait de leur caractère trop souvent informel et moins «humain».



Le Saint-Gothard: la traversée des Alpes la plus rapide

Dans un autre registre, favoriser les circulations par la rail plutôt que par la route et, à fortiori, les airs recèle deux autres avantages: une grande *efficacité économique* ainsi qu'*environnementale*. En effet, dans le *double* contexte actuel de crise économique et financière d'une part ainsi qu'*environnementale* de l'autre, ce moyen de locomotion paraît clairement le plus approprié. D'ailleurs, la plupart des études en la matière l'ont déjà souligné. Ainsi, pour une tonne (comme pour un passager) transportée sur un kilomètre par le rail et à vitesse égale, les rejets de gaz à effet de serre dans l'atmosphère sont bien moins importants. Le coût total (personnel, matériel) demeure relativement modeste. Ce qui est tout à fait exceptionnel, tant les nouvelles technologies propres des transports, dont on nous parle beaucoup à l'heure actuelle, sont souvent plus onéreuses que celles polluantes.

En outre, le rail a aussi la particularité, assez rare, de faire preuve de *flexibilité* et

d'adaptabilité. En effet, de par le système dit du feroutage (dont la Suisse est pionnière), il est possible de transporter un certain nombre de véhicules automobiles (dont les poids lourds les plus gourmands en carburant) sur des wagons prévus à cet effet. Ainsi, il est possible d'emprunter le train tout en gardant le plaisir et, peut être, le confort d'emporter sa propre automobile.

Face à ce qui vient d'être avancé, il faut constater que c'est bien la Suisse, Etat souvent raillé sur le Vieux Continent (par exemple en matière de fiscalité), vers lequel l'UE et ses pays membres devrait aujourd'hui se tourner. En effet, à l'heure où d'autres projets ferroviaires importants sont évoqués, (comme celui devant relier Lyon à Turin ou Innsbruck à Bolzano) ces derniers pourraient profiter d'un véritable *savoir-faire* helvétique en la matière. Et, plus encore, le cas suisse pourrait démontrer, *in concreto*, les bienfaits du *choix stratégique* que représente, au XXI^{ème} siècle, le ferroviaire face à tout autre forme de transport.

Car, si les investissements demeurent lourds face à de pareils projets, les fruits qui pourraient en être retirés seraient, comme nous venons de le voir, tout à fait importants. Dans ce cadre, le *courage politique* de ce petit pays doit être salué. En effet, face aux très nombreuses difficultés économiques, techniques et même politiques, ses autorités ont néanmoins réussi (le tunnel est aujourd'hui percé à plus de 95%) à tenir le cap de ce projet et à présenter une politique des transports cohérente en ce début de décennie 2010. Reste à savoir si les européens réussiront, eux aussi, à franchir cette ultime frontière: l'appréhension.... ■

Bibliographie:

- <http://www.bls.ch/f/infrastruktur/neat-konzept.php>
- http://www.alptransit.ch/fr/?no_cache=1
- www.bav.admin.ch/dokumentation/publikationen/00475/00476/00714/index.html?lang=fr
- SCHWOK, René, "Suisse-Union Européenne, adhésion impossible ?", presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2006.
- JEKER, Rolf, "Gotthard-basis tunnel. Der längste tunnel der Welt", Werd Verlag, Zürich, 2002.

HERE IS A TAX YOU'LL LIKE!

A social crisis: 7 million jobs lost

An economic crisis: 3000 billion loss in public debt

A way out of this mess: the
Financial Transaction Tax



Taxing 0.05% on every financial transaction would generate €200 billion in Europe, create 2 to 3 million jobs and counter the financial speculation that has caused the crisis

With you, we can make it happen
Join the campaign for a Financial Transaction Tax at www.pes.org

L'Ukraine quitte-t-elle l'Europe ?

Amaury MOUGEL, Etudiant en Master à l'Institut d'Etudes Européennes (ULB)

Independence Square is empty, the Orange revolution has run out of steam; in fact it never came to the boil. Cette phrase résume assez bien l'idée développée dans le quotidien électronique russe La Pravda, connu pour ses prises de positions nationalistes et anti-occidentales dans son article du lundi 8 février Yanukovych Wins Ukrainian Presidential Election. Where is the Orange Revolution Now?. Un diagnostic qui, quoique présenté selon des modalités clairement différentes, est partagé par la majorité des médias occidentaux: si les ukrainiens ne descendent pas à nouveau dans la rue suite à la victoire du candidat Ianoukovytch, la révolution orange aura vécu.

Ce type de prise de position de part et d'autre laisse planer sur les élections ukrainiennes un climat de pseudo guerre froide, qui leur confère un caractère plus passionné hors des frontières qu'en Ukraine même. Et peut-on croire que l'équation politique d'un pays est aussi simple que : d'un côté Victor Iouchtchenko, défenseur de la démocratie et pro-occidental, de l'autre Victor Ianoukovytch, défenseur d'un ordre politique d'un autre âge et pro-russe ?

Ianoukovytch, élu en 2010, rejettera-t-il dans le giron russe une Ukraine que Iouchtchenko avait, en 2004, entièrement tournée vers l'Europe et l'Occident ? La réalité est probablement plus complexe. Peut-être

faut-il comprendre les élections de 2004, puis celle de 2010, non pas en terme de *révolution* ou *contre-révolution*, mais comme des étapes dans l'évolution de la jeune démocratie ukrainienne ou comme une sorte d'effet de balancier inhérent à la situation géopolitique particulière de l'Ukraine.

Une opposition dichotomique démentie par les faits

En se concentrant sur la politique extérieure, on constate que l'opposition médiatique ne résiste pas à l'analyse des faits. Tout d'abord, la présidence de Iouchtchenko n'a pas été un mandat homogène, et l'enthousiasme qui a immédiatement suivi la *révolution orange*, a rapidement fait place au pragmatisme. Iouchtchenko, une fois la révision constitutionnelle adoptée en 2006 a vu ses pouvoirs de président fortement diminué et a dû transiger avec un premier ministre issu de la majorité parlementaire. Entre juillet 2006 et avril 2007, celui-ci n'était autre que Victor Ianoukovytch... et ensuite Mme Timochenko, en conflit régulier avec le président, a également suivi une politique pragmatique vis-à-vis de Moscou.

D'un autre côté, pour Mme Alexandra Goujon, Politologue spécialiste de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, maître de conférence à l'IEP de Paris, lors d'une conférence à l'Université de Bruxelles, intitulée *Analyse des élections présidentielles ukrainiennes de janvier-février 2010*, le 19 février 2010, Victor Ianoukovytch, même *s'il mène une politique extérieure plus favorable envers la Russie*, n'est pas pour autant anti-européen, discute, mène des actions en commun avec les institutions de l'Union Européenne. Il est également favorable à la signature d'un accord d'association; et sait que, une trop grande implication de la Russie dans l'économie ukrainienne, n'est

pas forcément bonne pour son pays et est clairement mauvaise pour les affaires de certains de ses alliés du parti des régions...

Quelques mois d'espérance pour une franche déception...

Ainsi, le très fort engouement pro-occidental en Ukraine, symbolisé par la *Révolution Orange*, s'il n'a pas disparu, ne se retrouve plus aujourd'hui sous la même forme. Les ukrainiens ont en effet été déçus par l'Union Européenne. Ils pensaient que s'arrimer au modèle européen correspondait à aller vers plus de démocratie et de prospérité, un espoir que les faits ont démentis, les quelques dernières années ayant plutôt vu une montée du chômage et l'arrivée de la crise économique. Et comment garder espoir alors que les dirigeants européens ont clairement fait comprendre à l'Ukraine que leur adhésion était impossible à court et même à moyen terme. Ici, ne faut-il pas se demander quelle est la part de culpabilité des européens eux-mêmes, dans le mouvement de retour du balancier ukrainien... ?

Un balancier pour l'indépendance

Le terme de balancier était souvent utilisé pour qualifier la politique extérieure russe, principalement à l'époque tsariste, pour symboliser son hésitation, et ses va-et-vient entre une politique tournée tantôt plutôt vers l'Europe, tantôt plutôt vers l'Asie. Il incarne également assez bien la politique ukrainienne actuelle, balançant entre l'Union Européenne et les pays de la CEI, notamment parce que l'Ukraine est un pays pivot entre ces deux régions du monde. Il existe cependant plusieurs autres raisons comme le fait que la culture ukrainienne plonge ses racines à la fois dans des expériences polonaises, centre-européennes, autrichiennes éventuellement, et russes mais aussi parce que la terre d'Ukraine est



dans la politique étrangère ukrainienne que l'élection de Ianoukovitch ne remettra probablement pas en cause, et viendra peut-être confirmé, voire rendre incontournable: l'Ukraine ne peut plus ignorer l'Union Européenne. Le choix par le président ukrainien de Bruxelles comme première destination à l'étranger après son élection, n'est-il pas la preuve éclatante de cette vérité? ■

ballotée entre Est et Ouest depuis toujours, à l'instar des cosaques Zaporogues du Taras Boulba de Gogol, qui hésitèrent entre lutte et alliance avec les Polonais, les Russes ou les Ottomans.

Ainsi, après une trop longue période tournée vers la Russie, et également parce que les intérêts du pays l'incitaient à se tourner de l'autre côté, le balancier ukrainien s'est mis en branle. Cela a été le rôle de Victor Iouchtchenko. L'époque s'y prêtait et les premiers pas avaient déjà été réalisés par ses prédécesseurs. Mais ce n'est pas parce que le balancier part d'un côté qu'il oublie l'autre. Ici, la Révolution Orange a permis à l'Ukraine d'envoyer un message à Moscou et de rééquilibrer sa politique étrangère et économique. Mais, après cette secousse, et certes, une réponse violente de Moscou à ce message, l'Ukraine s'est rappelé qu'elle ne pouvait pas complètement couper les ponts ni culturellement, ni politiquement, ni économiquement avec la Russie. Et ceci a

conduit au nouveau rééquilibrage auquel nous assistons à présent.

L'Ukraine a compris en 2004 qu'en tant que pays pivot, elle ne pouvait se passer de contacts et de bonnes relations, ni avec l'Union Européenne, ni avec la Russie. Ce qui l'oblige à être perpétuellement à la recherche du bon équilibre.

«L'Ukraine a compris qu'elle ne pouvait se passer de bonnes relations, ni avec l'Union Européenne, ni avec la Russie »

Pourtant, elle comprend également à présent que cette situation de l'entre deux, si elle est exploitée avec intelligence, peut être une arme. Une façon d'attirer

l'attention de l'un des deux grands, soit en s'en rapprochant, soit en s'en éloignant, pour en obtenir des concessions. Cela peut même être un instrument vers une plus grande indépendance politico-économique, en contrebalançant l'influence de l'un par l'influence de l'autre...

En tous les cas, force est de constater qu'un changement important s'est opéré

Luxembourg et Grande Région 2007

Dorina BOHANTOV, Étudiante en Master, Institut européen de l'Université de Genève, Suisse

nophone de Belgique). L'accumulation de nombreux réseaux économiques et institutionnels forge un riche canevas d'identités locales, régionales et européennes, un creuset cosmopolite de personnalités nomades.

La frontière, contrefort de la multigouvernance

Si l'on suit la piste de la *citoyenneté*, la perception de cette réalité interpelle la ville et l'État. Admettons-le, les échanges se font entre des Luxembourgeois « de souche » et des Luxembourgeois issus de l'immigration, ou même des gens qui vivent à Luxembourg et mènent une vie communautaire sans être obligatoirement assimilés administrativement (ceux qui sont de passage ou même les sans-papiers).

Quant à la citoyenneté liée à l'État, celle-ci devrait en principe comprendre la plateforme de l'État-Nation et celle de l'Union européenne, structure se proposant de dépasser d'emblée les frontières classiques à travers ses institutions supranationales et ses politiques. Pour le cas du *Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007*, la caractéristique d'État-Nation était plutôt présente en filigrane. En tout cas, à Luxembourg, plus d'un tiers de la population sont des étrangers. En plus, la montée en influence du Grand Duché de Luxembourg s'est faite précisément après la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. Au Luxembourg, presque tout projet est, dans son contenu et dans sa forme, européen.

En effet, le but était de détruire les frontières physiques et symboliques, ainsi que de

construire des valeurs communes, solides et partagées. Le fervent défenseur de ce projet est Jean-Claude Juncker, le premier ministre luxembourgeois, qui a proposé en 2000 de rattacher la Grande Région auprès du Luxembourg, et de lui forger un profil.

Lié à la question de l'identité, et surtout à celle de la citoyenneté, le programme *Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007* a questionné le problème de la *gouvernance*. Le programme des Capitales européennes de la Culture, initié en 1985 et géré par la Commission Européenne fait partie en effet des politiques internes de l'UE qui se chargent de renforcer la cohésion sociale. L'intégration type bottom-up a laissé entendre le besoin de renforcement du milieu interculturel et de la mise en place d'un apprentissage des langues plus poussé (au bénéfice du bilinguisme ou de la superposition de plusieurs acquis linguistiques).

«Faire dialoguer de nombreuses logiques et identités culturelles d'une population si mélangée»

Le but était également de faire cristalliser les émotions et les positions des citoyens, en les motivant à parti-

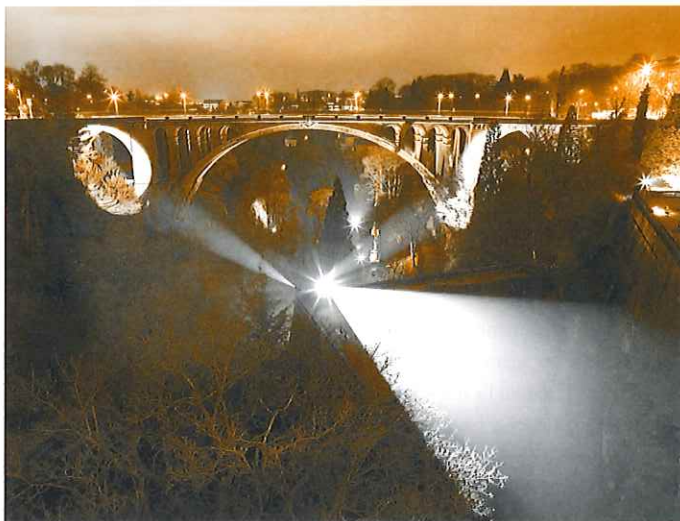
ciper d'une manière plus engagée à une telle entreprise socioculturelle à vocation européenne. Ceci a donné les impulsions pour les futures politiques sociales de l'Union européenne. Un autre objectif a été de faire accroître le rôle des régions et des villes dans le processus d'intégration européenne.

Selon les principes invoqués, la campagne Luxembourg et Grande Région 2007 était une expression artistique efficace de la politique administrative en région, d'une politique urbaine et d'une politique culturelle

Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007 s'est montré au jour comme une ville-frontière située dans un pays-frontière à vocation européenne et, de surcroît, dans un contexte transfrontalier d'une eurrégion. La suite d'événements socioculturels regroupant 555 projets à l'ambition politico-institutionnelle répondait aux enjeux de l'identité transnationale. Autrement dit, ce format identitaire et citoyen a donné un écho aux enjeux de l'Europe en termes de construction européenne, plus précisément, à sa déconstruction nationale et régionale. Il est à noter que les itinéraires culturels projetés par le biais de Luxembourg et Grande Région 2007 s'appuyaient sur une forte volonté politique et ont enjambé la réalité des frontières, au quotidien et sur le plan de son traitement artistique et scientifique.

La frontière, une entrave et un défi

Plus de 120 000 personnes franchissent, tous les jours, les frontières de ce petit État, dont 90 000 vers Luxembourg-ville, pourvue de 220 banques et de quelques institutions européennes. D'ailleurs, la région industrielle et transfrontalière SAAR-LOR-LUX (Sarre – Lorraine – Luxembourg) constitue un point fort, au centre géographique de l'ensemble de la Grande Région (Sarre, Lorraine, Luxembourg, Rhénanie-Palatinat, Wallonie, Communauté française et germa-



Michel Verjux
Trois quasi tendis (On the bridge, and off), 2006
 projection lumineuse (3 projecteurs), pont Adolphe / Luxembourg
 dans le cadre de l'exposition ON/OFF, Casino Luxembourg, 2006/07
 photo : Rémi Villaggi

qui a réorganisé et relié les anciens propos et histoires. Un autre volet creusé fut celui de la démocratie participative dans le sens de la communication territoriale, de même que de la micro-représentativité. Ceci a été une source de richesse du paysage humain de la Grande Région au quotidien et pour les démarches artistiques.

La frontière, matière artistique

Le programme des manifestations labellisé *Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007* avait l'objectif de mieux mettre en relief et de faire dialoguer de nombreuses logiques et identités culturelles d'une population si mélangée. Etant devenu en 1995 pour la première fois Capitale de la Culture, Luxembourg a relevé le défi de bâtir une identité culturelle, en complémentarité de ses identités financière et économique, déjà bien établies. Cette fois-ci, en 2007, cette ville s'est adossée le rôle moteur de l'entière Grande Région.

Désignant à la fois une identité européenne et transfrontalière, *Le Grand Duché de Luxembourg* était censé se pencher sur le thème du *nomadisme* et de la migration (parmi cinq thèmes au total, approuvés pour toute la campagne). En 2007, Luxembourg-ville a soumis à l'œil public des événements afin d'interroger les citoyens si la culture reste un volet d'affirmation politique et économique ou bien si elle problématise les identités, en

leur offrant une échappatoire à l'instrumentalisation. Une étude de cas à part servira les perspectives artistiques et les témoignages agencés autour de la migration dans le projet *Retour de Babel*.

D'autres projets qui ont exploré la dimension transfrontalière : *Total théâtre, Dance Palace, The Best of Nature, LX5* et les festivals itinérants (*Crazy Cinématographe, Kino im Fluss/ Cinéfleuve* etc.), de même que des événements décentralisés à travers toute la Grande Région (*Passages 2007, Polygonal, Electricity*, etc.) ont eu la mission de faire vivre à l'européenne, dans un espace redessiné. Les citoyens migrants, nomades, soit pour un projet de longue durée (les gens ayant immigré et s'étant installés dans la Grande Région), soit pour ceux de courte durée (voyageurs et visiteurs) ont rafraîchi le regard sur l'Europe, le Luxembourg, la Grande Région et ont remis en question de nombreux stéréotypes (par exemple lors du projet *Retour de Babel* avec un brassage culturel intense).

Pour mieux illustrer la coopération transfrontalière, évoquons le projet d'art contemporain *ON/OFF* organisé par le Casino Luxembourg, le Frac Lorraine et le Saarlandmuseum de Sarrebruck. Les trois institutions étaient censées relier d'un point de vue administratif trois régions du côté de la France, du Grand Duché et de l'Allemagne. Le projet proprement dit faisait creuser trois

volets de la même exposition multimédia. Le Casino Luxembourg s'est réservé le côté ON, en explorant les qualités de la lumière et de ses explorations électriques. Au Frac Lorraine, à Metz, le côté OFF (notamment l'ombre) a été le thème à exploiter pour le registre de la perception et de la fiction. Ce fut donc la dimension diurne, surexposée et spectaculaire pour le premier espace d'exposition, et celle obscure, partiellement perçue comme étrange et bizarre pour le deuxième espace. Le Saarlandmuseum a consacré une exposition monographique à l'artiste américain Dan Flavin, connu pour ses sculptures et ses installations pour lesquelles il utilise une perception de l'espace altérée par la lumière. L'importance de ce projet est donnée tant par la fondue du triptyque, par le croisement des perspectives que par le fait que c'est bien l'élément artistique d'ouverture de l'année Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007.

Explorant artistiquement la position *d'insider* et celle *d'outsider*, l'exposition multimédia *ON/OFF* a percé la dimension de la transition, celle d'un espace négocié, de même que la perception interculturelle, d'échange, et d'une perception alternative. Le grand exploit accompli a été la gestion de trois perspectives fournies par trois espaces d'expositions différents (Casino Luxembourg, Frac Lorraine et Saarlandmuseum de Sarrebruck) : la perception simultanée des objets réels et artistiques, ainsi que la capacité de rendre insolite et d'éveiller l'intérêt pour les pensées ou réalités connues, tout comme la réinvention du Pont Adolphe, avec des projections de cercles de lumière sur ses côtés, dans l'œuvre artistique *Aux deux flancs du pont*, de Michel Verjux (le pilier ON de l'expo).

Ce furent des événements culturels particulièrement remarquables dans le cadre de *Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007*. Ils saisissent d'une manière exemplaire l'état d'esprit de l'artiste-passeur engagé dans cette aventure et a désigné le rôle central de la campagne, notamment celui de jeter des ponts entre les mondes et leurs citoyens. ■

Politique Européenne de la Suisse

Louis LEPIOUFLE et Mathieu CAMESCASSE, Etudiants en Master à l'IEUG, Genève

La position de la Suisse au sein du continent européen est ambiguë. De par son rôle spécial à l'intérieur de certaines coopérations et mécanismes institutionnels mais aussi en dehors d'autres, la Confédération Helvétique connaît des bouleversements dans sa politique intérieure et dans ses choix politiques tournés vers les autres pays européens.

Les perspectives d'adhésion à l'Union européenne de la Suisse sont actuellement assez mornes. D'une approche 'top-down' par les élites politiques, économiques ou sociales ou 'bottom-up' par la population, ces volontés sont moindres (Kriesi et Trechsel. 2008. p186).

Du point de vue de la population, les particularités constitutionnelles suisses impliquent un référendum obligatoire avec une double majorité des cantons et du peuple pour les adhésions à des communautés supranationales et à des organisations de défense collective (art. 140 de la Constitution fédérale suisse) mais également le peuple suisse a la possibilité pour une adhésion à toute autre organisation internationale de mettre en place une procédure de référendum facultatif avec majorité du peuple (art. 141 de la constitution fédérale suisse). Par ces procédures de démocratie directe, le consensus ne peut être atteint sur les questions encore très ancrées idéologiquement comme la neutralité et les effets d'une intégration à l'Union européenne sur les institutions et l'économie suisses (Christin et Trechsel. 2002). Ainsi les questions à se poser ne sont pas uniquement une volonté politique

des gouvernants mais réellement une nécessité politique, économique et identitaires à créer. Comme l'exemple de l'Islande l'a mis en avant suite aux problèmes financiers et bancaires de ce pays, les retournements d'opinions concernant les volontés populaire d'adhésion à l'Union européenne sur des volets économiques et même identitaires comme l'importance des changements devant être effectués au secteur de la pêche sont possibles sur des périodes assez courtes temporellement. Face à un ancrage populaire fort sur une identité politique nationale, une impulsion est nécessaire au niveau soit politique, soit économique ou soit dans ces deux domaines.

La base des relations actuelles entre la Suisse et l'Union Européenne est régie par les Accords Bilatéraux I et II. Ces accords touchent des domaines aussi variés que la libre circulation des travailleurs, la coopération policière ou encore certains aspects fiscaux. Bien que voyant dans l'UE son premier partenaire, la Suisse tient à sa *politique d'universalité des relations diplomatiques* (Conseil Fédéral Suisse. 2009). Elle s'avère ainsi très critique vis-à-vis de l'Union et la voit davantage comme un *soft power*, même si celle-ci influence et modifie les politiques publiques dans sa périphérie.

Premier partenaire économique de la Suisse, elles partagent également les mêmes valeurs. En ce sens, le phénomène de coopération est lié à une réelle volonté et un besoin politique et sociétal. Par ses relations privilégiées avec l'UE, la Confédération Helvétique possède un accès privilégié au marché commun en contrepartie de sa contribution à la solidarité européenne sur les politiques communes. On devrait ainsi voir figurer dans les prochaines années, au menu de la coopération renforcée, Eurojust, l'Agence Européenne de Défense ainsi qu'un possible accord-cadre dans le domaine de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense. Cependant, on voit bien qu'à ce stade, la Suisse devra, un jour, adhérer si elle

souhaite renforcer et approfondir ce partenariat privilégié. Effrayée par la reprise automatique du droit communautaire à l'image de Micheline Calmy-Rey (Conseillère Fédérale chargée des Affaires Étrangères), la Confédération évoque la possibilité d'un accord-cadre afin de clarifier plus de 200 différents accords, mettant en avant un pouvoir de codécision dans la mise en œuvre du droit communautaire tout en intensifiant la coopération bilatérale dans le domaine économique. Fondée sur des accords nécessitant des révisions périodiques, la Suisse renforce sans cesse son partenariat, même si, au fur et à mesure qu'elle se rapproche de l'Union, la Suisse s'éloigne dans le même temps d'une possible adhésion. Si sur le court et moyen terme, la position et l'action de la Suisse est tout en son honneur et permet des revendications et un poids d'autant plus fort, il n'en demeure pas moins que sur le long terme, elle s'en retrouvera isolée. En effet, face à une plus grande intégration de l'Union Européenne, à un transfert de compétences de plus en plus important, la Suisse ne pourra se prévoir d'un respect de sa souveraineté. En effet, bien qu'agissant en dehors de l'Union tout en reprenant son acquis communautaire, la Suisse ne se retrouve qu'avec un semblant de souveraineté.

Le partenariat privilégié entre la Suisse et l'Union Européenne n'est pas une solution sur le long terme, pour ces deux parties. Ainsi, la solution idéale protégeant le plus les intérêts suisses du reste du monde et s'inscrivant dans l'évolution contemporaine de la souveraineté des États européens est bien sûr l'adhésion, du fait de multiples transferts de compétences au niveau européen. Il n'en demeure pas moins que cette voie n'est pour l'instant pas privilégiée, le Conseil fédéral mettant en avant un consensus et se réfugiant derrière la Constitution. ■

La bibliographie et la version longue de l'article sont disponibles sur : <http://www.eyesoneurope.eu/>

2010 is the International Year of Biodiversity

SAVE BIODIVERSITY !



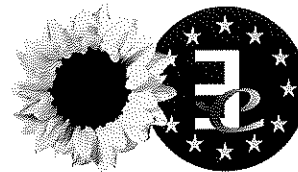
Europe is on the brink of losing its biological richness and diversity. Biodiversity in food production is a good and concrete example.

Do you know that 75% of the biological diversity in agriculture has been lost in the past 50 years? We sometimes fail to see this loss amid the seemingly limitless abundance of supermarket offers. But our taste doesn't lie.

We can start by protecting and making use of agricultural biodiversity on our plate.

The Greens/EFA fight to ensure monitoring of biodiversity in all policy areas and setting a binding political target of stopping the loss of biodiversity throughout Europe.

Check out our website for more information and conferences on the subject



The Greens | EFA
in the European Parliament

www.greens-efa.eu

L'Union européenne : quelles frontières ? Quelles limites ?

Alexandrina IREMCIUC, Etudiante en Master, Institut européen de l'Université de Genève.
Directrice sortante Eyes on Europe Genève

L'année 2009 marque le 20e anniversaire de la chute du mur de Berlin et respectivement le 5e de l'élargissement de l'Union européenne à l'Europe centrale et de l'Est. En dépit du contexte actuel profondément et généralement difficile en raison de la crise, l'UE demeure un important incitatif aux réformes politiques et économiques, et joue un rôle de stabilisateur pour nombre de pays. En témoignent les nouveaux accords avec les Balkans occidentaux et les avancées dans les négociations avec la Turquie, les demandes d'adhésion de l'Albanie et du Monténégro ainsi que la candidature de l'Islande. C'est dire que la perspective de l'adhésion à l'Union européenne n'a rien perdu de son attrait. Mais jusqu'où pourra-t-elle s'étendre ?

L'élargissement de l'Union européenne est une problématique qui touche à la notion d'identité et soulève la question controversée des frontières.

L'idéologie occidentale d'avant 1989 voyait dans les limites de l'Union européenne le Rideau de fer. Avec sa chute et la fondation de l'Union européenne en 1992 (Traité de Maastricht), l'horizon européen s'élargit progressivement, et avec lui, ses frontières, - plus au moins visibles mais néanmoins perceptibles -, au point de s'interroger sur où elles s'arrêteront.

La question est fondamentalement politique mais elle suscite l'intérêt et provoque le débat parmi les intellectuels et la société civile. Il convient dès lors de s'interroger sur la manière de poser la problématique des frontières de l'Union européenne, d'autant plus qu'elles sont en perpétuelle mutation et que leur compréhension dépend de la définition qu'on leur donne.

L'Union européenne : quelle identité pour quel espace géographique ?

Le point de départ de la plupart des débats sur les frontières de l'Union européenne et notamment sur l'adhésion de nouveaux membres, repose sur l'idée d'une identité européenne définie en termes politiques.

Selon l'Article 49 TUE, tout Etat européen - pour autant qu'il dispose d'institutions stables et démocratiques, d'une économie de marché viable et de structures administratives adaptées (Critères de Copenhague) -, peut y prétendre. Alors que la notion d'Etat européen n'est pas clairement définie

«La question identitaire n'est pas uniquement géographique et historique mais avant tout, religieuse voire culturelle»

et que les frontières de l'Union européenne restent également indéfinies (art. 49 TUE). C'est dire que l'acceptation strictement politique de l'identité européenne est insuffisante voire lacunaire surtout lorsque l'on considère les pays qui manifestent leur volonté à intégrer l'Union.

La perspective d'une éventuelle adhésion de la Turquie ravive le débat et pose la question fondamentale de l'héritage identitaire et des limites de son élargissement au-delà du Christianisme.

En effet, si la frontière occidentale de l'Europe, - l'Atlantique -, de même que celle du Sud, - la Méditerranée -, sont claires, la problématique est plus ambiguë pour ce qui est de sa frontière orientale : où s'arrête l'Europe donc ? Dans le cas de la Turquie, d'aucuns avancent que ce n'est pas un Etat européen car seule une partie du pays, - et notamment celle autour d'Istanbul -, est en Europe. Dans la même perspective géographique, Malte est considérée comme une île africaine tout autant que Chypre comme une île asiatique. Mais alors, pourquoi cette question n'a pas fait surface lors de leur intégration à l'UE ?

Lorsque l'on pense Europe, l'imaginaire occidental pense implicitement et tacitement Christianisme, tel que le prouve la polémique autour de la référence à Dieu ou au Christianisme dans le préambule de la Convention relative au traité constitutionnel de l'UE. Et qui finit par adopter la formule générique d'héritage religieux de l'Europe et qui sous-tend tout autant héritage chrétien.

En d'autres termes, la question identitaire n'est pas uniquement géographique et historique mais avant tout, religieuse voire culturelle. Cela s'explique par une certaine tradition conservatrice encore

bien ancrée dans les mentalités européennes et qui va de pair avec une méconnaissance de l'Autre. A cela s'ajoute le fait que l'Islam est de plus en plus manifeste en Europe et que la crainte alimentée par certains cas extrêmes qui se déroulent aux frontières ou à l'intérieur de l'Europe, mène à un repli.

Bien qu'incapable d'élargir l'héritage identitaire au-delà du Christianisme, le projet européen définit néanmoins une identité européenne certaine mais voilée, de même qu'il



créé un sentiment d'appartenance. Afin que le projet qu'est l'Union européenne demeure gérable il est dès lors nécessaire d'intégrer pleinement les élargissements de 2004 et de 2007 avant de considérer une nouvelle vague d'adhésions. Ainsi, il convient de s'interroger sur ses frontières dans un avenir proche.

L'Union européenne: frontières futures et limites

Les limites extérieures de l'Union européenne a vingt-sept distinguent plusieurs catégories de pays : les pays candidats (Croatie, Macédoine, Turquie) ; les candidats potentiels ; les adhérents possibles ; et enfin, les pays voisins.

L'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale, - considéré comme un devoir historique pour mettre fin à la division de l'Europe après l'effondrement des régimes communistes -, fait ressortir une autre préoccupation de l'UE : assurer sa sécurité par rapport aux pays voisins instables. L'inclusion de ces derniers dans l'Union apparaît dès lors comme l'unique solution à termes. C'est ainsi qu'est traité le problème des Balkans occidentaux. Est-il donc imprudent d'avancer que dans un certain nombre d'années, ils pourront tous devenir membres de l'Union européenne ?

Peut-être pas autant que cela, si l'on considère que la stratégie d'élargissement telle que présentée par M. Olli Rehn, - commissaire chargé de l'élargissement -, rime avec l'engagement de l'UE en faveur d'un avenir européen pour les Balkans occidentaux et la Turquie (Processus d'élargissement de l'UE : une année de progrès dans les Balkans occidentaux et en Turquie, Bruxelles, 14 Octobre 2009). Encore faudrait-il voir jusqu'à quel point cette stratégie est représentative de l'opinion publique de la volonté du souverain ?

A plus long terme encore, les candidatures des Etats riverains de la Russie ne seraient peut-être pas à exclure non plus. Je fais référence à ces anciens membres de la défunte Union soviétique : l'Ukraine, le Belarus, la Moldavie et éventuellement, les petites républiques du Sud du Caucase à savoir l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Autrement formulé, des élargissements il y en aura encore, le tout étant de savoir s'il y aura des élargissements importants et au-delà des Balkans.

L'argument principal au refus de nouveaux élargissements se traduit par la taille de l'UE ou sa capacité d'absorption : plus l'Union comporte de membres, plus il est difficile de la gérer, et donc d'avancer. L'UE à vingt-

sept souffre déjà de ce problème malgré quelques exemples de politique commune plutôt réussis : l'énergie, l'environnement, le climat. De surcroît, ce qui fait cruellement défaut à l'UE actuelle, c'est la définition d'un projet de société commun qui verrait converger la protection sociale, la fiscalité ou encore la position européenne face à la mondialisation, afin de contrer l'éventuelle possibilité de sa dilution.

Cependant, le projet européen se positionne comme un facteur externe clé de stabilisation interne pour la démocratie et l'Etat de droit ; la Grèce, l'Espagne et le Portugal mais également l'Allemagne et l'Italie, en sont des exemples. Cela prend davantage de sens aujourd'hui, après la désillusion du rétablissement d'un nouvel ordre mondial de paix et de prospérité suite à la chute du bloc communiste. En Europe centrale et orientale force est de constater : le monde actuel est instable, conflictuel et inégalitaire. Créer un espace européen qui s'élargirait jusqu'à eux serait créer une solidarité qui va de pair avec une pacification et une stabilisation des frontières de l'Union. ■

Relations internationales

International Relations

EU's Top Jobs and the British Malaise: A Different Reading

Dr. Theodoros G. KOUTROUBAS, Associate Professor of the University of Louvain (UCLouvain)

Great Britain' involvement in the European integration process has always been at the centre of discussion, controversy and sometimes doubt. In the last weeks, as the Union's top officers have come under heavy criticism from the North side of the Chanel doubts and controversy came up again but to understand British reactions one needs to look closer at the UK's current position in the world... a position that leaves little choice but Europe.

A few weeks ago, when Nigel Farage, the British MEP of the extreme right-wing, anti-EU, United Kingdom Independence Party (UKIP), attacked with very rude language the European Council's newly appointed President, Herman Van Rompuy, after the latter's first speech before the Union's legislative body, many were those who agreed with the former Belgian premier that such behaviour is unworthy of comments and cannot be dignified with a reaction other than contempt.

I found it so ridiculous that I was not even really angry... I feel pity for that kind of behaviour and that kind of man, that's all declared the offended, who was compared by Farage to a damp rag and

a low-grade bank clerk. Acting in agreement with the feelings of most of the members of the European Parliament, President Jerzy Buzek and other leaders of political groups, condemned the MEP's *inappropriate and unparliamentary* words. A fine, sufficient to underline the House's disgust but not big enough to turn the Britton into a *martyr* of the cause of eurosceptics was decided, and the incident was quickly considered closed by almost all those involved.

Farage's ugly tirade was of course dictated much less by a genuine concern over an alleged weak leadership of the United Europe's Council – after all if this was the case the UKIP should have been more than happy with Mr. Van Rompuy – and much more by the need for more publicity for him and his party a few months before an important general election at home. However populist and impolite his words might have been though, it would be a serious mistake not to read behind them the malaise that the choice of the duo Van Rompuy – Ashton for the EU's newly established posts of *President* and *Foreign Minister* have generated among the British public, and we are not talking here solely of those usually opposed to the concept of an Ever Closer Union (Dinan, 1999).

Writing in the *Guardian*, a paper close to the rather Europhile labour party, Michael White did not spare his words in order to highlight the hypocrisy of the UKIP MEP. But his analysis of Europe's visibility and

strength after the duo's first weeks of work was echoing that of most of his colleagues from all sides of the political spectrum: *Europe is becoming feebler, not stronger, by the day and Van Rompuy's appointment – like that of Lady Ashton as foreign minister – was another bag of nails in the coffin lid* (WHITE, 2010).

Less than a month after the Belgian statesman, it was the turn of Britain's own Baroness Ashton of Upholland, the European Union's High Representative for Foreign Affairs and Security Policy and First Vice-president of the European Commission to have her charisma compared to that of *a caravan site on the Isle of Sheppey* (*The Times*, 13/03/2010), amid severe criticism of the low-key way she has chosen to handle the earthquake in Haiti and her duties in general. When Lady Ashton's chief spokesman resigned, a few days ago, the BBC could not but observe that his departure *would be another blow* to a person that has already *suffered widespread criticism since her appointment* (BBC, 25/03/2010).

It would be of course very easy to attribute all this to the alleged English phobia towards any institution that limits the powers of Westminster; to the "island mentality" of the British; or to a supposed reluctance of the United Kingdom to fully invest itself in the European project abandoning or downgrading its "special relationship" with the US and its traditional ties with the countries of the Commonwealth.

It seems to us however that those who are ready to dismiss all criticism of the EU's new institutions – and of the persons nominated to its top jobs – coming from the North side of the Channel as sheer cultural euroscepticism, should look a bit more closely at today's UK realities.

To begin with, most of Britain's decision and opinion-makers have now well realised that the special relationship with the US is a concept of the past. As recently as this March, a cross-party Foreign Affairs Committee of MPs recommended to their government *a more hard-headed political approach to Britain's relationship with the US*, observing that the use of the phrase 'special relationship' to describe the ties between the UK and the USA is *potentially misleading* and could *raise unrealistic expectations about the benefits the relationship can deliver to the UK*. The Committee has gone as far as to underline that *the perception that the British government was a subservient 'poodle' to the US administration leading up to the period of the invasion of Iraq and its aftermath... whatever its relation to reality, is deeply damaging to the reputation and interests of the UK*. (*The Guardian*, 28/03/2010). Discussing Gordon Brown's first meeting with President Obama some months before that, BBC's North America editor, Mark Mardell was noting: *We are a medium-sized power with a skilled military and an intelligence operation... that allows us to punch above our weight, in denial about our place in the world. Americans may be grateful for our outstanding backing, but will spend more diplomatic effort persuading those whose support is more conditional... America is an ever changing nation, Obama is the symbol of that. It is less white, less English, even linguistically, with each passing year... I don't mean to suggest the President has any negative feelings towards Britain. I just don't*

see why he would see us as all that special. (MARDELL, 29/09/2009).

At the same time, the UK's adhesion to the European Communities back in 1973 has dramatically changed the nature of its relationship with its Commonwealth allies. As a consequence of its European obligations Britain ceased to be the main trade partner of countries such as Australia and New Zealand who were on their turn obliged to search for new markets in Asia and the US. Gradually all constitutional ties of these nations with the former Metropolis were severed and a republican feeling has started gaining pace in those of the Commonwealth members that maintain the Queen as Head of State. Today the debate is open about who will succeed the British Monarch as Head of the organisation after the end of the present reign, and, as a recent report into the Body's future suggests, a rotating presidency might well be preferred over Prince Charles (*The Daily Telegraph*, 08/03/2010).

Britain's current political and intellectual leadership is very aware of these realities and views the country's engagement in the EU as the only way forward. Rather negatively disposed towards London's European strategy in the past, both the (still) ruling Labour party and the Liberal Democratic opposition seem nowadays fully committed to maintain the UK in the heart of the European project and to make sure that it will be playing a leading role in the Union's future. Fearing a loss of traditionally conservative voters to the europhobic UKIP and BNP, the Tories have indeed opted for a more "anti-Brussels" discourse as the general elections approaches. But the party's decision not to seat with the European People's Party Group within the EP, joining instead a new alliance of eurosceptics from the East of the

Continent, has brought it more harm than benefit and could well become an obstacle to Mr. Cameron's effort to modernise the image of the Conservatives and eventually win a solid majority that could enable him to govern (*The Observer*, 14/03/2010). At the time when these lines are written, and with the opinion polls predicting a hung parliament and a possible Labour-LibDem coalition, a considerable amount of the Tory leader's interview time is spent to water down the significance of his EP-related choices and to reassure his center-right electorate of his own commitment to the United Kingdom's European future.

Far from being the product of an intrinsic rejection of the EU, British criticism of the Council's choices for the two top positions created by the Lisbon Treaty stems, in most cases, from a genuine wish to see the Union acquiring a loud, clear and respected voice in the global stage, because the UK can have a big contribution in shaping such a voice. Herman Van Rompuy and Catherine Ashton should certainly treat the likes of Nigel Farage with the contempt they deserve for their hypocrisy and bully-like manners, but they can't afford to not address the real concerns their nomination has generated. ■

La bibliographie et la version longue de l'article sont disponibles sur: <http://www.eyesoneurope.eu/>

Europalia.China: a political dimension behind a cultural event?

Coraline GORON, Master Student at the Institute for European Studies (ULB)

With over a million visitors, 500 exhibitions and cultural demonstrations involving some 1400 artists (with about a thousand of them from China) on a four months period, the Europalia.China International Art Festival has been the cultural event of the winter 2009-2010 in Brussels. The visit of PRC's (People's Republic of China) Vice President Xi Jinping for the opening ceremony on the 8th of October 2009 gave some political taste to the event. In the context of a China's rising international power and intensifying EU-China relations, Europalia.China seemed a good case to investigate the role of Culture within the political dialogue.

Building on interviews from Ms Claire Kirschen, general commissioner of Europalia.China and former Ambassador of Belgium in Beijing, and Mr. Xia Wanfa and Ms Zhu Yueqin, cultural attachés from the Embassy of China in Brussels, this article explores the possible political dimension behind this cultural event.

A cultural event that refused to be turned into an instrument for political claims

Europalia is not political. It is a non governmental ASBL (non profit organization) who has built its cultural projects independently for 40 years. Thus, even

though Europalia.China was based on a political agreement between China's President Jin Tao and Belgium's King Albert II in accordance with both countries' foreign policy, it would be a mistake to think about this festival as some political instrument to enhance the relations between the PRC and Belgium or the EU. First, the content and scope of the festival went far beyond the Chinese initial expectations. Secondly, the many exhibitions and spectacles were based on mutual proposals and decided independently by the Europalia team and their Chinese colleagues together. Finally, the central partnership between Europalia and Beijing's Ministry of Culture was soon supplemented by a multitude of preexisting twinings between Belgian and Chinese towns and provinces. This means that a wide range of actors were progressively involved in the project, widening its scope but also diluting any potential political claims.

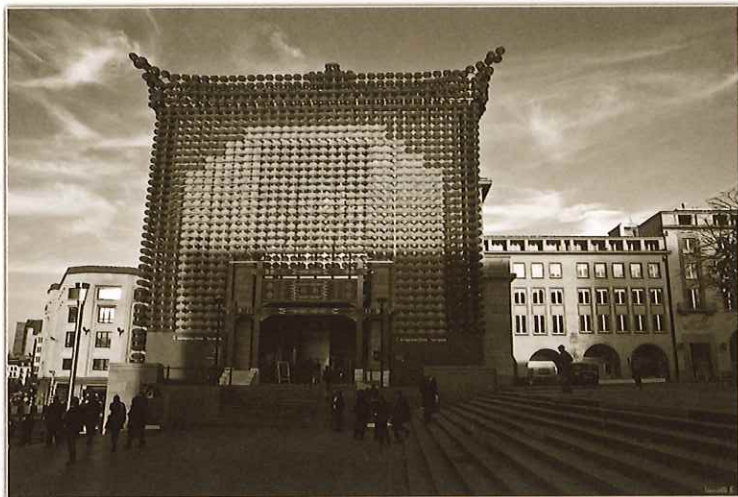
Two examples strikingly illustrate the wish of Europalia.China to stay away from political controversies.

On one hand, the Chinese accepted that one of the 5 major exhibitions of the festival would be *The State of Things*, result of the co-working and long dated friendship between the Flemish painter Luc Tuymans and the Chinese contemporary artist and political activist Ai Weiwei. Despite the very tense relations between the latter and Chinese authorities, the organization of this exhibition was never thought of as a provocation. Ms Kirschen, as general commissioner of the festival, strongly opposed any rumor of censorship. However, it is true that both artists remained centered on the artistic values of their collaboration in their interviews to the Belgian press. In the end, Mr. Xia Wanfa

and his colleague Ms Zhu Yueqin from the Chinese Embassy pointed out that this was a very good example of the type of project that should be promoted between Chinese people and European people and the best illustration of this success is that it should be displayed in Beijing soon!

Furthermore, Ms Claire Kirschen said that she always stressed the need for Europalia.China to remain out of the political controversies. When questioned on the silence of the festival on Human Rights issues, she consistently replied that the intervention of Europalia would have been inappropriate and reckless. According to her experience, in these very sensitive matters improvisations are very risky *not for us, but for the people there*. In Human Rights issues, she insisted that *you have to know what you're talking about, and Europalia doesn't*.

Actually, the reason why the collaboration for Europalia.China was so fruitful, bringing to Europe some rare objects that had never left the national territory, is because it realized a common desire. Both the Belgian and the Chinese were eager to show an image of China that goes beyond cultural and political clichés and to provide a better insight into the immensity and the diversity of the Chinese culture. Ms Kirschen said that she especially pushed forward projects showing *the China of the lao bai xing* (China of the common people) like puppets shows, New Year's posters and gadgets, electronic music and so on, in order to show something different than the *China of the museums*. Regarding the success encountered by the different shows (over 65 000 spectators) and the *Tea House* (117 000 visitors), one can say that she was quite successful. Another very important aspect of the festival was the innovating part dedicated



to *contemporary China*. As underlined by Mr. Xia Wanfa, the accelerated development that China has experienced over the last decades has totally changed the face of Chinese contemporary Art and architecture. To put the spotlights on this seemed needed to defeat the image strongly embedded in Europeans' imagination of a medieval China, which is maybe more exotic but no longer accurate.

Nevertheless, no cultural event of this importance is devoid of all political dimensions. In fact, it isn't inappropriate to advance the idea that cultural exchanges have a very important role to play in the political dialogue.

The potential political dimensions of Europalia.China

It cannot be denied that Europalia.China could be seen as a new ornament on the PRC's business card. Together with the organization on its soil of two major international cultural events like the Olympic Games in 2008 and the Universal exhibition in 2010, the bold Europalia.China festival clearly shows that Culture ranks high on Beijing's international agenda to promote a renewed image of China abroad. To be sure, this is not to say that there is some Machiavellian propaganda on the Chinese side! Rather, it should be seen as a new opening of the Chinese society beyond the economic arena. Nevertheless, putting forward that values such as harmony and peace are core to the Chinese age-old culture isn't politically neutral. This is actually consistent with Beijing's 'reassuring' external policy strategy

and the need felt to fight against potential perceptions of China as a threat (still more tangible in the US than in Europe).

More generally speaking, joint cultural events are always a good occasion to build political bridges. In fact, both Mr. Xia Wanfa and Ms Claire Kirschen acknowledged that Europalia.China was certainly beneficial for the bilateral relations between their countries and we can guess the same for EU-China relations, given the international status of Brussels. In this regard, the Medias played an important role in that they kept the momentum in Belgium and in China for the all duration of the festival. The Chinese authorities, usually distrustful towards the European journalists, were happily surprised by the quality of the comments made in the Belgian press. On the other side, Chinese countrywide newspapers like Xin Hua (China Daily), also offered a very good coverage of all the exhibitions, forwarding a clearer image of Belgian people to the Chinese public.

Despite this favorable reception in the Belgian Medias, Mr. Xia Wanfa said that the Festival also responded to a general need for the Chinese people to make their cultural heritage and values better known and understood by westerners without the usual filters of Medias and politicians. He emphasized the benefits for mutual relations of a multilevel and multidimensional dialogue that involves "people to people" dialogue. In fact, one could predict that this bottom-up strategy towards 'public opinion' driven European

democracies might prove more efficient than anything else in the long run.

It should be underlined however that this influence is not one-sided. The Chinese also have a lot to learn from the European culture. Notably, Ms. Kirschen highlighted the unconventional character of Europalia.China for the Chinese organizers. On the contrary with previous projects in European countries, they couldn't decide upon everything. Instead, they had to deal with sometimes unruly or irreverent Belgians with whom they had to learn to argue, sometimes quarrel, debate and finally make the choices together. Our Chinese colleagues 'se sont pris au jeu', Ms Kirschen said, which resulted in a really joint festival. Thus one can expect that both sides came out enriched from the co-operation.

Furthermore, and to echo the Europeans' concerns for the defense of Human Rights in China, Ms Kirschen noticed the opportunity provided by Europalia.China in that it triggered the visit in Brussels of such high ranking PRC Officials as Vice president Xi Jinping. According to her, this was an occasion for competent people to approach Human Rights issues. Amnesty International for instance seized the chance and sent a letter to former Prime Minister Van Rompuy before his meeting with Vice president Xi with a list of Chinese political dissident prisoners.

Thus it seems that together with language learning, students' exchanges and economic partnerships, joint cultural events have a strong potential for enriching both sides of the Eurasian continent with each others' views of the world and cultural backgrounds. This in turns might prove very useful to reduce the misunderstandings and gaps in mutual perceptions that handicap the political dialogue. ■

Disclaimer:

all the quotations from Ms Claire Kirschen have been taken from an interview she granted to me in French on March 24, 2010. I assume the entire responsibility for the translation of her words into English. You can find the full interview on www.eyesoneurope.eu.

China and the United States: Rise and Fall of Great Powers

Pr. Douglas YATES, Professor at the University of Cergy-Pontois

Two hundred years ago, France was the most powerful country in the world. One hundred years ago Great Britain was the most powerful country in the world. Today the United States is the most powerful country in the world. The rise and fall of great powers is one of the oldest themes in the field of international relations. These one-hundred-year oscillations have provided some modern theorists, like Charles Doran, with an approach to world politics known as power cycle theory. In this theory, as old powers decline, and new powers rise, there is always a certain gap between a country's power and its rôle in the international system. Old powers cling to prestige, and roles which no longer correspond to their real power, while new rising powers struggle to achieve recognition and roles commensurate with their power. To understand why there has been rivalry between the United States and China, it is important to begin with an understanding that their power and roles have been changing. EU-Skeptizismus in Island

Any discussion of the future has to begin with a discussion of China. One-quarter of the world lives in China, and there has been a great deal of discussion of China as a future global superpower. Its economy has been surging dramatically in the past thirty years, and it is certainly a significant power.

But thirty years of growth does not mean unending growth. It means that the probability of China continuing to grow at this rate is diminishing. Nothing will continue to grow exponentially forever. (What goes up must come down.) Therefore the fear in the United States that China will become the world's greatest power is probably mistaken. But it is a real fear nevertheless. The belief that China is rising in power and will overtake the United States is a driving leitmotif in American mass media, and has certainly influences policymakers in Washington, Wall Street and Hollywood. The belief that America will try to prevent China from assuming its rightful role in the international system, commensurate with its power, is a recurrent theme in Beijing, Beijing and Beijing. So the rising tensions between the Americans and the Chinese are visible reminders that, despite the use of the Chinese now-famous euphemism, there has never been at any time ever in recorded history, a "peaceful rise to power."

Classical realist thinkers in the discipline of international relations conceive of such scenarios as the harbingers of war. The father of international relations, Thucydides, writing about the causes of the Peloponnesian War (461-401 B.C.) argued that the true cause of this destructive fratricidal war between Greeks was the rise in the power of Athens and the fear this caused in Sparta. The rise in power of one state causes fear in other states. When the international system is in a state of anarchy, and there is no common power, such fear causes a "security dilem-

ma." If one country independently seeks to protect itself by building up its military defenses, then the other countries have to either increase their military buildup, or risk being destroyed. That is the dilemma. When the structure of the international system is unipolar (as it has been, if briefly, after the collapse of the USSR and the end of the Cold War) other states attempt to preserve their independence by balancing against the preponderant power – often referred to as the hegemon – or a rising state eventually challenges the leader. Many believe that China is this challenger, and the United States, a hegemon. Will the rise in the power of China, and the fear this causes in the US, result in war?

«Underneath these ideological rifts lie a deeper divergence of political culture, between democracy and authoritarianism».

Classical liberal thinkers in the discipline of international relations conceive of such scenarios as avoidable. The father of liberal thought, Imma-

nuel Kant, writing about the possibilities for perpetual peace, argued that by establishing republican forms of government, creating a federation of free states, and creating universal hospitality, world peace could be maintained. Modern thinkers have argued for democratic peace theory, which holds that liberal democracies do not fight one another. Liberal thinkers believe that international trade breeds interdependence. China and the United States are involved in the world's single-biggest trading relationship. Certainly the United States imports more Chinese goods than any other country, and China exports more goods to the United States than any other country, and the United States borrows more from



China than any other country, and China holds more of the US national debt than any other country. Like the man who rides the back of the tiger, can China really get off? Like the opium addict who rides the dragon, can America really put down the pipe? This is the kind of complex interdependence that idealists believe will prevent a Sino-American war.

For the moment, the disputes between the United States and China have concentrated on economic disagreements. The United States wants China to devalue its currency, the yuan, in order to make American goods more competitive, and help re-balance the balance of trade. China wants the United States to practice what it preaches, and truly open its markets to Chinese investments. The United States wants China to follow its neo-liberal model of privatization, deregulation, and free trade. China would like the United States to learn from its success, an economic miracle based on state capitalism, national enterprise, and controlled markets. Behind the macroeconomic debate lies a deeper ideological rivalry, between two models of capitalism. Underneath these

ideological rifts lie a deeper divergence of political culture, between democracy and authoritarianism. If the trade disputes are not settled in a business-like manner, then it may come to pass that the future conflict between the world's two great superpowers will degenerate into a political conflict. The problem here is that while Yankee capitalism and Confucian capitalism share a common value system based on greed, the liberal tradition in America and the Confucian tradition in China do not.

Globalization means that the United States and China have common, shared problems which transcend traditional notions of national sovereignty. Global warming is perhaps the best example. Both China and the United States are major world polluters, and their economic growth has been based on a resource-intensive, high-carbon diet. Neither country is willing to sacrifice economic growth, for anything. But both countries realize that unless something is done to change the way they do business, greenhouse gases will continue to build up in the atmosphere, temperature will continue to rise, and catastrophic consequences will

follow. Recent gestures by Washington and Beijing to cooperate on a variety of environmental issues suggest that the future may not resemble the past. If there is an enduring logic of international relations, there is also a change in the structure and process of international relations that evolves with science, technology, and communication. Moreover, according to constructivist thinkers in the field of international relations, the world system is what you make of it. It is constructed.

In the larger picture, China and the United States have a lot in common. They are both big countries, arrogant with power, culturally narcissistic, negligent in their destruction of the earth, with a history of heavy handed hegemony in their regions. Too bad the United States is not run by the American Indians, and the People's Republic of China is not run by Tibetan Buddhist monks. If something is to prevent these swollen behemoths from entering the superpower sumo ring, it will have to be a vision of humanity that is greater than patriotism. Or perhaps as the ancients teach us, pride comes before a fall. ■

Engagement of EU in Afghanistan

Bogdan DELEANU, MA Graduate, Institut d'Etudes Européennes, Université Libre de Bruxelles

After almost 10 years of war the situation in Afghanistan remains fragile under many aspects especially concerning security. The EU is bringing support in development and in humanitarian aids in order to help the population. Civilian missions represent an answer for the contribution to bring security in the area.

Security matters

On October 2001 the American mission to Afghanistan, the so called *Operation Enduring Freedom* was launched in order to bring down the Taliban regime and to install a transition government that would have had to lead eventually toward democracy and to the closure of the Al Qaeda training camps. From that day almost 10 years have passed, 10 years that saw tensions, instability, deaths and lack of security in that region and despite the elected government of Karzai these problems still remain central in that area.

In fact, one of the critical issues in Afghanistan is security, due to the fact that the battle against Taliban is not over yet but it is still on the top of the agenda of US-Afghan forces. Taliban are still very active in fighting against American troops and in taking control of rural areas where it is easier for them to intimidate the population and establish a sort of control. Rural areas are also the ones preferred by Taliban because the main resource of livelihood for those people is farming, and therefore it is easy for them to have access to cheap labor

to cultivate poppy fields, from whose seeds are used in the manufacture of heroin, that represents the main resource of funding for the Taliban. Afghanistan now produces 90 percent of the world's opium. And one way or another the opium trade supports an estimated 1.4 million households in the country, which has a population of 25 million to 30 million. It also provides enormous amounts of money to the Taliban, with a recent United Nations study estimating the insurgents had earned as much as \$600 million in taxes from farmers and traffickers just from 2005 to 2008 (New York Times). One possible solution that could bring stability in the area is the eradication of poppy fields. As Zulmai Afzali, the spokesman for the Afghan Ministry of Counternarcotics, declared: *Every province in Afghanistan where you find opium cultivation, you have insecurity as a result*, (New York Times) and this is linked to the fact that opium cultivations lead to corruption, addiction, and to the increase of the criminal situation in the country (United Nations). But the eradication of these crops may not be the best solution for the population exactly because many people are employed in the cultivation of it, and once the crops are destroyed they will not have any more an income for living. One solution that has been proposed could be to transform those crops in other cultivations, but this would inevitably take time in order to have results. In an interview to the New York Times Mr. Lemahieu who is in charge of the United Nations Office on Drugs and Crime in Afghanistan stated *Between yesterday's opium income and tomorrow's legal income, today requires an increase in quality of life for the farmer and his family* (New York Times). Increasing life conditions and basic wealth can represent the way out from instability and insecurity against the war with Taliban.

One of the major task of the EU in that area is to bring a major contribution in stabilization and in development. The EU is active in Afghanistan since 1992 especially through the humanitarian aid provided by the European Commission Humanitarian Aid ECHO and it is one of the largest donor in the area, with a contribution of € 1.8 billion from 2002 to 2009 (European Commission, January 2010) and it is present on the field through the EU Special Representative appointed by the Council and the Delegation of the European Commission to Afghanistan since 2001 (European Union, 2009). The European Commission Humanitarian Aid has been a fundamental actor in bringing assistance to the Afghan population devastated by wars, hunger and poverty, in fact € 282 million have been allocated for humanitarian assistance. The EU remains a key partner not only as far as the humanitarian aid is concerned but its role is significant also as a political partner for the reconstruction and the stabilization of the region. In fact, in 2005, the EU and Afghanistan adopted a joint declaration where the Afghan authorities commit to the pursuit of consolidating a democratic government and the EU commit to help the Government of Afghanistan in achieving this goal through cooperation in various fields such as security, development and reconstruction. This cooperation is developed following the objectives of the Afghan National Development Strategy (i-ANDS) and the Afghanistan Compact, a political agreement between development partners and the government to work together towards achieving results and impact based on clear development targets set for 5 years, this partnership was signed in London in 2006 between the EC together with other partners (European Commission). This means that the actions of the EU are done in coordination with the Afghan authorities.



The EC's legal and strategy framework for bilateral cooperation includes multiannual programming documents and annual action programmes. The first Country Strategy Paper (CSP) 2003-2006 and the National Indicative Programme (NIP) 2003-2006 promoted stability and poverty reduction by supporting *rural development and food security, good governance, infrastructure and health*, as well as other areas (European Commission, January 2010).

The European Commission current objectives, programs and projects can be found in the *Country Strategy Paper for Afghanistan 2007-2013*. There are three focal sectors, and three non-focal sectors which all are included in the Afghan National Development Strategy. The three main focuses are governance, health and rural development, while the non-focal areas are social protection, mine action and regional cooperation. Under first Multiannual Indicative Programme (MIP) for the period 2007-2010 an aid budget of EUR 610 million has provisionally been programmed for Afghanistan. According to the MIP the bulk of these resources (90 % or roughly EUR 550 million) should be used to support cooperation in governance (40 %), rural development (30 %) and health (20 %). The balance (10 % or roughly EUR 60 million) would then be available for supporting action in relation to social protection (4-5%), mine action (4-5 %) and regional cooperation (1-2 %). A second Multiannual Indicative Programme (MIP) for the period 2011-2013 will be developed with an expected additional indicative allocation

of EUR 420 million for priority sectors of cooperation (European Union, Europaid). Moreover, every year the Commission issues the Annual Action Programme (AAP) following the framework of MIP in order to allocate the funds in a way to give concrete responses through actions and plans. The current Annual Action Programme 2009-2010 for Afghanistan, for the which the Swedish Presidency has been very active in supporting it, includes projects concerning the financial support for the Law and Order Trust Funds, the Mine Action Programme of Afghanistan and Agriculture Programme. More over an addition € 35 million have been allocated for the monitoring of the election last summer, a task that has been carried out in collaboration with UNDP (European Union, Europaid).

It can be noted that the greatest allocation of funds is given for the development of programmes for the cooperation in governance because this issue is extremely linked to the issue of security, a very relevant matter when it comes to the situation Afghanistan. As the *Country Strategy Paper for Afghanistan 2007-2013* points out *Afghanistan's economic and political development depends on the progressive strengthening of a functioning state, governed through accountable, democratic institutions, and able to ensure security and the rule of law over the entire national territory.* Despite the fact that the EU is not engaged directly in military forces it is bringing its support through the action of EUPOL which aim is to help to train Afghan police in order to be prepared to face and tackle security problems and to bring stability in the most risky areas. The EUPOL also works very closely with the Afghan authorities especially at Minister level. In fact they monitor and advice the Afghan Ministry of Interior as well as regions and provinces departments. Strengthening the Afghan police and rule of law sector is of crucial importance in the promotion of stability and security in Afghanistan.

Despite this active engagement of the EU the situation in Afghanistan remains critical. As the *Country Strategy Paper for Afghanistan 2007-2013* outlines the fact that relevant achievements have been made in that region but major challenges remain *In particular,*

the narcotics trade is a primary threat to stable political development. The opium economy is spreading; and nascent state institutions are vulnerable to corruption. There is a risk of 'state capture' by narco-interests. Insurgents and other anti-government elements are also thought to benefit from drug trafficking activities. The narcotics trade is thus undermining both stabilization and development efforts therefore "the security situation remains fragile.

A lot has been done, but more remains to be done. The presence of the EU in the territory of Afghanistan with civilian missions demonstrates that not always the use of military forces is the correct answer to the security building of the region. Of course civilian capacities would not be sufficient alone but surely a stronger presence of actions of this kind, especially aimed to help development and the rule of law, can only bring benefit to security. The economical aid that the EU is bringing to the region is substantial but, as some MEPs denounced, it should be clear that those aids are going in the correct direction instead of being used for corruption. The situation in Afghanistan can be solved only if this major problem is addressed with concrete answers. Moreover, as during the London Conference in January 2010, it emerged that a better coordination between the EU, the UN and those NGOs active on the field would result in effective solutions. ■

Bibliography:

- NEW YORK TIMES: <http://www.nytimes.com/2010/03/21/world/asia/21marja.html?pagewanted=2&sq&st=nyt&sc=9>
- http://www.unodc.org/unodc/multimedia.html?vf=/documents/video/2009/Jean-Luc_Lemahieu.flv
- European Commission, Afghanistan, State of Play, January 2010
- EU Blue Book 2009, The EU and Afghanistan
- European Commission, External Cooperation Programmes, http://ec.europa.eu/europeaid/where/asia/countrycooperation/afghanistan/afghanistan_en.htm
- http://ec.europa.eu/europeaid/where/asia/countrycooperation/afghanistan/afghanistan_en.htm

La religion et les frontières internes et externes de l'Europe

François FORET, Professeur associé de science politique à l'ULB, directeur des recherches politiques de l'Institut d'Etudes européennes et chercheur au CEVIPOL



Lorsque l'on parle des frontières de l'Europe, la religion est souvent prompte à s'inviter dans le débat. Frontières externes, quand il s'agit de délimiter une aire culturelle supposément naturalisée par l'histoire. Frontières internes, en références aux clivages que la religion a longtemps creusés et aux polarités qu'elle continue à entretenir aujourd'hui. La religion se porte étonnamment bien pour un fait social réputé obsolète mais qui conserve toute sa capacité à enflammer les esprits. Il faut dès lors se garder de l'attrait des formules chocs et du relativisme culturel lorsque l'on tente un état des lieux de ses interférences avec l'intégration européenne.

Dieu n'est pas mort en Europe, pas plus qu'il n'est de retour ou n'est ressuscité : il a toujours été présent en ne cessant de muer. Décrypter ce qui se passe aujourd'hui en termes de revanche contre le sécularisme ou

d'un nouveau round de l'affrontement de l'Etat et des Eglises est un anachronisme. Le vieux continent est bien cette région du monde qui se caractérise par son exceptionnel niveau de déclin des croyances et des pratiques religieuses. Mais cette sécularisation est moins l'éradication de la religion que sa transformation. Les Européens croient de manière plus libre, plus flexible, faisant volontiers leur marché de « biens de salut » en puisant indifféremment dans ce que les grandes traditions ont à leur offrir ou en réalisant leur propre bricolage sur les grandes questions existentielles et identitaires. Institutions politiques et religieuses sont confrontées à une même perte d'emprise sur leur base sociale. Leur connivence parfois affichée est moins une nouvelle alliance du trône et de l'autel pour remettre la société en tutelle que la mise en commun de leurs incertitudes, un tango hésitant entre puissances temporelle et spirituelle à la recherche de principes directeurs.

Le débat sur l'héritage chrétien de l'Europe lors du processus constitutionnel a illustré ces ambivalences. L'enjeu premier était une question de mémoire, par la reconnaissance de la part du christianisme dans les inspirations fondatrices de l'Europe. Un agenda sous-jacent, beaucoup plus polémique, portait sur les présupposés nécessaires de la démocratie européenne. Attribuer à une religion la primauté comme source de la modernité suggérerait de l'accréditer comme interprète privilégié des enjeux contemporains, hypothèse inacceptable pour les te-

nants d'une laïcité découlant des Lumières. Faute d'accord sur ce point, le silence des textes a été la seule option possible.

La religion comme mémoire affleure aussi sur le plan géopolitique. Elle sous-tend la vision d'une civilisation européenne qui délimiterait la sphère d'extension naturelle du système politique européen. A y regarder de plus près, l'idée d'Europe et la chrétienté n'ont jamais coïncidé strictement. L'étude des intégrations régionales d'une part, de la religion d'autre part, restent deux mondes intellectuels bien distincts et qui ne se recoupent que rarement. La religion est davantage conçue comme un paramètre des rapports de l'UE avec le reste du monde. La nécessité serait d'organiser le dialogue entre les civilisations pour éviter qu'elles n'entrent en conflit. Cela explique la saillance de la candidature turque, au-delà des enjeux propres à l'adhésion d'un pays musulman. Le fondement religieux des civilisations et la manière dont il produit ses effets demeure plus souvent invoqué que démontré. La religion pose aussi la question du rapport aux Etats-Unis, autre constitutif et miroir inversé de l'Europe. Au messianisme américain enraciné dans une version radicale d'une religion civile qui fait de Washington l'agent botté de la réalisation du bien sur terre, s'opposerait le « soft power » européen, perçu alternativement comme un attachement à la raison et la modération ou comme une faiblesse traduisant le relativisme des valeurs d'un continent sans Dieu.

La religion est un facteur du jeu politique intra-européen, notamment au Parlement européen. Les partis confessionnels sont globalement sur le déclin à travers le continent, mais les croyances et les convictions philosophiques qui leur font contrepoids fonctionnent comme des arguments de différenciation et de mobilisation d'une manière qui traverse largement les grandes familles idéologiques. Si la démocratie chrétienne n'est plus le bras armé de l'Eglise, la référence religieuse est laissée en « open source » pour le libre usage de qui veut y puiser, et ce au déplaisir éventuel des hiérarchies des Eglises. On constate par ailleurs le renforcement du lobbying religieux, porté par la montée en puissance depuis les années 1980 de la représentation d'intérêts en général. En la matière, la concurrence libre et non faussée n'est pas synonyme de stricte égalité. Mieux vaut être la religion majoritaire,

dotée d'une entrée intergouvernementale via le Vatican et de toutes les ressources du transnational et d'organes de la société civile puissants et riches, qu'une confession ou une conviction moins bien pourvue sur le plan démographique et financier. Le lobbying heurte certaines cultures politiques qui y voient des interférences avec la formulation de l'intérêt général. Il est beaucoup mieux reçu dans les modèles pluralistes où la religion a été dès le début de l'histoire nationale du côté de la modernité et de la construction de l'Etat. Les communautés religieuses et philosophiques s'y rallient elles-mêmes bon gré mal gré pour profiter des opportunités offertes par l'article 17 du traité de Lisbonne leur réservant un canal spécifique par rapport au reste de la société civile pour entretenir un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les institutions européennes. La tension est constamment sous-jacente entre conversion obligée au langage de la raison publique et de la diversité pour se faire entendre de la puissance politique, des autres confessions

et des non-croyants, au risque de perdre en cohérence et en authenticité, et tentation de se replier sur une vérité qui parle fidèlement aux croyants mais reste inaudible aux autres.

En matière de gestion institutionnelle et de politique publique, l'UE respecte les et ne préjuge pas des systèmes nationaux de régulation des cultes. Les institutions européennes n'ont pas de compétences directes en la matière mais rencontrent de plus en plus fréquemment le religieux dans leur action normative. Cela est vrai dans l'application des règles de concurrence qui vient parfois questionner les privilèges fiscaux dont jouissent les organisations religieuses ou concernant les libertés fondamentales et la lutte contre les discriminations. Dans l'ensemble, les acteurs

«la référence religieuse est laissée en «open source» pour le libre usage de qui veut y puiser»

supranationaux – juges compris – se montrent très prudents dans leur stratégie politique et juridique à l'égard du religieux. Le souci est de ne pas entrer en conflit avec les autorités nationales sourcilieuses sur leurs prérogatives, et de ne pas s'exposer inutilement sur des dossiers sensibles, sachant que le gain en termes de légitimation reste très incertain.

Et c'est sur ce rôle de la religion comme justification de l'Europe qu'il convient de terminer. Le processus d'intégration enclenché avec la déclaration Schuman s'est basé prioritairement sur les intérêts pour endiguer les passions collectives – politiques, mais aussi religieuses – rendues responsables de la deuxième guerre mondiale. Il en est résulté une rationalisation du politique qui a montré son efficacité pour créer une solidarité sans cesse plus étroite entre Etats membres, mais qui est dénoncée parfois comme un fonctionnalisme exacerbé incapable de prendre en compte les appartenances culturelles et sociales et de faire entrer les identités dans l'engrenage de l'inté-

gration. Il ne faut cependant pas oublier que, dès ses origines, la construction européenne a été investie de plusieurs visions morales qu'elle a pu accueillir et faire coexister précisément grâce au fait qu'elle ne spécifiait ni sa fin, ni son contenu. La vision religieuse a été l'une de ces visions parmi d'autres. Parler de l'UE comme d'une « Europe vaticane » est excessif si l'on considère les divisions et réticences de la mouvance catholique à son encontre et un ralliement souvent de circonstance, en fonction des impératifs de la conjoncture et des configurations politiques nationales. Aujourd'hui, l'individu plus que la hiérarchie traditionnelle est l'acteur décisif du champ religieux, quelle que soit la confession. L'islam émerge comme la deuxième religion européenne, travaillée par les mêmes dynamiques que les autres mais

souvent ostracisée et construite en « Autre » menaçant du fait de son profil socio-économique

et de sa relative nouveauté comme paramètre politique. La notion de « club chrétien » est dès lors empiriquement fautive et normativement contre-productive. De même, évoquer une Europe « post-séculière » qui devrait, en référence au modèle américain, partir à la recherche d'une religion civile consensuelle capable d'offrir un parapluie large à toutes les croyances et permettre au citoyen de vivre sa foi dans l'espace public ne va pas de soi. L'histoire du vieux continent associe étroitement le religieux et le politique dans le creuset national, du fait de l'intimité antagoniste multiséculaire entre l'Eglise et l'Etat. La solution passe sans doute par une réarticulation souple du politique et du religieux dans le cadre d'identités nationales européanisées de l'intérieur. Entre continuité symbolique fonctionnant comme message de réassurance pour faire accepter le changement social et réinvention perpétuelle des traditions pour les mettre en adéquation avec les réalités du moment, telle est la feuille de route la plus vraisemblable pour l'Europe politico-religieuse. ■

Angela Merkels Wirtschaftsnationalismus

Julien DEMOUSTIER, Chefredakteur von Eyes on Europe, Verfasser
Katja REUTER, Redaktionsmitglied von Eyes on Europe und Masterstudentin der Europastudien, Übersetzung

Während der Wirtschaftskrise wurden EU-Beobachter Zeugen vieler Mitgliedstaaten, die sich von der Europäischen Union abwandten, um mithilfe staatlicher Maßnahmen einen Weg aus der Krise zu finden. Damit haben sie nationalen wirtschaftlichen Überlegungen den Vorrang gegeben, anstatt in Kooperation mit den anderen Mitgliedsstaaten eine Wirtschaftsstrategie auf EU-Ebene zu entwickeln. Das augenfälligste Beispiel ist zweifellos Deutschland und seine Kanzlerin Angela Merkel. Tatsächlich hat Frau Merkel beschlossen, auf rein nationaler Ebene und damit auf Kosten der EU-Mitgliedsstaaten zu agieren.

Während der Wirtschaftskrise von 2008 und in der Folgezeit hat Frau Merkel es mehrfach abgelehnt, eine deutsche Wirtschaftsstrategie im Rahmen einer europäischen Vorgehensweise in Betracht zu ziehen, unter dem Vorwand, dass Deutschlands Wirtschaft stark genug sei, um eigenständig die Krise zu überwinden. Diese Überzeugung spiegelte sich im Oktober 2009 in ihrer Weigerung wider, sich an einem europäischen Rettungsplan für die Banken zu beteiligen, da die deutschen Banken nicht bankrott gehen könnten. Wenige Tage später mussten die deutschen Behörden jedoch einem der größten deutschen Kreditinstitute, der Hypo Real Estate, zur Hilfe kommen (Quatremer, 2010). Schließlich einigte sich die Eurogruppe im Rahmen ihres Gipfeltreffens eine Woche nach Angela Merkels Erklärung

auf einen solchen Plan. Ihre Weigerung, einer Koordination auf europäischer Ebene den Vorrang zu geben war beim Ausverkauf von Opel besonders frappierend. Frau Merkel setzte sich persönlich für die Rettung deutscher Standorte ein, auf Kosten anderer wie dem in Antwerpen in Belgien.

Diese Tendenz setzte sich auch im größerem Rahmen fort: Frau Merkel hat es abgelehnt, an einem europäischen Sanierungsprojekt für die Wirtschaft teilzunehmen, da die deutsche Wirtschaft stark genug sei, um sich ohne Hilfe von der Krise zu erholen. Dies mag zutreffen, jedoch überlässt Deutschland als die größte Volkswirtschaft Europas damit andere Mitgliedsstaaten der Eurozone ihrem Schicksal.

Mit der Griechenland-Krise wurde ein neuer Höhepunkt erreicht; Frau Merkel hat in der Woche, die dem letzten Frühlingstreffen in Brüssel am 25. und 26. März voranging, klar zum Thema Stellung genommen: Sie hat vorgeschlagen, Mitgliedsstaaten, die den Stabilitäts- und Wachstumspakt nach mehreren Verwarnungen immer noch nicht respektieren, aus der Eurozone auszuschließen; ein klarer Fingerzeig auf Griechenland. Während des informellen Gipfels der Staats- und Regierungschefs im Februar, hatte die Kanzlerin geäußert, dass die europäischen Staaten Griechenland helfen würden, solange es die notwendigen Maßnahmen in Angriff nehme, um sein Haushaltsdefizit zu korrigieren. Dies ist nun geschehen.

Die Kanzlerin hat nationalen Interessen den Vorzug gegeben, anstatt im europäischen Sinne zu handeln

Frau Merkel hat bezüglich des Rettungspakets sogar gegen den Rat ihres eigenen Finanzministers, Wolfgang Schäuble, gehandelt. Während er einen rein europäischen Hilfsplan für Griechenland vorschlug (Schäuble, 2010), bestand die Kanzlerin auf der Beteiligung des Internationalen Währungsfonds. Einige ihrer Äußerungen in der dritten Märzwoche - dem Beginn der Kontroverse - waren klar gegen einen Finanzplan für Griechenland gerichtet, zu einem Zeitpunkt, als der Euro auf \$ 1.33 gesunken war und die Märkte deutlich an Vertrauen in Griechenlands Bonität verloren.

Obwohl sie von allen Seiten, einschließlich von Jean-Claude Trichet, dem Präsidenten der Europäischen Zentralbank, kritisiert wurde, blieb sie bei ihrem Standpunkt, bis allen ihren Wünschen nachgegeben wurde: Es wird keinen rein europäischen Rettungsplan geben, sondern bilaterale Hilfen mit deutlicher Beteiligung des IWF, vorausgesetzt, dass Griechenland vorher alle Möglichkeiten am Markt ausgeschöpft hat.

Die dritte Bedingung Merkels war, dass die europäischen Staats- und Regierungschefs institutionelle Maßnahmen ergreifen, damit sich eine solche Krise wie die

Griechenlands nicht wiederholen kann. Eine Arbeitsgruppe wurde gegründet, um über Reformen nachzudenken, die in diese Richtung unternommen werden könnten. Dieser Prozess wird zu einer Reform des Stabilitäts- und Wachstumspaktes führen, er könnte aber auch eine Modifizierung des Lissabon-Vertrages nach sich ziehen.

Die Turbulenzen an den griechischen Finanzmärkten wurden von der deutschen Presse bissig kommentiert – insbesondere von der BILD, die Griechenland vorschlug, ein paar Inseln zu verkaufen. Jean Quatremer zufolge (Quatremer, 2010) schwangen in vielen Kommentaren deutlich rassistische und fremdenfeindliche Untertöne mit. Die Kanzlerin hat aufgrund der bevorstehenden Regionalwahlen nationalen Interessen den Vorzug gegeben, anstatt im europäischen Sinne zu handeln, mit schweren Konsequenzen für Griechenland. Einer am ersten April, nur eine Woche nach dem Gipfel, veröffentlichten Umfrage zufolge ist die Zustimmung zu Angela Merkel um 7 Punkte auf 55% gesunken (www.tagesschau.de

1. April 2010), ein Ergebnis, das nebenbei besser ist als das vieler europäischer Staats- und Regierungschefs.

Ihre Vorgänger, insbesondere Helmut Kohl und Helmut Schmidt, haben sich sehr um Europa verdient gemacht, und sich für die Gemeinschaftswährung eingesetzt, auch gegen die deutsche öffentliche Meinung. Angela Merkel dagegen ist die erste deutsche Regierungschefin, die einer Vertiefung der Europäischen Union so zögerlich gegenüber steht. Europa hat den Weg für eine vertiefte Integration ohne Großbritannien geebnet, aber kann dies nicht ohne Deutschland tun. ■

Bibliographie:

- QUATREMER, Jean, <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2010/03/angela-merkel-la-dame-de-plomb-.html>
- SCHÄUBLE, Wolfgang, Why Europe's monetary union faces its biggest crisis, Financial Times, 12. März 2010.
- www.tagesschau.de, 1. April 2010.

Recommended Books

Lectures conseillées

Une gauche contre l'Europe ?

Sophie HEINE, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2009, 190p. Belgique. ISBN : 978-2-800-41456-0

EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES

Une gauche contre l'Europe ?

SOPHIE HEINE

Les critiques radicales contre la forme prise par l'intégration européenne sont en générales considérées comme des contestations à la fois des fondements de l'Union Européenne actuelle et du principe même de toute intégration européenne. En général, les analystes assimilent toute critique radicale contre l'UE à une contestation de l'Europe en tant que telle et se faisant au nom d'une identité nationale étroite tout en omettant de distinguer les différentes formes de critiques radicales. L'ouvrage vise à réhabiliter l'analyse des idéologies. La littérature sur l'euroscépticisme étudie très peu le contenu idéologique des courants opposés à l'Union européenne. Cette même littérature qui se focalise sur les facteurs stratégique et institutionnels néglige le côté idéologique de l'opposition à l'UE. L'analyse proposée dans cette ouvrage veut mettre en avant la dimension idéologique de l'opposition européenne sur base d'une grille de lecture claire.

Les résistances de gauche à l'UE se nourrissent des controverses suscitées par le projet de constitution européenne lors du débat référendaire en France. Ces controverses ont donné aux courants contestataires l'occasion de construire une critique portant sur l'ensemble de la construction actuelle.

L'analyse de Sophie Heine propose une comparaison des idéologies qui animent les résistances de gauche à l'UE sur base de 4 dimensions : identitaire, socio-économique, démocratique et réformiste



Sur la dimension identitaire, l'auteur constate que la critique de la construction européenne ne rejette pas le principe d'intégration supra-nationale mais tente d'orienter autrement cette intégration en l'approfondissant dans plusieurs domaines. Cette affirmation rejette l'idée du caractère foncièrement anti-européen des mouvements « euroscéptiques » qui perd donc son sens pour désigner les oppositions à la construction européenne.

Sur la dimension socio-économique, ces courants se caractérisent par une orientation globalement sociale-keynésienne. Ces mouvements remettent en cause les contraintes de l'Union économique et monétaire, le manque de normes sociales ou encore la baisse de pouvoir des pouvoirs publics dans la régulation de l'économie.

L'attachement à la démocratie est également très présent dans les mouvements de contestation à la construction européenne, à l'exception faite de la LCR. Ces mouvements mettent en exergue le déficit démocratique de l'Union européenne et s'inscrivent pour la plupart dans une vision libérale de la politique. Cette vision est visible dans les critiques de la construction européenne proposée par ces mouvements de critique.

L'auteur remarque également que ces mouvements de protestation s'inscrivent, pour la grande majorité d'entre eux, dans une logique réformiste à la fois sur le fond et sur la forme. ■



Nachkrisenzeit

Daniel GROS,
Sonja SAGMEISTER
Wie die erfolgreichste Denkfabrik Europas unsere Welt für die nächste Generation sieht,
Ecowin Verlag, Salzburg 2010, 234 pages, Austria ISBN : 978-3-902404-84-8

Was bringt die Zukunft nach der Krise? Das Buch NACHKRISENZEIT gibt Antworten darauf und ist erfrischend anders als all die anderen Wirtschafts- Bücher. Denn es haben zwei Autoren zueinander gefunden, die sich optimal ergänzen. Sonja Sagmeister ist TV-Journalistin beim ORF. Von ihr stammen vor allem die Erlebnisberichte aus Island, die spannend wie ein Thriller sind. Im Zuge ihrer Recherchen und Reportage-Drehs hat sie mit Dutzenden Betroffenen und Machthabern gesprochen. Sie zeichnet das Bild einer gefallenen Nation eindringlich nach, unterfütterte von krachenden Zitaten.

Waren die Isländer bis 2007 noch ein Volk, das Geld wie Heu besaß und in Dänemark auf Einkaufstour ging, muss es nun ums Überleben kämpfen. Waren aus dem Ausland kommen kaum noch ins Land. In den Elektroläden verkaufen sich praktisch nur noch Gefriertruhen aus Angst, dass die Lebensmittel ausgehen könnten. Für die objektive Ebene ist Daniel Gros zuständig. Der Direktor des CEPS, einer der sechs einflussreichsten Denkfabriken der Welt, schildert detailgetreu, wie die Finanzkrise entstanden ist. Das beginnt bei Island, geht dann aber weiter über Dubai nach Österreich, Deutschland und anderen Ländern. China ist der große Gewinner der Nachkrisenzeit. Die Chinesen sind Weltmeister bei der Sparquote, ebenso wie beim Bildungshunger und die Mittelschicht wächst beständig. In Afrika wird China « Entwicklungshelfer ». Die USA sind dagegen der große Verlierer: « Das Ende der Supermacht USA ist eingeläutet. » Die Deutschen könnten wiederum in 20 Jahren von den Polen wirtschaftlich überholt worden sein, wegen fehlender Bildungsreformen. Abschließend widmen sich die Autoren in einem eigenen Kapitel über die Geldanlage der Zukunft. Die ungewöhnliche Aussage lautet, dass man nicht vergessen sollte, in sich selbst zu investieren. Fünf bis zehn Prozent des Einkommens sollen in Fort- und Weiterbildungen fließen. Ein Doktor-Titel sei ähnlich hilfreich für die Karriere wie das Beherrschen von Sprachen, wobei hier Englisch, Spanisch und Mandarin langfristig sinnvoller seien als Französisch. Die Zukunft hat schon begonnen, im Buch « Nachkrisenzeit ». ■



Le contrôle juridictionnel dans l'espace pénal européen The judicial control in EU cooperation in criminal matters

Stefan BRAUM,
Anne WEYEMBERG
Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles 2009, 352 pages
ISBN: 978-2-8004-1438-6

The judicial control made on the area of European criminal law (police and judicial cooperation in penal matters) plays a major role given the sensitivity of the topic. In that respect, the Treaty of Amsterdam first and then Treaty of Lisbon have given to the ECJ competences which prove to be essential.

The book analyses in depth the boundaries of the judicial control applied by the ECJ in penal matters. It particularly highlights the changes and the ameliorations brought along by the new Treaty. It also studies the case law of the ECJ in this area. Above all, it examines : the responses that the Court has given to the conflicts of legal bases between the first and the third pillar; the dialogue established with national courts; and the contribution of the ECJ to the protection of fundamental rights.

The book is the result of the cooperation of an international team made of professors and researchers, who are mostly members of the European Criminal Law Academic Network (ECLAN); judges of the ECJ or ECtHR ; other practitioners having judicial experience; and European civil servants. ■



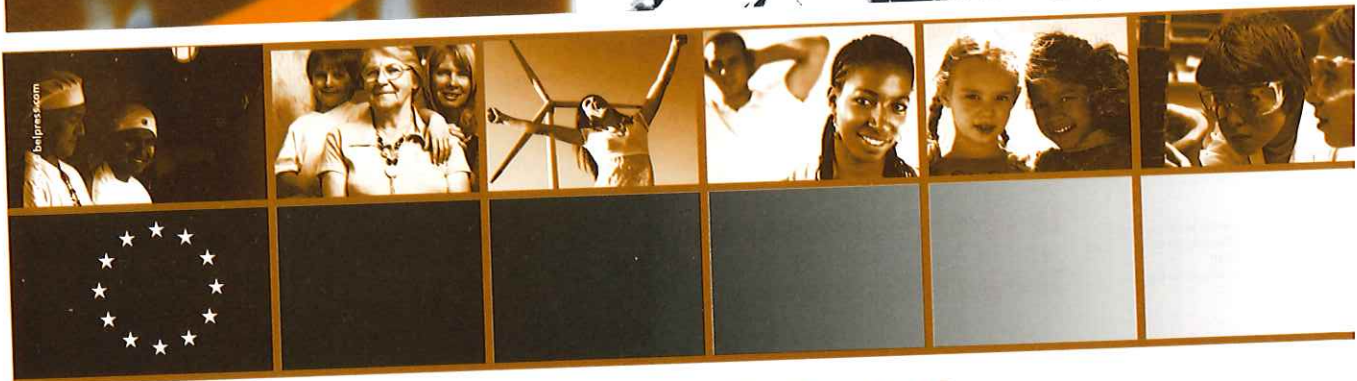
**Petra
Vucinic**

Infographiste

GSM: +32 (0) 498 45 47 16

**Email et messagerie instantanée:
petra@vucinic.net**

<http://www.mazotte.be>



EU 2020 STRATEGY

The Lisbon Strategy, approved in 2000 to create "the most dynamic and competitive knowledge-based economy in the world" by 2010 failed due to a weak governance structure and lack of accountability.

The new 2020 strategy must learn the lessons of the past and ensure a strengthening of economic policy coordination, including incentives for good performance and a reinforcement of compliance mechanisms.



ON YOUR SIDE www.alde.eu

Studying the EU in Brussels, at the IEE-ULB, in the heart of Brussels, the Capital of Europe, where interacting with the European Institutions, European council, European Commission and European parliament is routine.

The Free University of Brussels (ULB), is the largest French speaking University in Belgium, a member of International networks of excellence, and is internationally well known for its secularized, tolerant, innovative and critical approach to

scientific research and the challenges of our times.

Spending one year in Brussels. Cultural life, youth clubs, libraries, cinemas, music, museums, exhibitions, conferences, businesses, trans-national networks, and international lobbying groups, all make Brussels an international city of incomparable linguistic and cultural diversity. In Brussels one can easily engage in a globalized community offering multiple opportunities for learning skills in European affairs.

Institut d'Etudes Européennes

Université Libre de Bruxelles

www.iee-ulb.eu



Education programme offered by the IEE

◦ Post graduate programme

- Postgraduate Programme in European Integration
Master in European Studies (M.E.U.S.)
Teaching in English
- Certificate in European Law on Immigration and Asylum
Teaching in English

◦ Complementary Master (MC)

- Complementary Master in European Law
Teaching in French and English
- Complementary Master in Multidisciplinary Analyses of European Construction
Teaching in French and English

◦ Master (MA)

- Master in European Studies, Specialisation in Politics
Teaching in French and English
- Master in European Studies, specialisation in Economics
Teaching in French and English
- Master in European Studies, specialisation in History and Cultures
Teaching in French and English

JUST A THOUGHT :

" Man darf bezweifeln, ob sich Europa eine längere Auszeit bei der Bewältigung der Zukunft leisten können, um mit Alpträumen der Vergangenheit fertig zu werden. "

--- Joseph "Joschka" FISHER ---

" Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise "

--- Jean MONNET ---

" I'm not prepared to have someone tell me there is only one view of what Europe is. Europe isn't owned by any of them, Europe is owned by all of us "

--- Tony BLAIR ---

Eyes on Europe Thanks Its Partners & Institutional Members :



Visit our website : www.eyesoneurope.eu

ISSN : 1782 - 844

